

— 1855 —

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 1er mars, 1889.

SOMMAIRE :—Déclaration de l'honorable M. Rhodes.—Suite de la discussion générale sur la situation budgétaire de la Province : MM. Mercier, Robertson, Desjardins.—Délibération sur les crédits du budget : MM. Lynch, Gagnon, Flynn, Shehyn, Nantel, Blanchet, Beauchamp et Bernatchez.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

L'INCORPORATION DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER PAR LETTRES-PATENTES

L'ordre du jour appelle la délibération sur les modifications faites par le Conseil législatif au projet de loi pour modifier les articles 4653 et 4696 des statuts refondus de la Province de Québec, relatifs aux compagnies à fonds social, en ce qui concerne les compagnies de chemins de fer.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—J'ai l'honneur de proposer que ces modifications soient maintenant adoptées.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—L'honorable premier ministre serait-il assez bon de nous faire connaître la nature de ces amendements? . . .

L'honorable M. **Mercier**.—Volontiers. Ce sont les deux amendements que j'ai promis à cette Chambre, lorsque nous avons discuté ce projet de loi.

Quand il s'agit de constituer les compagnies à fonds social, d'après la loi actuelle, il faut un rapport du procureur général signé par Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, et

cela suffit. Mais comme cette loi s'appliquera aux compagnies de chemin de fer et d'assurance comme aux autres, on a considéré que ce n'était pas suffisant, et pour ces cas-là, il faudra un rapport du Lieutenant Gouverneur en conseil, et non plus seulement du procureur général.

Le deuxième point a trait aux avis à être publiés dans les journaux ; voici quelle est cette clause.

“ Quant il s'agit de la constitution en corporation d'une compagnie de chemin de fer, les avis doivent aussi être insérés pendant quatre semaines en français et en anglais dans deux journaux publiés dans les districts à travers lesquels la ligne projetée se propose de passer.

“ Les avis doivent être publiés dans les journaux français et anglais dans chaque district s'il y en a de publiés dans les deux langues, sinon dans les journaux de la même langues publiés dans les districts voisins.

“ Ces avis doivent faire connaître le point de départ du dit chemin projeté, les districts que l'on se propose de lui faire traverser, et le terminus.”

Voilà, M. le Président, les changements qui ont été faits au Consul suivant l'entente qui a eu lieu ici.

La proposition est adoptée.

DÉCLARATION DE L'HONORABLE M. RHODES.

L'honorable M. **Rhodes**—*député de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—M. le Président, avant que l'ordre du jour soit appelé, je demande la permission de faire à la Chambre, la déclaration suivante :

Je suis informé que l'honorable chef de l'opposition a dit hier, que j'avais signé par complaisance le rapport de la commission des asiles.

Je déclare que cette assertion est inexacte, parce que je n'ai jamais fait de telle déclaration.

Je n'ai pas pour habitude de signer des documents importants, sans considérer les conséquences de mon acte.

Je demande que cette déclaration soit inscrite au procès-verbal de la présente séance.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Vu que l'honorable chef de l'opposition est absent, je crois que l'honorable ministre ferait bien de suspendre sa demande jusqu'à son retour.

DISCUSSION GÉNÉRALE SUR LE BUDGET.

L'ordre du jour appelle la suite de l'examen, en comité général, du projet de budget.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la Province*.—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité des subsides.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—M. le Président, je demande pardon à l'honorable député de Montmorency si je n'ai pu répondre plutôt à son discours sur l'exposé budgétaire. La raison est bien simple et devrait être acceptée ; c'est qu'il m'était à peu près impossible de vérifier l'exactitude des chiffres qu'il avait cités dans le peu de temps que mes occupations me laissaient. Son discours n'a été publié que quelques jours après qu'il l'eût prononcé, or comme l'exactitude est indispensable quand il s'agit de chiffres, il me fallait voir le texte même du discours de mon honorable ami.

La seconde raison de mon retard, c'est que je suis généralement très occupé,

Comme troisième raison, il était peut-être aussi bien de laisser écouler un temps raisonnable entre l'attaque et la réplique, afin que le public eut le temps de lire et de bien étudier l'exposé budgétaire et la réponse qui lui a été faite au nom de l'opposition. Par là, la Province a pu se rendre bien compte de la faiblesse des attaques de nos adversaires, et du peu de nécessité qu'il y a pour moi de défendre la position prise par mon honorable ami le trésorier. La vie est trop courte, M. le Président, pour faire de longs discours ; aussi je ne me propose pas de retenir la Chambre bien longtemps. Mon devoir est de répondre à un point ou deux du discours de l'honorable député de Montmorency.

Je vais prendre le point de vue de l'ensemble des remarques du député de Montmorency, laissant à l'honorable trésorier de répondre à tous les détails. Ma manière de procéder aura cet avantage, qu'elle rendra plus claire la discussion de cette importante question des finances, et évitera la confusion.

L'honorable député de Montmorency a critiqué longuement tous les points du budget ; il a même critiqué en termes très sévères, le dernier emprunt, et le projet de la conversion de la dette, ainsi que d'autres sujets très importants. Nous aurons occasion de revenir là dessus, et je puis même lui promettre, en attendant, que l'honorable trésorier va lui répondre et démontrer à la Chambre que les prétentions du Gouvernement sont exactes et bien fondées. Je vais limiter mes remarques à la question du surplus.

J'occupe en ce moment une position quelque peu difficile. Je n'étonnerai pas la Chambre en lui disant que je ne suis pas un financier, et que je n'ai guère d'aptitudes à jamais le devenir. Comme financier, je ne me suis jamais pris au sérieux, je l'avoue bien franchement ; car je comprends qu'il faut des connaissances spéciales, de l'expérience pratique et des aptitudes toutes particulières, et je reconnais bien humblement que je ne possède ni les unes ni les autres.

J'ai vu souvent celui qui occupe le poste distingué de trésorier de la Province et l'honorable député de Montmorency se prendre aux cheveux, et discuter pendant des heures et des heures, pour savoir s'il y avait oui ou non un surplus. Cette année, la même chose se répète, et l'honorable trésorier en qui j'ai confiance nous dit qu'il y a un excédant de recettes sur les dépenses de \$373,196. Voilà, M. le Président, l'affirmation du trésorier de la Province. De son côté, l'honorable député de Montmorency vient nous dire qu'au lieu d'un surplus, il y a un déficit de \$914,190 ; cela fait la différence énorme de \$1,287,000 en chiffres ronds, sur un budget général de \$3,000,000, soit un tiers de toutes les opérations financières de l'année. Qui donc allons-nous croire : est-ce l'honorable trésorier qui nous dit qu'il y a un surplus de \$373,000, ou bien l'honorable député de Montmorency qui affirme que le déficit est de \$914,000 ? Devons-nous croire celui qui nous annonce la bonne nouvelle que nous avons un surplus, ou bien celui qui vient jeter du découragement parmi nous, en déclarant qu'il y a un déficit de près d'un million de piastres.

Si je n'avais pas une entière confiance dans l'intégrité et dans l'habileté de l'honorable trésorier, j'avoue que j'aurais des craintes. En face de ces deux affirmations contradictoires j'ai bien le droit de me renseigner et de raisonner ; j'ai bien le droit de demander aux amis qui m'entourent de raisonner avec moi, et de peser les arguments de part et d'autres. Un fait saute aux yeux de tout le monde, c'est que la vérité ne peut pas être sur ces assertions contradictoires en même temps dans la bouche de l'honorable trésorier et dans celle de l'honorable député de Montmorency.

L'un nous dit : réjouissez-vous, je vous annonce la bonne nouvelle d'un surplus de \$373,000, et l'autre se lève immédiatement après, et sur le ton du plus profond découragement, il nous abjure de ne pas croire un mot de ce que nous a dit l'honorable trésorier, qu'au lieu d'un surplus, il

y a un déficit considérable. Moi qui n'ai pas de connaissances spéciales en finances, il me faut bien réfléchir avant de me prononcer. Si la Province ne peut être renseignée sur la vérité de ce qui se passe ici, et si elle ne peut se fier aux déclarations de ses hommes publics, elle ne peut avoir confiance dans la sincérité de nos institutions parlementaires. Si le pays ne peut savoir une bonne fois pour toutes, s'il y a un surplus ou un déficit dans ses finances, c'est qu'il y a évidemment quelque chose de vicieux dans nos institutions. Jamais vous ne verrez la même difficulté dans nos maisons commerciales, lorsqu'il s'agit de clore les comptes à la fin de l'année, et d'établir les profits et les pertes. Comment se fait-il donc qu'il n'en pourrait pas être ainsi pour les affaires financières de la Province? Il faut que le public comme les membres de cette Chambre sachent lequel des deux à raison, ou l'honorable trésorier, ou l'honorable député de Montmorency. Je ne puis croire qu'il y un écart de \$1,200,000, sans que nous puissions nous en rendre compte par des moyens ordinaires. Si nous ne parvenons pas à tirer cette question au clair, le public, qui n'est pas à la source des renseignements officiels, croira que nos sommes un tas de blagueurs, nous amusant à lui faire des assertions plus ridicules les unes que les autres, dans le but de le mystifier. Il importe donc que cette discussion soit conduite avec prudence et avec la plus grande sincérité.

J'ai la plus grande confiance dans l'intelligence de l'honorable député de Montmorency, je le prends pour un travailleur, pour un homme qui se livre à des études sérieuses, mais jamais je ne l'ai considéré comme un financier. Je ne sache pas qu'il ait donné des preuves de capacités financières, ni qu'il ait administré aucune banque ni aucune autre institution de ce genre. Au point de vue des affaires, si nous avons à choisir entre l'honorable trésorier et lui, personne n'hésiterait à donner la préférence à mon honorable

collègue. Si on avait une affaire importante à faire régler, est-ce qu'on la confierait à l'honorable trésorier ou à l'honorable député de Montmorency ? Je ne veux pas blesser celui-ci, mais peut-on nier que dans ce cas, la préférence ne lui serait pas accordée. Si nous avons à faire régler une affaire financière sur les marchés de l'Europe, à qui nous adresserions-nous ? Est-ce à l'honorable trésorier ou à l'honorable député de Montmorency ? Sortons pour un instant de cette Chambre, et envisageons la question au point de vue du public. Quand il s'est agi des grandes affaires de la capitale de la Province, quand la Chambre de commerce de Québec a eu des questions importantes à régler, n'est-il pas vrai qu'elle s'est adressée à l'honorable trésorier et non pas au député de Montmorency, à celui qui a réussi à conquérir une position qui lui fait honneur et qui en a fait l'un des princes de la finance. L'honorable député de Montmorency comme moi n'a jamais pu réussir à s'amasser une fortune, bien que nous l'aurions voulu. Malgré la modestie de l'honorable trésorier, il a réussi à se créer une position que tout le monde respecte. Quand il affirme une chose, son opinion est toujours acceptée, car les gens se disent que c'est l'opinion d'un homme qui a vieilli dans les affaires et dont les conseils sont toujours marqués au coin de la prudence, de l'honnêteté et de l'habileté. L'honorable député de Montmorency et moi, avons autant d'intelligence que l'honorable trésorier, mais que voulez-vous, nous ne sommes pas des hommes d'affaires, et quand il s'agit de chiffres son opinion passera toujours avant la nôtre.

L'honorable député de Montmorency et moi avons quelque peu réussi dans les luttes et dans la politique, mais notre réputation dans les cercles commerciaux ne vaut pas celle du trésorier ; on peut le regretter, mais je n'y puis rien, c'est inutile de discuter ce point-là. Donc au point de vue financier, il n'y a pas de parallèle à établir entre les deux

hommes, et quoique l'on fasse, quoique l'on dise, l'honorable trésorier jouira toujours d'une supériorité incontestable, résultant de sa longue expérience.

Nous sommes bien trois hommes intelligents, mais il faut le dire, au point de vue des affaires, l'honorable trésorier est notre supérieur.

L'honorable trésorier dans son exposé budgétaire, nous dit : J'ai fait préparer les comptes de la Province, et j'ai le plaisir de vous annoncer qu'il y a un surplus de \$373,000 ; c'est l'homme d'affaires, M. le Président, qui nous parle ainsi c'est l'honnête homme qui ne voudrait pas pour rien au monde, mettre son nom au bas d'une déclaration ou d'un document qu'il saurait être faux ou inexact en quoique ce soit. Il a une réputation commerciale à sauvegarder, et il ne voudrait pas la perdre pour satisfaire de mesquines exigences de parti.

De son côté, l'honorable député de Montmorency dit : Il y a un déficit dans les opérations budgétaires du dernier exercice, de \$914,000. Il n'est pas capable, M. le Président, d'arriver à ce résultat, sans recourir aux subterfuges de celui qui veut critiquer quand même les comptes publics, et il est obligé de torturer les chiffres qu'il cite à la Chambre pour leur faire dire tout le contraire de la vérité. S'il prend les comptes publics, tels qu'ils sont imprimés, il est bien obligé de reconnaître qu'il y a un surplus, comme le déclare mon honorable ami le trésorier. Le document officiel, il n'y a pas à le nier, fait voir que les recettes ont été de tant et les dépenses de tant, laissant un surplus de \$373,000 en chiffres ronds.

L'honorable député de Montmorency ne peut se consoler de voir que ses adversaires ont si bien administré les affaires, et pour répondre aux demandes de ses amis, il a entrepris de détruire ce fait-là. On se demande naturellement comment va-t-il s'y prendre ? Ce n'est pas ce qui

l'embarras-e, M. le Président, et en fait d'audace financière, il n'a pas son pareil. Il commence par une opération toute simple mais infaillible ; il retranche toutes les recettes qui lui nuisent pour établir son déficit, et il taille à pleines mains dans la colonne du revenu, et c'est ainsi qu'il arrive à diminuer nos recettes, d'un demi million. Après cette opération vraiment césarienne, qui peut mettre en danger la vie de la mère et de l'enfant, il se rejette sur les dépenses et il en ajoute, sans prendre le moindre souci de la nature même de ces déboursés, et il tire ses comptes comme suit : A retrancher sur les recettes un demi million de piastres. A ajouter sur les dépenses \$480,000, déficit, \$900,000. Il n'y a rien d'étonnant, qu'à ce jeu-là, il renverse l'équilibre budgétaire, et s'il n'y avait pas réussi, cela aurait été un véritable miracle. La culbute est toute naturelle, mais elle n'est pas intelligente.

Ces calculs fantaisistes sont faits pour répondre aux nécessités des circonstances dans lesquelles l'honorable député de Montmorency se trouve placé, et dans le but de tromper le public. Il procède comme suit : “ Je retranche \$400,000 sur le montant versé dans le trésor pour la taxe sur les corporations commerciales, \$70,000 d'une autre source et j'ajoute \$480,000 de dépenses, et avec ce déplacement dans les recettes et les dépenses, je vous établis un déficit de tant. ”

Voyons, de telles déclarations ne se discutent pas. L'honorable député est trop intelligent pour espérer que je vais discuter cela. J'ai là, devant moi, la série des volumes des *Débats* de cette Chambre. J'y trouve six discours de l'honorable député de Montmorency dans lesquels il défend les calculs budgétaires de ses amis, et deux dans lesquels il critique les exposés de l'honorable trésorier, et chaque fois, il a toujours prétendu le contraire d'une année à l'autre. Cela peut lui convenir de prendre une position différente selon que ses amis sont au pouvoir, ou selon que se sont

ses adversaires, mais il nous a pris par surprise quand il nous a dit l'autre jour, qu'il allait mettre en pratique les principes qu'il avait enseignés pendant qu'il siégeait de ce côté-ci de la Chambre. Pour un, j'ai eue la faiblesse de le croire quelque fois sur parole, c'est une nouvelle désillusion à ajouter à toutes celles que j'ai déjà eues dans ma vie. Vous-même, M. le Président, vous avez essuyé bien de ces déceptions, mais en voici une nouvelle à ajouter à toutes les autres. Si vous voulez bien me faire la complaisance de m'écouter pendant quelques instants, vous allez voir comment je vais détruire tout cet échafaudage de critiques erronées et de faux calculs.

L'opinion de l'honorable député de Montmorency, il faut lui rendre ce témoignage, n'est pas généralement partagée par les hommes d'affaires de la Province, à quelque parti qu'ils appartiennent. Il est peut-être pris au sérieux par ses amis, mais sa parole n'a pas eu d'écho dans le pays. Voici le *Shareholder*, l'un des grands journaux financiers du pays, et que dit-il de l'exposé financier de l'honorable trésorier? Cette appréciation mérite d'être lue à la Chambre : " L'exposé budgétaire de l'honorable trésorier, qui était anxieusement attendu, est devant le pays depuis quelque jours, et il a été, sans doute, étudié avec soin et analysé par ceux qui sont compétents à lire et à réfléchir par eux-mêmes. L'honorable M. Shehyn avait une tâche à accomplir et il l'a accomplie avec habileté et avec cet esprit lucide et pratique que nous devons attendre d'un homme de son expérience et de ses connaissances pratiques. Il y a une habileté dans cet exposé qui met en relief les principaux points et qui montre qu'il savait de quoi il parlait. Il prétend que la Province a un surplus et ceci, est de soi, quelque chose d'unique à Québec quant à ce qui concerne les dernières années, l'expérience ayant démontré que nous avons eu toujours des déficits croissants..."

Voici un journal qui déclare que l'honorable trésorier a soutenu sa haute réputation d'homme pratique et d'homme d'affaires, et que la nouvelle d'un surplus est un fait unique dans la Province depuis plusieurs années ; et cette revue n'est pas plus ministérielle qu'oppositionniste, elle se consacre exclusivement à l'étude des questions financières et commerciales.

Donc ce journal est loin de partager l'opinion de l'honorable député de Montmorency, puisqu'il trouve que l'exposé budgétaire est fait avec habileté et qu'il y a un surplus, et que c'est là une nouvelle unique dans la Province de Québec.

Comment se fait-il donc, M. le Président, que les gens qui rédigent le *Shareholder* soient convaincus qu'il y a un surplus, tandis que celui qui a entendu le trésorier ne croit pas à l'existence de ce surplus ? Je vais vous le dire : C'est que l'honorable député de Montmorency a parlé comme un homme de parti et que les rédacteurs du *Shareholder* ont raisonné comme des hommes d'affaires. On a lu l'exposé budgétaire sans parti pris, comme doit le faire l'écrivain qui n'a pas de parti à soutenir quand même, et l'honorable député de Montmorency, lui, a parlé comme un partisan et non pas comme un homme d'affaires ; voilà comment s'explique cette différence.

M. le Président, je ne vous ferai point injure en disant que vous n'êtes pas plus homme d'affaires que moi, mais vous l'êtes bien autant, ce qui ne veut pas dire que c'est beaucoup, mais pourriez-vous concevoir qu'un homme d'affaires dirait qu'il y a un surplus quand il y a un déficit de \$914,000. Cela ne se conçoit pas, surtout quand on voit un journal comme le *Shareholder* déclarer que l'exposé de l'honorable trésorier est fait d'une manière intelligente et qu'il prouve qu'il y a un surplus.

Mais pour bien comprendre la force ou la faiblesse de la critique de l'honorable député de Montmorency, il est bon

de jeter un coup d'œil dans le pissé, et de faire, en peu de mots, l'historique des critiques ou des aperçus financiers de mon honorable ami. D'abord, posons comme vérité incontestable et presque incontestée, que nous avons eu des déficits sans interruption depuis 1874 ; que ces déficits se montent à \$3,301,558 jusqu'à l'année 1888, soit pendant quatorze exercices. Cela est vrai, mais je comprends que nous ne devons pas nous en vanter. Si on veut la preuve officielle que je n'exagère rien, on n'a qu'à prendre les *Comptes publics*, et on va y trouver un tableau donnant, année par année, le résultat de nos opérations budgétaires depuis la confédération jusqu'à cette date ; c'est le tableau E. Voici maintenant les chiffres des déficits depuis quatorze ans.

En 1874-1875 le déficit a été de \$23,910. En 1876-1877, de \$74,170. En 1877-1878, de \$558,689. En 1878-1879, de \$514,334. En 1879-1880, de \$487,610. En 1880-1881, de \$374,833. En 1881-1882, de \$208,858. En 1882-1883, de \$341,236. En 1883-1884, de \$301,054. En 1884-1885, de \$10,585. En 1885-1886, de \$83,045. En 1886-1887, de \$223,231. Ceci fait un total de \$3,301,558.

Après cette longue série de déficits, s'il est possible de montrer un surplus, quelle consolation ne serait-ce pas pour la Province ? Après ces quatorze années, où nous avons dépensé plus que nous avons reçu, quel bonheur pour le trésorier de présenter à la Chambre et au pays un surplus, mais un vrai surplus. Si ce surplus existe véritablement, pourquoi le nier ?

Qu'on remarque bien que ceux qui prétendent que nous avons un déficit sont les mêmes qui nous annonçaient un surplus pendant les élections générales. Se rappelle-t-on avec quelle satisfaction, l'honorable M. Ross nous disait, lors de la dernière campagne électorale, qu'il y avait un surplus de \$10,000 ? Vous rappelez-vous, M. le Président, d'avoir entendu ces messieurs de l'opposition proclamer

d'un bout de la Province à l'autre, que le régime des déficits était fini ? On affirmait cela avec tant d'aplomb qu'il était bien difficile de ne pas le croire. Et cependant que voyons-nous aujourd'hui ? Pour cette même année-là, où on nous disait qu'il y avait un surplus, nous avons maintenant la preuve qu'il y avait un déficit de \$83,000. Or je vous le demande, ceux qui nous ont ainsi trompés en 1886, peuvent-ils être maintenant bien dignes de foi ? Et ce seul fait ne prouve-t-il pas à l'avantage de la déclaration de l'honorable trésorier, et contre la prétention de ces messieurs ?

Mais allons plus loin encore ; l'honorable député de Montmorency ne sera pas blessé je l'espère, si je concentre sur lui, ce que je considère être toute la science financière de l'opposition. L'honorable député de Sherbrooke m'a tout l'air d'avoir été mis à la retraite par ses amis. Ce n'est plus lui qui critique l'exposé financier, ce n'est plus lui qui porte le grand coup. Cette besogne est laissée à un plus jeune. L'opposition a cru qu'il fallait confier cette tâche à un homme plus fort, plus vigoureux et plus audacieux. Celui qui a été choisi, peut parler très longtemps, et au besoin il ne craint pas de faire des affirmations qu'il serait incapable de prouver. Sa carrière comme financier a commencé en 1883 ; c'est la première fois qu'il s'est lancé dans la critique du budget. Il a parlé d'une manière magistrale... je veux dire qu'il a parlé du mardi jusqu'au vendredi, sans interruption, ça été tout un événement parlementaire, et ce qu'il y a de plus douloureux, c'est que ce discours a coûté à la Province pour l'impression seule, une jolie somme. Ça doit être un discours sérieux. Aussi ceux qui étaient alors dans cette Chambre se rappellent que ça n'a pas été une petite affaire. Il est bon que je vous cite les paroles que l'honorable député de Montmorency a prononcées à cette époque, et qui vont servir de base au jugement que je demande à la Chambre de prononcer :

“ M. le Président, j'ai consacré à l'étude de la question

“ des finances de la Province, plusieurs heures d'un travail
“ ardu et persévérant, tant j'étais convaincu de l'importance
“ du sujet et désireux de connaître l'état de nos affaires
“ dans toute sa vérité. En prenant part à l'intéressant
“ débat que l'honorable trésorier a ouvert par son discours,
“ si remarquable par la clarté de son exposition, et que
“ l'honorable député de Saint-Hyacinthe a continué par la
“ critique assez habile peut-être, mais assurément bien trop
“ sévère et trop peu fondée, que nous venons d'entendre,
“ je veux soumettre à la bienveillante considération de cette
“ Chambre, mes recherches, mes calculs, mes réflexions,
“ mes appréciations du passé, mes opinions sur le présent,
“ mes prévisions pour l'avenir. ”

Comme on le voit, c'est quelque chose de solennel, ce sont les recherches d'un homme d'étude, d'un financier.

Prenons tout cela, et voyons quels étaient ses calculs à cette époque, et jusqu'à quel point l'avenir lui a donné raison. L'honorable député prétendait que pour l'exercice de 1883-1884, il y avait un excédent de \$100,000, et il ajoutait :

“ Ainsi considérée à un point de vue d'ensemble et avec
“ une idée claire des obligations annuelles de la Province,
“ et de ses revenus, la situation n'a donc rien d'alarmant ”

Et pour cette même année où il prédisait un excédent de \$100,000, le déficit a été de \$301,054.

Le fait est, M. le Président, que pas une seule des assertions de l'honorable député n'a été vérifiée par les faits, et que tous les événements les ont démenties les unes après les autres. Quand il disait qu'il y avait un surplus, il y avait un déficit, et quand il nous dit que c'est un déficit, on peut être certain qu'il y a un surplus. Quand j'aurai donné la preuve de ce que j'avance en ce moment, on verra mieux ce que valent ses assertions en face du discours de l'honorable trésorier.

A la page 539 des *Débats* de 1883, il nous annonçait que le déficit de l'exercice 1882-83, serait de \$28,817; et un peu plus loin à la même page, il finit par dire que ce déficit ne sera plus que de \$2,000. Une différence de \$26,000, n'est rien pour l'honorable député de Montmorency.

En 1884, l'honorable député de Montmorency examine encore les finances de la Province pour l'exercice de 1882-83, et avec son autorité ordinaire il fixe le déficit à la somme de \$94,685. Voici ce qu'il disait :

"Déficit de l'année 1882-83, \$215,300.76. Moins partie "de l'intérêt du prix de vente du chemin de fer du Nord, "perçue en 1883-84, mais due pour l'année 1882-83, \$120,615.60. Balance \$94,685.16."

Or le déficit de cet exercice de 1882-83, a été de \$341,236.

Vous allez voir la précision mathématique de ce contradicteur de l'honorable trésorier. Vous allez voir qu'il ne peut se tromper. Le trésorier était l'homme responsable et il parlait au nom de son parti; il était obligé d'être prudent, et de plus, c'était un homme d'affaires. Je ne m'accordais pas avec lui, je le critiquais même, mais personne ne peut dire que l'honorable député de Sherbrooke n'est pas un homme d'affaires. L'honorable trésorier nous disait, avec les comptes de la Province devant lui : "Le déficit est de tant;" et l'honorable député de Montmorency ayant, lui aussi, les comptes publics devant lui, prétend qu'il n'est que de \$94,000, au lieu que le trésorier, lui, le mettait à \$250,000.

L'honorable député se trompe lorsqu'il a les chiffres devant lui, mais que doit-on penser lorsqu'il se hasarde à faire des prévisions pour l'avenir.

Voilà pour l'année 1882-83. Prenons maintenant l'exercice 1883-84 :

A la page 547 des *Débats* de 1883, l'honorable député

de Montmorency s'exprimait ainsi sur la situation financière de la Province, et sur les perspectives de l'avenir :

“ La vérité au sujet de notre situation financière comme Province, est donc que les opérations de l'exercice en cours, 1882-83, se solderont par un découvert très peu considérable, et celles de l'exercice prochain 1883-84, par un léger excédent. Comme pour ces deux exercices, surtout pour le second, il faut s'en rapporter aux prévisions budgétaires basées sur l'expérience des années passées, principalement sur les résultats de l'exercice de 1881-82, il est possible qu'il y aura quelques variations lorsqu'il s'agira de balancer les comptes des deux années. Les dépenses du service ordinaire de l'année 1883-84 sont évaluées à \$2,951,127.31, les recettes à \$2,954,612.12, faisant ressortir un excédent de \$3,484.81. Cela prouve qu'après les anxiétés des dernières années, nous sommes parvenus grâce à la politique habile, ferme, et progressive, prudente et économique du Gouvernement actuel et de celui qui l'a immédiatement précédé, à obtenir un budget en équilibre. Nous avons raison d'espérer être arrivés à la fin de l'ère de déficits, et de commencer une époque de solide prospérité financière, après avoir imprimé un aussi puissant mouvement au progrès matériel de la Province.”

L'honorable député de Montmorency prononçait ces paroles le 20 février 1883. C'est ainsi qu'il parlait des administrations Mousseau et Chapleau, qui venaient de plonger la Province dans le gâchis financier le plus inextricable qui se soit jamais vu, et il qualifiait leur conduite comme administrateurs de la Province de “ politique habile, ferme, prudente, progressive et économique.” Y a-t-il un seul homme dans cette Chambre et dans le pays, qui mettrait sa signature au bas d'une telle déclaration à l'adresse du Gouvernement Mousseau qui a été le plus prodigue et le plus imprudent qui ait jamais existé dans cette Province.

Le Gouvernement Chapleau, lui, au moins, était intelligent et vigoureux ; il nous étourdissait quelques fois par des coups d'éclat qu'il lançait soudainement sur le pays. Il a mené la Province sur le bord de la ruine, mais au moins, il le faisait avec intelligence et avec un brio qui saisissait les esprits. Mais le Gouvernement Mousseau ! Je ne puis comprendre comment il ait pu venir à l'idée de quelqu'un de le qualifier de Gouvernement économe ! C'est ce Gouvernement qui chassait de pauvres employés publics, et qui nommait une commission du service civil, qui réussissait à dépenser \$10,000 de l'argent de la Province, sans jamais faire de rapport ; un Gouvernement qui distribuait les deniers publics à des favoris, à des hommes dangereux qui l'entouraient. Quel est donc l'acte de prudence ou d'économie que ce Gouvernement ait fait ? Il n'avait pas même de cœur, et quand nous le sommions de venir devant le public pour défendre ses actes, il reculait lâchement. Quand on demandait au chef de ce Gouvernement de me rencontrer dans le comté de Jacques-Cartier, il refusait et me fuyait ; et quand quelques jours après, il apprenait que j'étais malade au lit, presque mourant, il s'empressait de convoquer une assemblée, croyant que je ne pourrais pas y être. Mais grand a été son désappointement car je suis allé à cette assemblée, et j'ai démontré aux dix milles électeurs qui me faisaient l'honneur de m'écouter qu'il devait être chassé du pouvoir ; c'est en effet ce qui est arrivé peu de mois après.

Pour revenir à l'honorable député de Montmorency, que j'ai quelque peu négligé depuis un instant, il nous prédisait un surplus pour l'année 1883 84, et l'année suivante, voici ce qu'il disait à propos de ce même surplus.

“ Je passe maintenant à l'examen des résultats probables des opérations de l'exercice en cours, 1883 84, qui se terminera le 30 juin prochain.

“ M. le Président, dans votre discours du budget, l'année dernière, vous avez évalué les recettes de l'année 1883-84, à \$2,954,612.12, les dépenses à \$2,951,127.31, excédent prévu \$3,484.81. Dans quelles limites vos prévisions pour l'exercice en cours vont-elles se réaliser ? C'est ce que je vais essayer à juger. ”

Et l'honorable député en concluait presque en faveur d'un surplus, mais pris d'un scrupule inexplicable chez lui, il veut bien reconnaître qu'il y aura un déficit et il nous disait :

“ Après avoir donné à la question des finances toute l'attention nécessaire, je suis bien fermement d'opinion qu'il est impossible que les opérations de l'année courante, donnent le résultat que l'honorable chef de l'opposition craint et présume. ” Et plus loin à la page 1039, il ajoutait :

“ Il me reste maintenant à comparer les recettes et les dépenses de l'année courante, telles que je viens de les calculer :

“ Dépenses autorisées et à être autorisées par le budget général et deux budgets supplémentaires, \$3,083,692.29, recettes, \$2,794,569.52, déficit \$289,122.77.

“ Je suis bien convaincu que la somme de \$289,122.77, est le chiffre le plus élevé que le déficit de l'année courante puisse atteindre. ” Ainsi, c'est bien compris, l'honorable député parlait avec connaissance de cause, et il avait fait tous ses calculs.

Prenez maintenant l'année 1884-85 ; nous arrivons là, au temps moderne. Vous allez voir s'il a fait des progrès depuis ce temps. Je crois vous avoir prouvé jusqu'ici que toutes ses prévisions ont été démenties par les chiffres mis

devant la Chambre par ses propres amis. Je cite encore l'honorable député à la page 1041 des *Débats* de 1884 :

“ Quelles sont maintenant les perspectives de l'année que nous commercerons le premier juillet prochain pour la terminer le 30 juin 1885. Pouvons-nous prévoir en toute sûreté qu'au lieu d'un déficit, les opérations de l'exercice prochain se solderont par un excédent assez considérable, je le crois réellement. ”

Et plus loin il ajoutait :

“ L'exercice prochain se solderait donc par l'excédent suivant ; recettes de 1884-85, \$3,011,672.80 ; dépenses de 1884-85, \$2,906,444.93, surplus \$105,227.87.”

Et le déficit de l'exercice 1884-85 a été de \$10,585.91.

En 1883, l'honorable député nous affirmait avec son assurance ordinaire que le règne des déficits était fini ; et l'année suivante il est obligé de nous avouer que le déficit est de \$290,000.00. Voici qu'il nous annonce un surplus pour l'année 1884-85. Allons-nous avoir le plaisir de le toucher ce surplus une bonne fois ? Hélas ! on voit que ce surplus est disparu. En 1884, il affirmait à la Province que le surplus pour l'exercice 1884-85, serait de \$105,000.00, et il disait :

“ Il est donc probable que les opérations de l'année se solderont en équilibre, ou, dans tous les cas, par un découvert qui ne devrait pas excéder \$50,000.00.”

En 1886, l'honorable député de Montmorency nous parle encore d'un surplus :

Je le cite à la page 1007 :

“ L'honorable trésorier a séparé avec soin, dans son discours sur le budget, le revenu et les dépenses ordinaires, du revenu et des dépenses extraordinaires, c'est-à-dire de ces recettes et de ces frais imputables au compte

“ du capital. Je l'en félicite, parce que cette manière de
“ compter est très exacte et très claire. . . . ”

Pourquoi l'honorable député reproche-t-il donc à mon
honorable ami le trésorier de faire la même chose. . . .

“ Pour connaître le résultat vrai des opérations d'un
“ exercice financier, il est évident qu'il faut comparer le
“ revenu courant ordinaire avec les dépenses courantes
“ ordinaires.

“ D'après l'état que l'honorable trésorier nous a donné,
“ le revenu courant ordinaire de l'année 1884-85 s'est élevé
“ à \$2,962,806.99. Les dépenses courantes ordinaires, ont
“ été de \$2,937,856.95. Surplus \$24,950.04. Cet excédent
“ de tout près de vingt cinq mille piastres dans les opéra-
“ tions financières de cet exercice est certain et incontes-
“ table. J'ai examiné toutes les recettes et les dépenses
“ ordinaires telles qu'énumérées dans le discours de l'hono-
“ rable trésorier, et je n'hésite pas à dire quelles sont
“ comptées avec une scrupuleuse exactitude.”

Ainsi, pas moyen de se tromper, le surplus est fixé pour
tout de bon, à la somme de \$24,000. Continuons à lire le
discours de l'honorable député de Montmorency ; il est si
content d'avoir réussi à convaincre honorable député de
Sherbrooke qu'il y a un surplus, qu'il ne s'en tient pas à ce
premier succès, il renchérit :

“ Un excédent de \$24,950 des recettes ordinaires sur les
“ dépenses courantes, c'est déjà une cause de grande
“ satisfaction, surtout après les quelques années difficiles
“ que nous avons passées. Mais ces chiffres si exacts ne
“ nous donnent pas une idée complète de tous les avantages
“ qui ressortent des opérations financières de l'année
“ 1884-85, étudiées dans tous leurs détails. Je tiens à ne
“ rien omettre qui soit de nature à permettre à mes hono-
“ rables collègues et au public de bien juger la situation de
“ nos affaires provinciales. ”

Ici, l'honorable député fait une assez longue dissertation et conclut comme suit :

“ Sans cet événement, le revenu de l'année 1884-85, y compris les \$51,527.32 déduites de la recette des terres de la couronne, et les \$53,618.67 d'arrérages d'intérêt du Gouvernement fédéral, aurait atteint la somme totale de \$3,067,952.98, et le surplus se serait élevé à \$130,095.03, chiffre, à coup sûr, très satisfaisant.”

Résumons tout ceci : Pour l'année 1883-84, il commence par nous annoncer un surplus de \$105,000 et l'année suivante, il reconnaît qu'il y aura un déficit probable de \$50,000. Plus tard, il nous prédit un surplus de \$24,000 qu'il grossit jusqu'au chiffre de \$130,000, et il y a eu un déficit de \$10,000, différence, \$140,000. C'est cet homme-là qui s'attaque à l'honorable trésorier, à l'homme d'affaires. Lequel des deux dit vrai ?

Je laisse à la Chambre à décider. D'un côté, l'homme d'affaires, habitué à établir le résultat des opérations financières d'une année, nous disait : Il y a un déficit ; et l'honorable député de Montmorency, lui, avec son talent ordinaire, transforme son surplus en déficit et transforme de nouveau ce déficit en surplus. Pratiquement il disait à mon honorable collègue, le trésorier : “ Vous, homme d'affaires, vous ne connaissez pas les chiffres et je vais vous renseigner puisque vous ne pouvez vous renseigner vous-même. Or, cet homme qui nous parlait avec tant d'assurance d'un surplus de \$130,000 se trompait du tout au tout, puisque le résultat officiel, bien constaté aujourd'hui, nous donne un déficit de \$10,688. On voit par là quelle confiance la Chambre doit avoir dans les affirmations de l'honorable député de Montmorency. Un jour, il se trompe de \$135,000, une autre fois de \$150,000 et plus tard, toujours pour le même exercice, il commet une nouvelle erreur de \$200,000 à peu près. C'est avec un pareil dossier qu'il a osé s'attaquer à un homme

comme l'honorable trésorier ! Les amis du député de Montmorency l'ont cru sur parole. Nous avons entendu des gens respectables dire que l'honorable député de Montmorency avait raison et que l'honorable trésorier avait tort. Depuis, les chiffres ont été vérifiés et la vérité est apparue éclatante aux yeux de tous, à l'honneur de mon honorable ami qui administre si bien le département du trésor.

Prenons maintenant les dires de l'honorable député de Montmorency sur l'exercice financier 1885-86. Je lis les *Débats* de 1886, page 1083.

“ Le revenu de 1885-86 pourra, je crois, facilement atteindre et même excéder le montant de \$3,000,000.

“ Passons maintenant au chapitre de la dépense. Les crédits votés et à voter pour 1885-86 sont comme suit :

“ Budget général ordinaire de 1885-86... \$2,900,545

“ Premier budget supplémentaire de 1885-86 17,023

“ Second budget supplémentaire de 1885-86 50,561

Montant prévu..... \$2,968,129

“ La Chambre sait jusqu'à quel point le Gouvernement contrôle les dépenses de manière à n'avoir recours aux mandats spéciaux que dans les cas les plus imprévus, et encore pour de très faibles sommes. Comme il persévéra sans doute dans cette louable habitude, l'on peut en toute sûreté compter que les dépenses ordinaires de 1885-86 seront, le plus strictement possible, limitées au montant des trois budgets que je viens d'énumérer. Je prévois qu'elles seront de \$2,960,000 à \$3,000,000. De sorte que les opérations de l'exercice en cours se solderont au moins en équilibre, et bien probablement par un surplus, qui pourra atteindre une cinquantaine de mille piastres.”

C'est bien écrit en toutes lettres ; nous devons avoir un surplus d'une cinquantaine de mille piastres. Si vous prenez

les *Comptes publics* au tableau E, vous verrez que le résultat des opérations de l'exercice 1885-86, pour lequel l'honorable député de Montmorency nous prédisait un surplus de \$50,000, s'est soldé par un déficit de \$83,045.00. Voilà une jolie erreur pour un financier comme il prétend l'être. Arrivons à l'exercice 1886-87. Voici ce qu'en disait l'honorable député : " J'en conclus donc que les opérations de " l'année prochaine se solderont par un excédent de recettes " de vingt-cinq à soixante et quinze mille piastres, et même " peut-être plus."

Ici encore, il nous annonce un surplus, or voyons ce qui est arrivé. Ce ne sont plus des prévisions, ce sont des réalités. Le déficit laissé par ses amis est de \$323,231, différence avec les calculs de l'honorable député de Montmorency, \$400,000, en chiffres ronds, presque un demi million de piastres.

N'est-ce pas qu'il sait calculer avec précision, n'est-ce pas que les assertions du député de Montmorency ont plus de valeur que celles de mon honorable ami le trésorier ? . . .

Pendant ce temps-là, mon honorable ami le trésorier actuel prédisait qu'il y aurait des déficits, et on ne voulait pas le croire ; on préférerait ajouter foi aux calculs fantaisistes de l'honorable député de Montmorency. Il disait : " J'ai tout vu les comptes, j'ai tout calculé, et je vous affirme qu'il y aura un surplus. " Remarquez-bien, M. le Président, que l'honorable député ne diffère pas aujourd'hui d'opinion avec le trésorier sur le chiffre du déficit ou du surplus, non, il nie carrément qu'il y ait un surplus. Je comprends qu'il pourrait différer sur le chiffre de l'excédent. Ainsi, si le trésorier disait : J'ai un surplus de \$300,000, et si le député de Montmorency lui répondait, non, votre surplus n'est que de \$250,000 ; on pourrait rester un peu dans l'embarras. Mais non, ce n'est pas cela du tout, les deux prétentions sont diamétralement opposées l'une à l'autre.

L'honorable trésorier dit : J'ai un surplus de \$373,000, et l'honorable député de Montmorency lui répond : vous trompez la Chambre et le pays, au lieu d'un surplus de \$373,000, c'est un déficit de \$914,000 que vous avez.

L'honorable député de Montmorency nous disait l'autre jour : “ L'honorable trésorier nous a trompés ; l'année dernière, il nous avait laissé espérer un surplus de \$700,000, et cette année il est obligé d'avouer que ce surplus n'est plus que de trois cents et quelques milles piastres.” Et il ajoutait, sur un ton d'indignation que j'ai trouvé bien comique : “ Pourquoi venir ainsi tromper la Chambre ? ”

M. le Président, j'aime mieux celui qui me trompe ainsi tout en me laissant un surplus aussi respectable, que celui qui m'annonce un déficit quand il y a un surplus et *vice versa*. Chaque fois que l'honorable député nous annonçait qu'il y aurait un surplus, nous étions certains d'avoir un déficit. Au moins l'honorable trésorier, lui, nous a donné un surplus de \$373,000 quand il nous en laissait espérer un plus élevé.

L'honorable député de Montmorency n'a pas été juste envers mon collègue ; le trésorier n'a jamais dit qu'il y aurait un surplus de \$750,000. Il est vrai que le chiffre a été diminué plus que je le croyais, je l'avoue franchement, mais enfin nous avons eu un surplus. Si l'honorable député n'est pas satisfait du chiffre du surplus, ce n'est pas une raison pour lui de le convertir en déficit. Il est tellement chagrin de voir que l'honorable trésorier a réussi à remettre l'ordre et la prospérité dans nos finances, qu'il n'en peut revenir. Il paraît même que l'honorable député de Montmorency a réussi aux yeux de ses amis. C'est le comble de l'habileté financière, que de transformer un surplus de \$373,000 en un déficit de \$914,000, et de faire croire cela à des gens intelligents ; j'espère que les banquiers de Québec, de Montréal et même de New-York, vont s'empressez de réclamer les services du député de Montmorency, afin de tou-

jours montrer que la caisse est en déficit, car cela aura au moins pour effet de les justifier de ne pas payer de dividende aux actionnaires.

Je résume les calculs de l'honorable député pour les trois dernières années. A la page 1085 des *Débats* de 1886, voici ce que je trouve :

“ Le résultat général de l'examen que je viens de faire
“ des opérations des trois exercices du premier juillet 1884
“ au 30 juin 1887, sera donc très satisfaisant. Le surplus
“ total de ces trois années atteindra probablement une
“ centaine de milles piastres, et il me paraît tout à fait possible, qu'il s'élève même à \$150,000.” Ainsi après avoir converti le surplus en déficit, et le même déficit en surplus, il fait la déclaration que je viens de lire, et les mêmes déficits pour la même période s'élèvent à près de \$500,000. Une jolie erreur n'est-ce pas, M. le Président ?

Je ne vous fatiguerai pas davantage, M. le Président, en lisant d'autres extraits des discours de l'honorable député. Je voulais démontrer que ses dires n'avaient aucune valeur, et que quand il nous a informés l'autre jour, que le surplus n'existait pas, et qu'au contraire nous avons un déficit de \$914,000 dans les opérations budgétaires du dernier exercice, il parlait sans savoir ce qu'il disait, ou il cherchait à tromper la Chambre et la Province. J'aurais pu lui faire la même démonstration au moyen des comptes publics, mais il aurait fallu entrer dans tous les détails, ce que je ne voulais pas faire.

Pendant des années et des années, il a soutenu de fausses assertions fausses et erronées ; il a contredit même les assertions de ceux qui étaient chargés de parler au nom de son propre parti, et il a été le plus audacieux que nous ayons jamais eu en fait de finance, en cette Chambre. Quand tout son parti annonçait qu'il y avait un déficit, il n'en voulait pas, et affirmait que l'on se trompait, que c'était un surplus qu'il

fallait attendre et non un déficit. Quand nous allions devant le peuple, discuter la situation financière, armés des déclarations des honorables députés de Sherbrooke et de Québec, nous étions démentis par les discours de l'honorable député de Montmorency. Ceux qui nous donnaient la réplique au nom de nos adversaires nous répondaient : " M. Desjardins, nous dit qu'il y a un surplus et nous le croyons.

L'autre jour encore, n'a-t-on pas vu l'honorable député de Montmorency, sans même deux heures de réflexion, sans examen, se lever et prendre la parole sur l'exposé budgétaire, et venir démentir l'honorable trésorier, en lui disant : " Votre surplus est un mensonge, je vais vous prouver qu'au contraire vous avez un déficit de près d'un million de piastres. " Cette assertion d'aujourd'hui vaut-elle plus que celle qu'il faisait autrefois ? Peut-on ajouter foi au dire d'un homme qui semble se tromper par habitude et par tempérament ? L'exposé budgétaire était rempli de chiffres, et l'on sait que l'étude des chiffres exige toujours beaucoup de temps, cependant l'honorable trésorier avait à peine repris son siège, que l'honorable député de Montmorency se levait à son tour, et n'hésitait pas à faire les assertions les plus audacieuses que l'on puisse concevoir, il a donné grossièrement le démenti à l'homme le plus respectable et le plus intègre ; peut être, de toute la Province.

J'ai voulu démontrer que ses assertions d'aujourd'hui ne valent pas mieux que ses affirmations d'autrefois, et je crois avoir réussi à convaincre la Chambre que l'honorable député de Montmorency n'a qu'un talent en finance, celui de dire exactement le contraire de la vérité. Quand il a donné le démenti à l'honorable trésorier à propos du surplus, il ne savait pas plus ce qu'il disait que dans les autres discours qu'il a prononcés depuis qu'il est en parlement sur la question des finances.

Il faut que le pays sache à quoi s'en tenir sur la sincérité et sur la valeur des assertions de l'honorable député ; il faut que chacun finisse par se convaincre qu'il ne doit parler que de ce qu'il connaît, car je ne sais rien de plus dangereux que les dires d'un homme qui parle sur une chose qu'il ne connaît pas.

Est-ce bien montrer du patriotisme que d'affirmer qu'il y a un déficit dans les affaires financières de la Province, quand en vérité, il y a un surplus ? N'est-ce pas là déprécier injustement le crédit de la Province ?

La Province a droit de savoir la vérité sur sa situation budgétaire. J'ai fait ce j'ai pu pour l'éclairer, ma tâche est finie pour le moment, et je demande pardon à la Chambre de l'avoir retenue si longtemps. Je suis entré dans des détails qui ont paru sans doute ennuyeux, mais on a dû comprendre que cela faisait partie de ma tâche. J'aurais préféré parler de belles-lettres ou de patriotisme, j'aurais peut être mieux réussi.

Mon rôle était de défendre l'honorable trésorier, un homme qui occupe une place d'honneur dans le conseil de la nation, un homme dont les avis ont toujours de la valeur. Mon honorable collègue, est un homme loyal et d'expérience, et quand je lui demande de bien vouloir m'aider à administrer les affaires de la Province, et quand je lui demande de me renseigner sur sa position financière, il me dit la vérité courageusement et franchement. Je suis encore à recevoir de lui une assertion inexacte. Aussi quand, l'autre jour, je l'ai entendu nous faire son exposé budgétaire, dans lequel il avait mis toute sa sincérité et sa loyauté, et quand j'eus entendu l'honorable député de Montmorency, je me suis senti humilié de le voir démentir à la face de la Province et de cette Chambre, par un homme dont la science et l'expérience sont loin d'égaler la sienne. C'est alors que j'ai résolu de faire les recherches dont j'ai

mis le fruit devant la Chambre, afin de venger mon honorable collègue. Si mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre ne sont pas satisfaits, j'aurai, au moins, rempli un devoir que la conscience m'imposait.

L'honorable M. Robertson. — *député de Sherbrooke.* — M. le Président, je ne me lève pas pour répondre au long discours de l'honorable premier ministre, qui a traité un grand nombre de sujets de la manière convaincante qu'on lui connaît, mais qui s'est entièrement mépris sur la teneur des remarques de l'honorable député de Montmorency sur le point particulier sur lequel il prétendait lui répondre. L'honorable premier ministre a commencé par dire qu'il ne prétendait pas être un financier proprement dit, mais qu'il comprenait assez la question pour montrer que les prétentions de l'honorable député de Montmorency n'étaient pas fondées, quand il venait dire qu'il n'y avait pas de surplus dans les opérations du trésor pour le dernier exercice. L'honorable premier ministre nous a dit que l'honorable trésorier nous avait annoncé un surplus dans les opérations de l'année dernière de plus de \$373,000, et que l'honorable député de Montmorency nous avait dit, de son côté, qu'il y avait de fait un déficit de plus de \$914,000, et l'honorable premier ministre a ajouté que pour sa part, il avait pleine confiance que son collègue, le trésorier, était correct dans ses calculs. Quand j'ai entendu l'honorable premier ministre nous dire, en apparence, en toute humilité qu'il n'était pas un financier, ni qu'il ne prétendait pas comprendre les questions financières, je suppose que ce n'était que pour la montre et à l'effet d'influencer ses collègues, mais il ne m'a pas fallu entendre parler longtemps l'honorable premier ministre, pour tomber d'accord avec lui qu'il ne savait pas comment on traite en connaissance de cause, les questions de chiffres.

L'honorable député de Montmorency n'a pas dit, ni a-t-il essayé de faire croire à la Chambre, ni a-t-il essayé de dé-

montrer que le déficit dans les opérations du trésor pour l'année dernière, est de \$914,000. Ce qu'il a dit, c'est que, prenant la même méthode de critiquer l'exposé budgétaire que l'honorable trésorier employait lorsqu'il était dans l'opposition pour critiquer les exposés précédents que j'avais l'honneur de faire, le déficit aurait atteint le chiffre mentionné de \$914,000, et ceci n'était dit que pour prouver jusqu'à quel point l'honorable trésorier était injuste dans ses appréciations des chiffres de son prédécesseur en office, mais non pas comme étant le résultant des études de l'honorable député de Montmorency sur l'exposé budgétaire. C'était un excellent moyen de démontrer à l'honorable trésorier jusqu'à quel point sa méthode pourrait affecter ses calculs, si elle leur était appliquée de la même manière qu'il l'appliquait aux calculs de son prédécesseur.

Voilà comment je comprends les remarques de l'honorable député de Montmorency et je suis certain de l'avoir compris parfaitement bien. Conséquemment la longue dissertation de l'honorable premier ministre, en réponse au discours de l'honorable député de Montmorency sur l'exposé budgétaire, n'était pas fondée en fait, et était absolument inutile.

L'honorable premier ministre, pour prouver combien l'honorable député de Montmorency a été injuste dans sa critique du discours sur le budget, nous a cité cette partie de son discours où il retranche du coup \$500,000 des recettes de l'année dernière. Je le demande, pourquoi ne retrancherait-il pas ce montant, comme recettes extraordinaires, afin de démontrer quelles sont les vraies opérations ordinaires de l'année dernière quant à ce qui regarde le revenu sur lequel on peut toujours compter? Il est clair que l'on doit déduire ce qui appartient légitimement aux exercices précédents et non pas à l'exercice dont on discute les comptes, si l'on veut se faire une opinion juste des recettes ordinaires pour l'année. S'il en était

autrement, on pourrait tout aussi bien appeler les produits des emprunts, un revenu ordinaire, parce que cet argent aurait été versé dans le trésor au cours de tel exercice en particulier.

Quant à ce qui regarde l'approbation donnée par certains journaux aux déclarations de l'honorable trésorier, approbation que l'on vient nous signaler comme une appréciation désintéressée au point de vue politique, nous savons tous ce que cela veut dire. Je pourrais facilement citer des appréciations semblables toutes aussi flatteuses à l'égard de quelques uns de mes exposés budgétaires faites par le même journal et cela n'empêchait pourtant pas l'honorable trésorier lorsqu'il était dans l'opposition, de dire que ces mêmes exposés étaient pleins d'erreurs, que l'on ne pouvait les comprendre, et plusieurs autres remarques aussi flatteuses et dans le même genre

L'honorable premier ministre, évidemment, n'a pas compris la différence qu'il y a entre les recettes ordinaires et extraordinaires, et les dépenses ordinaires et extraordinaires.

Les états auxquels il a référé, comme venant du département du trésor, qui sont censés nous donner les recettes et les dépenses pour une période de plusieurs années, peuvent bien montrer ce que pensait le compilateur de ces tableaux, ou ce que l'honorable trésorier lui a ordonné de faire paraître comme recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires, mais ils ne prouvent aucunement quelles sont réellement les recettes et dépenses ordinaires et quelles sont les recettes et dépenses extraordinaires. Ces tableaux ne prouvent pas non plus en aucune manière que la classification qui y est faite, est correcte.

Je ne prétends pas, ni ai-je jamais prétendu être un financier de quelque valeur, mais je prétends connaître quelque chose dans les finances de cette Province, et ce qui peut être considéré comme revenu et dépenses ordinaires,

et ce qui peut être classifié comme recettes et déboursés extraordinaires. Pour le moment je ne suivrai pas plus longuement les remarques de l'honorable premier ministre, je les laisserai à la considération de l'honorable député de Montmorency qui est très bien en état de prendre sa propre défense et de démontrer la fausseté du raisonnement adopté par l'honorable premier ministre et d'établir l'exactitude de ses assertions.

Maintenant, M. le Président, je reprends le fil de mes remarques. Tout d'abord, je puis dire que dans les quelques remarques que je vais faire sur l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier, je ne me laisserai pas guider par l'esprit qui animait mon honorable ami lorsqu'il critiquait les exposés que j'avais l'honneur de soumettre à cette Chambre. Alors il était déterminé, quand même à trouver matière à critiques, de découvrir des erreurs, non-seulement dans les chiffres soumis, mais il allait jusqu'à m'accuser de manipuler les chiffres pour arriver à des fins de parti. Si je suivais le plan qu'il a adopté à son égard lorsqu'il était dans l'opposition, ses états, ses chiffres et ses calculs apparaîtraient beaucoup plus mauvais pour sa cause que par la méthode que je vais suivre.

Je vais appliquer précisément à ses déclarations la même règle que j'appliquais aux miennes quand j'étais dans le Gouvernement. Si, après examen, les déclarations et les chiffres de l'honorable trésorier n'apparaissent pas si flatteurs pour lui et son Gouvernement, qu'il le prétend, il n'en dépendra pas de moi. Les faits sont contre lui et ils doivent être pris pour ce qu'ils sont réellement, et non pas coloriés comme ils les a représentés il y a quelques jours devant cette Chambre, se laissant en cela entraîner par les mouvements de son imagination en délire.

En termes généraux, l'honorable trésorier veut faire croire à cette Chambre et au pays, que pendant plusieurs années

des déficits se produisaient tous les ans sous les administrations précédentes, et que lui seul, pour la première fois, a été capable de montrer un véritable surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires, et que cela doit être attribué à l'habileté sage, prudente et sans précédent qu'il a montrée. Si l'examen des *Comptes publics* avait démontré que tel est réellement le cas, j'aurais été au nombre des premiers à féliciter l'honorable trésorier et le Gouvernement sur le succès qui aurait ainsi couronné leurs efforts dans la bonne administration du département du trésor.

Je suis réellement chagrin de différer d'opinion avec l'honorable trésorier sur l'état des opérations financières pour le dernier exercice finissant le 30 juin dernier. En premier lieu je nie l'exactitude de l'assertion faite par l'honorable trésorier, que des déficits réguliers annuels se sont produits tous les ans sous les administrations précédentes. Tel n'est pas le cas. Il est vrai que pour certains exercices, il y a eu des déficits, mais il n'en a pas été ainsi pour tous les exercices, et ces déficits se sont produits non pas parce qu'il y a eu des dépenses inutiles et excessives de faites comme c'est le cas pour l'année dernière, mais parce qu'il y a eu insuffisance de revenu causée en grande mesure par des procès pendants, et par le refus de certaines corporations de remplir leurs obligations suivant la loi. Mon honorable ami le trésorier a largement bénéficié de ces causes pendant son administration. Il oublie d'en donner crédit à ses prédécesseurs, et il part du fait que l'augmentation dans les recettes est due à son administration aussi brillante qu'elle est sans précédent. Il prétend aussi, ce qui est également fallacieux et trompeur, que cette augmentation dans les recettes va être permanente à l'avenir pour un montant égal à celui versé dans le trésor l'année dernière.

En comparant les prévisions de l'honorable trésorier d'il y a un an, avec ses dires de cette année, nous voyons qu'il avait promis—et il ne se trompe jamais dans ses promesses

comme ceux qui l'ont précédé—je dis qu'il avait promis un surplus sur les opérations du dernier exercice, de \$750,000, quand, dans son discours, l'autre jour, suivant ses propres calculs, il n'a pu établir un surplus que de \$373,196, en comptant les recettes extraordinaires et en classifiant des déboursés ordinaires comme paiements extraordinaires, ce qui montre une petite différence de \$376,864. En prenant les recettes de toutes sources et en les classifiant comme elles doivent l'être, en recettes ordinaires et extraordinaires et en faisant la même distinction pour les déboursés en rapport avec tous les services, nous trouvons qu'au lieu d'un surplus sur les revenus et les dépenses ordinaires, il y a un déficit de \$314,571. Si on ajoute ce montant à celui que l'honorable trésorier reconnaît lui-même comme étant la différence entre ses prévisions et la réalité, cela forme la petite erreur de \$691,435, en moins que ses prophéties nous avaient engagés à espérer. Ceci prouve que les meilleurs hommes peuvent se tromper, et que des erreurs peuvent être commises de temps à autre par les meilleures familles et par les meilleurs Gouvernements.

En étudiant les tableaux officiels publiés par l'honorable trésorier, et pour lesquels il est responsable, nous trouvons que les dépenses ordinaires de l'année 1887-88 ont excédé celles de 1885-86, de \$332,000, pour l'administration précédente pour la dernière année où nous avons eu complètement le contrôle des affaires, et cela, tout en considérant les \$80,000 accordées comme octroi spécial pour les chemins de colonisation, comme une dépense ordinaire, bien qu'il ait été dit et répété à maintes reprises, que ce montant ne devait pas être considéré comme une dépense ordinaire, mais qu'il devait être payé à même un emprunt, d'où il suit que la dépense ordinaire de 1887-88 a excédé celle de 1885-86 de \$412,425.

De plus, à ce montant, doit être ajouté comme ayant été dépensé pour des fins ordinaires \$187,768, mais que l'hono-

nable trésorier a classifié comme déboursés extraordinaires dans le tableau des opérations de l'année dernière. Mais comme il cherchait anxieusement un surplus pour leurrer le public innocent et crédule, il a augmenté les dépenses du dernier exercice comparativement à celles de 1885-86, de \$600,183. Et voilà comment l'argent s'en va ! Je pourrais ajouter, bien que ce fait ne soit pas d'une grande conséquence, que les dépenses totales de l'année dernière, ont excédé celles de 1885-86, de \$1,856,000.

Quand nous tenons en ligne de compte les sommes considérables qui ont été versées dans le trésor l'année dernière, et qui appartiennent aux opérations des exercices précédents, quand nous considérons le fait que ces rentrées ne pourront pas être opérées cette année, et que l'on pense à la dépense additionnelle considérable qui se fait pour des objets ordinaires, dépense parfaitement contrôlable, on se demande naturellement avec anxiété quand et comment le Gouvernement va commencer à pratiquer l'économie qu'il a tant promise.

La première faute que je réproche à mon honorable ami et à la présente administration, c'est qu'au lieu de chercher à limiter et à réduire les dépenses de manière à ce qu'elles ne dépassent pas notre revenu normal ordinaire, ils recherchent anxieusement et inventent des moyens et des mesures pour augmenter le revenu, ce qui accroît les charges que le peuple de la Province doit payer soit directement soit indirectement. Il me semble qu'une telle conduite n'est pas à l'avantage de notre peuple, et certainement elle ne me donne pas une haute opinion de l'administration de mes honorables amis.

L'honorable trésorier cherche à s'excuser de demander des crédits supplémentaires et d'avoir eu recours à la ressource des mandats spéciaux sur une aussi large échelle, en disant, pour se défendre, qu'il a suivi les prévisions budgétaires de

son prédécesseur. Cette excuse ne vaut guère, car la première chose qu'il a faite a été de nous demander des crédits supplémentaires considérables pour couvrir l'insuffisance du montant qu'il nous assurait pourtant devoir être amplement suffisant pour compléter les affaires de l'année, et depuis il n'a pas cessé de suivre la même ligne de conduite.

Que trouvons-nous dans le budget supplémentaire qui est devant la Chambre ? Nous trouvons que ces messieurs prétendent effectuer une grande réduction dans la dépense pour le prochain exercice, quand l'honorable trésorier sait parfaitement bien, qu'à moins qu'il suive une autre ligne de conduite que celle qu'il a suivie l'année dernière, il ne peut pas, cela est impossible, rencontrer les exigences du service public avec les sommes qu'il demande maintenant, et que, cela ne fait aucun doute, son revenu ne sera pas suffisant pour payer les sommes qu'il prévoit lui-même être nécessaires. Le fait est qu'il a tant dépensé pour des objets imprévus, qu'il lui faut maintenant refaire ces sommes ainsi dépensées inutilement, et qu'il lui faut demander une autorisation nécessaire additionnelle, quand le service public l'exige absolument.

L'honorable trésorier n'est pas à blâmer, s'il n'est pas capable de prévoir tous ces détails, et de pourvoir aux exigences de toutes les branches du service public. Mais ce dont je me plains, c'est qu'il cherche à mettre sur le compte des autres, des fautes dont il se rend coupable pour les objets mêmes en question, s'efforçant de jeter du blâme sur ses prédécesseurs au moment même, où ses erreurs sont beaucoup plus grandes que celles qu'il leur reproche. Il peut se faire qu'il ne voit pas son illogisme à cet égard.

Pour justifier sa demande d'un emprunt de trois millions et demi, l'honorable trésorier n'a pas cessé, l'année dernière, de nous parler de l'énorme dette flottante qui lui avait été

laissée par ses prédécesseurs, et à laquelle il lui fallait pourvoir. Il nous disait qu'il lui fallait rencontrer ces obligations, et pour s'excuser de nous demander de faire un emprunt aussi considérable, il s'est cru obligé d'inclure dans le passif que cet emprunt devait couvrir, non-seulement les dettes dues, mais aussi des montants qui peut-être ne seront jamais une dette réelle contre la Province. Que voyons-nous aujourd'hui ? ... Plusieurs de ce qu'il appelait, des obligations d'une nature pressante, ne sont pas encore payées, et l'emprunt est presque complètement dépensé pour payer des dettes qu'il a créées lui-même ; une dette flottante s'accumule rapidement d'année en année, et beaucoup plus vite qu'il ne l'avait prévu. Il n'y a pas de doute qu'il cherche encore le moyen de faire un nouvel emprunt pour lui permettre de traverser la crise. De fait, l'honorable trésorier administre les finances de manière à prélever un autre emprunt, en s'appropriant les dépôts faits par les compagnies de chemins de fer, qui désirent obtenir la garantie du Gouvernement de l'intérêt pour un certain nombre d'années, sur des bons qu'elles veulent mettre sur le marché. Il va de soi que le Gouvernement paie l'intérêt d'année en année sur la balance qui peut rester de ces dépôts après le paiement de l'intérêt sur ces bons. Nous avons assez entendu parler de la dette flottante du précédent Gouvernement. Si mes honorables amis de la droite voulaient seulement empêcher la création d'une nouvelle dette flottante retrancher toutes dépenses inutiles, la position financière de la Province s'améliorerait bientôt de manière à devenir satisfaisante, à faire plus honneur au Gouvernement et à plaire infiniment plus au peuple de la Province.

Afin d'arriver à la différence réelle qu'il y a entre le revenu ordinaire et la dépense ordinaire pour l'année dernière, sans savoir comment l'honorable député de Montmorency a fait ses calculs, j'ai adopté une méthode qui m'est personnelle.

L'honorable député de Montmorency a commencé par prendre ce que l'honorable trésorier a donné dans son exposé budgétaire comme étant les recettes ordinaires et les dépenses ordinaires, a déduit des premières, ce que mon honorable ami considérait comme des recettes extraordinaires, c'est-à-dire des recettes qui ne nous viendront pas tous les ans, et aux secondes, il a ajouté ce qu'il considérait être des dépenses ordinaires, mais que, dans son désir de se créer un surplus, l'honorable trésorier a mis comme dépenses extraordinaires. Lorsqu'on est venu à comparer le revenu ordinaire avec les dépenses ordinaires, on a constaté que ces dernières dépassaient les recettes de \$314,571, soit un déficit d'autant, sur les opérations de l'année dernière, en faisant ce que l'on peut appeler une bonne et juste appréciation du revenu et de la dépense ordinaire de l'année.

Voici quel est le mode que j'ai adopté : J'ai pris les recettes de toutes sources telle que données dans les *Comptes publics*, et de ces recettes j'ai retranché ce que j'ai considéré comme des recettes extraordinaires, c'est-à-dire des recettes qui ne sont versées dans le trésor que par exception et non pas d'année en année, de source extraordinaire. J'ai ensuite pris la dépense totale pour toutes les fins telles que données dans les *Comptes publics*, et j'ai retranché tous les paiements extraordinaires, tels que le remboursement des emprunts temporaires, les subventions aux voies ferrées, le coût des édifices publics, etc., et en complétant mes calculs j'ai trouvé un résultat qui s'accorde avec le déficit mentionné par l'honorable député de Montmorency, mais produit par un mode différent de calcul, soit un découvert de \$314,571 sur les opérations de l'année dernière quant à ce qui regarde les recettes et les dépenses ordinaires. Voici comment je suis arrivé au résultat que je viens de mentionner :

Recettes totales de toutes sources pour l'année 1887-88, telles qu'elles apparaissent aux <i>Comptes publics</i>	\$7,639,076 00
--	----------------

A déduire comme recettes extraordinaires :

Produit de l'emprunt étranger	\$3,378,332 00
-------------------------------------	----------------

Produit d'emprunt temporaire.....	400,000 00
-----------------------------------	------------

Fonds en *fidei commis* :

Remboursement d'emprunts faits par les asiles d'aliénés	60,020 00
---	-----------

Recettes des chemins de fer	62,495 00
-----------------------------	-----------

Arrérage de taxes sur les corporations commerciales.....	430,000 00
--	------------

Arrérage, fonds commun des écoles élémentaires, Ontario.....	70,000 00
--	-----------

\$4,400,847 00

Laissant un revenu ordinaire de.....	\$3,238,229 00
--------------------------------------	----------------

D'un autre côté nous voyons encore par les *Comptes publics*, que la dépense totale pour toutes les fins pour l'année, s'est élevée à.....

	\$5,996,977 00
--	----------------

A déduire ce qui a été payé pour emprunts temporaires.....	\$1,500,000 00
--	----------------

Pour subventions payées aux compagnies de chemins de fer.....	662,275 00
Payé pour les édifices du Parlement, et le palais de justice de Québec.....	460,000 00
Pour assurances et fonds en fidei-commis.....	41,667 00
	<hr/>
	\$2,663,942 00
Laissant une dépense ordi- naire de.....	\$3,333,035 00
Et la différence entre les mandats impayés au 30 juin 1886-1887, et le 30 juin 1887-1888, soit.....	219,765 00
	<hr/>
Dépense ordinaire....	\$3,552,800 00
Maintenant retranchez les recettes ordinaires telles que je viens de les établir, soit	3,238,229 00
	<hr/>
Laissant un déficit de.....	\$ 314,571 00

Je dois avouer que j'eus surpris de voir ce résultat, et que je m'empressai de repasser mes calculs, afin de voir si je n'avais pas fait quelques erreurs dans les chiffres ou dans la manière avec laquelle j'avais établi la dépense et les recettes ordinaires, mais je n'ai pas réussi à découvrir aucune erreur. Les chiffres que je viens de donner démontrent comment je suis arrivé au résultat que je viens de mentionner. Il faut bien se rappeler que ce résultat est obtenu en ne prenant que les recettes et les dépenses réellement opérées, en plaçant celles qui appartiennent réellement au chapitre des

dépenses et des recettes ordinaires et qui doivent être attribuées au dernier exercice en particulier, et non pas sur les recettes générales et qui proviennent d'arrérages.

Le surplus de l'honorable trésorier ou plutôt son prétendu surplus de l'année dernière, aurait été, nous a-t-il dit augmenté davantage, et peut-être aurait-il dépassé un demi million de piastres, si ce n'eût été l'augmentation du service de l'intérêt sur la dette publique, depuis l'avènement au pouvoir du Gouvernement actuel. Pour prouver cette assertion, mon honorable ami a dit : " Le montant total payé pendant le dernier exercice a été \$1,103,710, au lieu de \$977,760,00 qui a été payé en 1886-1887. "

La différence entre ces deux montants est de \$125,900,00 et l'honorable trésorier savait que cette somme devait être payée quand l'emprunt a été contracté, et si ce n'eût été l'augmentation des recettes provenant de la perception des arrérages, faite au cours du dernier exercice, arrérages qui doivent être attribuées aux opérations des exercices précédents, ils n'auraient pas pu payer ces \$125,900,00 à même le revenu ordinaire de l'année, et sans cette augmentation toute accidentelle de revenus, la prochaine année d'intérêt ne sera pas payée, cela est fort probable, à même le revenu de l'année.

M. le Président, je sympathise de tout cœur avec l'honorable trésorier lorsqu'il dit " qu'il est très difficile de ne pas augmenter les dépenses par suite de l'augmentation dans le service de l'intérêt, et les demandes d'aide pour toutes sortes d'objets." Il a dit de plus, que toutes les influences possibles étaient mises en jeu, pour ne pas payer même les dettes les plus légitimes dues au Gouvernement. Ces paroles, M. le Président, m'étaient bien singulièrement connues. Je les ai prononcées en employant presque identiquement les mêmes mots, chaque fois que j'ai eu occasion de parler à la Chambre du budget. Pourtant

l'honorable trésorier ne manquait pas alors de rire de ce qu'il appelait une pauvre excuse pour dépenser de l'argent et accorder les demandes faites au Gouvernement. "J'aurais résisté fortement à des demandes aussi peu légitimes, et vous n'aviez pas d'autres excuses que votre manque d'énergie pour ne pas refuser d'aider tant d'entreprises." J'ai fait de mon mieux et je présume que l'honorable trésorier a fait de même; je rappelle la chose simplement pour montrer à l'honorable trésorier que si son excuse pour avoir augmenté la dépense est bonne, la mienne l'était également; et que si mon excuse était mauvaise pour moi, elle l'est de même pour lui.

Je suis d'opinion que les services qu'il a mentionnés comme justification de l'accroissement de la dépense, ne seront pas d'un avantage permanent pour le pays, et que les résultats qui en découleront en autant qu'ils pourront être cités comme justification de la dépense, seront tout le contraire. Ainsi quels sont les résultats pratiques que nous pouvons attendre de la conférence interprovinciale qui a coûté \$10,000? Que nous rapportera la commission des asiles d'aliénés qui a coûté \$16,000? Que devons nous attendre de la commission agricole, qui a coûté \$3,000? Quels avantages la Province retirera-t-elle de l'argent dépensé en réparation sur la terrasse Durham dans la cité de Québec? Que nous vaudra la dépense additionnelle causée par l'établissement de la cour des magistrats à Montréal, soit encore \$10,000? Je n'ai pas besoin d'en mentionner d'autres. De fait, dans presque toutes les branches du service public, le service civil, la législation, l'administration de la justice, la police—nous trouvons des augmentations de dépense, sans voir, j'ose le dire, peu ou point davantage pour le pays, dans cet accroissement des frais administratifs. Je reconnais franchement qu'il y a certaines branches du service public, où il est difficile, sinon impossible, de maintenir la dépense au chiffre où elle était auparavant, et dont

il faut à tout hasard, payer les frais, pour la protection et la garde de l'honneur de la Province. Mais, M. le Président, c'est précisément là, la raison qui doit nous rendre encore plus prudents, et qui doit nous engager à réduire les dépenses que nous pouvons contrôler, et la même raison expose davantage l'exécutif au blâme, s'il n'exerce pas ce contrôle ; aussi les membres de cette Chambre sont-ils tenus responsables par l'électorat s'ils approuvent de telles dépenses inutiles, et s'ils ne protestent pas contre elles, et ne les combattent pas de toutes leurs forces.

Sur la question de l'actif et du passif, l'honorable trésorier reconnaît que le passif a été augmenté de trois millions de piastres par le dernier emprunt. Mais ici encore il se donne crédit pour l'encaisse qu'il y a dans le trésor, non encore dépensé, de \$1,723,850. Il entonne de nouveau le vieux chant qu'il ne peut jamais oublier : “ les vieilles dettes de l'ancien Gouvernement, non encore payées.” J'aimerais bien à lui demander pourquoi ces dettes ne sont pas encore payées, ou si elles n'existent pas seulement dans l'imagination fertile de l'honorable trésorier ; ou encore n'est-il pas vrai que la plus grande partie de l'emprunt a été dépensée, pour payer de nouvelles dettes et de nouvelles dépenses encourues par le Gouvernement actuel et que, comme question de fait, tout l'emprunt est maintenant dépensé, et que la Province est à épuiser la produit d'un nouvel emprunt contracté sous forme de dépôt fait au Gouvernement, par les compagnies de chemins de fer, pour avoir la garantie de l'Etat sur leurs bons ? Je ne serais pas compris si on croyait que je considère la position financière de la Province comme désespérée ; que nous n'avons pas les ressources suffisantes pour faire face à nos obligations ; que, malgré l'augmentation de la dépense faite pendant les deux dernières années, nous ne pouvons pas administrer les affaires de la Province. Non, M. le Président, nous avons d'immenses ressources à notre disposition qui ne sont pas encore développées ;

plusieurs mêmes de ces ressources ne nous sont pas encore connues, et qui le jour où elles seront exploitées, ne manqueront pas d'améliorer la situation matérielle de notre population.

Quand le capital nécessaire sera employé comme il doit l'être dans le développement des ressources, comme celles de l'agriculture et des autres industries qui en dépendent, dans l'exploitation de nos richesses minières, dans l'accroissement de nos industries manufacturières, accroissement qui peut être poussé à un point dont nous n'avons maintenant aucune idée et qui pourra produire d'immenses richesses pour le pays, dans bien peu d'années, richesses et industries de tout genre, que nous ne connaissons que bien peu maintenant, mais dont l'heureuse exploitation, pourra être solidement établie grâce à l'énergie et à l'esprit d'entreprise de nos concitoyens, toutes ces richesses ne pourront manquer de bénéficier largement à notre Province. Mais M. le Président, il me semble que notre première ambition devrait être de réduire notre dépense énorme à un montant n'excédant pas notre revenu annuel certain.

Nous commençons par le mauvais bout lorsque nous continuons de dépenser aussi largement, sans pourvoir aux moyens de payer cette dépense, sans augmenter les charges qui pèsent sur le peuple. Notre peuple n'a presque pas senti le poids de la dépense faite jusqu'à aujourd'hui. Le développement des chemins de fer dans toutes les parties de la Province a eu pour résultat de faire surgir de nouvelles industries dans toutes les directions. La terre a augmenté en valeur, les produits de nos fermes ont obtenu de bons prix. Nos manufactures se sont accrues considérablement et elles fournissent des produits à des prix que l'on ne peut s'empêcher de considérer comme raisonnables et justes.

Tous ces faits et d'autres encore, qui ont été la conséquence de notre progrès dans la manifestation de

notre industrie publique, ont aidé notre peuple à supporter la petite augmentation qui lui a été imposée, mais cet état de choses ne peut pas rester longtemps ainsi. Si on continue à dépenser comme on l'a fait jusqu'à aujourd'hui, et si on ne cesse d'augmenter les frais de l'administration publique, la population devra beaucoup plus que par le passé, contribuer à nos déboursés annuels. A cela non-seulement le peuple trouvera à redire, mais il tâchera de s'exempter de payer ces charges additionnelles, s'il est possible : dans ce cas il me semble que nous devons nous hâter lentement, que nous devons mettre de côté les idées exagérées que nous avons sur notre position comme Province, que nous devons tailler notre habit suivant le drap que nous avons, et que nous devons arrêter la dépense de chaque piastre qui n'est pas absolument requise pour le service public.

Par service public, je ne veux pas dire, la création de charges nouvelles pour y placer des amis politiques, ou pour récompenser aux dépens du public, des trahisons politiques ; ou encore en accordant des emplois à des amis quand l'intérêt de la Province ne demande pas de tels services et qu'il ne peut en bénéficier. Mais M. le Président, il y a maintenant parmi nous, comme il y a eu depuis quelque temps, un élément de discorde qui, s'il n'est pas étouffé dans son germe, contribuera à détruire notre existence comme province, nos institutions, notre autonomie, que la dépense même de sommes d'argent considérables, non absolument requises et qu'il est, en quelque sorte, difficile de diminuer, je parle du sentiment qui existe dans une certaine partie de notre population et qui tend à créer de l'animosité entre les membres d'une même société. Il est inutile de nier, — et il vaut autant envisager carrément cette question avant qu'il ne soit trop tard de le faire—qu'il est devenu urgent que tous ceux qui aiment le pays s'unissent pour écraser toute tentative faite dans le but de créer

des sentiments d'antagonisme dans le cœur d'une partie de notre population à raison des différences de race et de croyances religieuses qui existent parmi nous. Quelques-uns pourraient nier cela, mais il n'en est pas moins vrai que le fait existe, et qu'il est l'œuvre d'une petite fraction de notre peuple, et que tous les jours on cherche à aggraver la situation par tous les moyens possibles. M. le Président, je crois que la grande majorité de notre population de toutes les races et de toutes les croyances religieuses, ne sympathise pas avec ceux qui forment la fraction dont je viens de parler, mais un bon nombre de ceux qui, apparemment, désapprouvent ces sentiments, ne prennent aucun moyen pour arrêter la propagation de ces principes détestables ; pour le plus grand avantage des fins de parti et pour aider au succès des vues de parti, ces gens restent aussi silencieux que la tombe, prétendant qu'il importe peu, dans un sens ou dans l'autre, que le cri de race ou de religion soit, oui ou non, continué.

Si on ne change pas cette ligne de conduite, les conséquences qui en résulteront seront désastreuses pour tous, pour la majorité aussi bien que pour la minorité dans la Province. Une fois que cette lutte sera tout à fait déclarée, il est impossible de dire quand elle finira. Les autres Provinces du Canada seront forcées de prendre un intérêt plus ou moins considérable dans la considération de cette question, et il est impossible de dire quelles difficultés pourront sortir de l'agitation dont je parle et qui doit être condamnée.

Encore un point, M. le Président, et je terminerai. J'espère que mes honorables collègues ne croiront pas que je sors de la sphère légitime que me donne ma qualité de membre de cette Chambre, en m'appesantissant sur une question que je considère de la plus haute importance pour le bien-être de notre commune patrie, en parlant d'un sujet que quelques-uns pourront croire étranger au débat sur le

budget. J'espère, cependant, que l'on voudra bien me permettre encore quelques remarques. Vous-même, M. le Président, l'honorable député de Richmond et Wolfe et moi, sommes les seuls membres de cette Chambre qui ayons continuellement siégé dans cette enceinte depuis la confédération.

Nous avons été témoins de bien des changements. Quelques-uns de nos collègues des années passées, se sont retirés de la vie publique ; d'autres sont allés siéger dans le Parlement fédéral, d'autres encore sont passés du côté de la grande majorité, emportés par la mort, et leur place a été remplie par d'autres. Il me semble que, sous certains rapports, les membres de cette Chambre, et peut-être, suis-je de ce nombre, n'ont pas suivi l'exemple de nos prédécesseurs. Nous sommes, je le crains, trop dominés dans nos délibérations et dans nos divisions, par l'esprit de parti. M. le Président, nous devrions n'avoir rien à faire avec l'esprit de parti qui s'est tant développé pendant ces dernières années. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une administration bonne, fidèle et honnête des affaires de la Province ; ayant toujours en vue le bien du pays, et dans aucun cas, ne sacrifiant ce bien pour des fins de parti.

Le Gouvernement, en vertu de nos institutions, doit être, je suppose, dans une certaine mesure, un Gouvernement de parti, mais assurément nous sommes enclins à aller aux extrêmes ; nous prostituons le mandat que le peuple nous a donné alors que nous en agissant ainsi et mon idéal serait de faire prospérer le pays d'abord, et de ne m'occuper du parti qu'en dernier lieu, comme étant un sujet de moindre importance.

Je n'en dirai pas plus sur cette question, seulement qu'on me permette de graver dans l'esprit de mes collègues dans cette Chambre, et de moi même également, la nécessité, si nous voulons voir notre Province prospère, de laisser de

côté autant que possible, l'esprit de parti et de juger les questions qui sont soumises à l'étude de cette Chambre d'après leur mérite intrinsèque, sans égard à aucune autre considération.

M. le Président, dans notre Province nous avons recueilli un héritage de valeur, un héritage dont nous pouvons être justement fiers, protégés comme nous le sommes par l'une des plus grandes nations du monde, gouvernés par une Souveraine respectée et aimée par nous tous sans exception, vivant sous l'empire de lois qui assurent la liberté et la protection aux plus humbles citoyens, vivant sous l'une des constitutions les plus libres du monde civilisé, produit de la sagesse des siècles et de nos ancêtres d'Angleterre et de France, possédant les moyens d'instruire notre peuple non seulement dans les connaissances élémentaires, mais aussi dans les plus hautes branches de l'enseignement supérieur, moyens égaux à ceux des peuples des autres pays, formant partie d'une nation grandissant à l'ombre du drapeau anglais, habitant un pays s'étendant de l'Atlantique au Pacifique et contenant une variété infinie de sol et de richesses minérales dont on ne peut pas apprécier la juste valeur à l'heure qu'il est, je dis, M. le Président, que nous devons être un peuple heureux et prospère. Que Dieu bénisse notre beau pays, son peuple et ses institutions. Tâchons de nous conduire, soit dans la vie privée, soit dans la vie publique, de manière à laisser à nos descendants l'héritage d'un peuple craignant Dieu, honnête et dévoué à son pays.

À six heures la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

M. Desjardins — *député de Montmorency*. — M. le Président, la Chambre et la Province seront également déçues du discours de l'honorable premier ministre, en réponse à la critique que j'ai faite de la politique financière de son gouvernement. Elles avaient le droit d'attendre autre chose de la part du chef du cabinet que les vaines recriminations et les attaques personnelles qu'il s'est permises.

Il n'a pas compris, ou n'a pas voulu comprendre, que le peuple, qui surveille ce qui se passe dans cette enceinte, qui paie, et qui désire être bien renseigné sur l'administration de ses affaires par ceux qu'il charge de ce grand devoir, afin de pouvoir juger leur œuvre avec connaissance de cause et justice, croyait que l'honorable premier ministre s'empresserait de défendre son gouvernement contre les nombreux et graves reproches que j'ai dû lui faire. Après quinze jours d'attente, il sera profondément déçu dans son espérance.

Depuis que j'ai eu l'honneur, à la séance du quinze février, de critiquer l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier, l'honorable premier ministre nous avait informés, à deux ou trois reprises, qu'il se préparait à me répondre. Ce travail de préparation se prolongeant d'une manière assez surprenante, nous avons raison de supposer que le chef du cabinet, qui, par sa position, et plus encore par sa valeur personnelle, exerce l'influence prépondérante sur la direction donnée aux affaires publiques, réunirait, dans sa réponse, tous les arguments possibles à l'appui de sa politique financière. Il n'en était rien. Quand il remettait de jour en jour le discours promis, il ne travaillait pas à faire une réfutation sérieuse et fortement raisonnée de ma critique, mais il était à la recherche des moyens qui lui paraîtraient les plus propres à discréditer mon opinion devant cette Chambre et le public. C'était pour le moins très peu courageux. Il faut évidemment que sa politique soit bien mauvaise, pour que l'honorable premier ministre n'ait pu, après quinze jours, tenter de la justifier.

L'honorable trésorier ne devra pas beaucoup de reconnaissance à son chef. Il avait le droit de compter qu'il viendrait à sa rescousse, et que s'il lui laissait la tâche si difficile de la défense des opérations financières du gouvernement, il s'imposerait au moins celle de l'exposition de la politique qui en a été la cause. Je suis bien porté à croire

qu'en entendant l'honorable premier ministre me répondre comme il l'a fait, l'honorable trésorier n'a pas été le moins surpris et le moins désappointé d'entre nous. Je suis convaincu que l'honorable premier ministre n'a pas eu la moindre intention de manquer de loyauté envers son collègue, qu'il estime beaucoup et à bon droit, et j'en conclus sûrement qu'il fallait que la cause du gouvernement fut bien désespérée, pour que même le chef du cabinet ne se risquât pas à la défendre.

Tout l'effort de l'honorable premier ministre a été d'amoindrir l'effet que mes arguments et mes chiffres sur la question financière ont pu produire sur la Chambre et le public, en s'attachant à nier toute valeur à mon opinion en pareille matière. A l'appui de sa prétention, il a donné pour première raison que n'occupant pas dans les affaires une position qui me permette d'en acquérir une connaissance pratique, je ne saurais parler finances avec la moindre autorité. Comme pour atténuer le coup fatal qu'il s'imaginait m'avoir porté, il a poussé la condescendance jusqu'à me faire l'honneur de me comparer à lui-même, et de dire qu'il ne prétendait pas s'y entendre mieux que moi, pour la même raison qu'il n'avait pas embrassé la carrière difficile des affaires. Et pour panser davantage la blessure qu'il croyait m'avoir infligée, il m'a fait le compliment, qu'il s'est aussi adressé à lui-même, d'ajouter que, lui et moi, nous sommes aussi intelligents que l'honorable trésorier, qui ne serait notre supérieur, dans la spécialité des finances, que grâce à l'accident par lequel il a eu à s'occuper de commerce depuis plusieurs années.

Le second moyen employé par l'honorable premier ministre pour discéditer la valeur de mon opinion en matières financières, a été de citer, à sa guise, en tronquant mes paroles et en dénaturant le sens, certains calculs et chiffres de mes discours antérieurs sur le budget. Tout cela pour prouver que je me serais trompé dans mes prévisions,

et que, conséquemment, on ne peut pas davantage admettre l'exactitude de ma récente critique de l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier. C'est là le résumé vrai de tout le discours de l'honorable premier ministre. De défense de la politique du gouvernement, pas un seul mot.

Mes honorables collègues me rendront tous le témoignage que je pose exactement la question telle que soumise par l'honorable premier ministre, avant de commencer la réplique que je vais maintenant lui faire.

L'honorable premier ministre est assez bon tacticien. Il a cru faire acte d'habileté, en dissimulant la faiblesse de la justification qu'il pouvait tenter de sa politique, pour s'acharner contre moi. J'accepte sans hésiter le défi tel qu'il me l'a lancé. J'aurai autant de courage aujourd'hui sur la défensive, que dans l'offensive il y a quinze jours.

Généralisant sa pensée, l'honorable premier ministre a affirmé la proposition qu'un homme ne peut pas devenir compétent à traiter avec succès et autorité les questions financières, s'il n'a pas eu l'occasion d'acquiescer une longue expérience pratique dans les affaires commerciales ou industrielles. Il m'est facile de prouver :

Premièrement, que cette proposition est essentiellement fausse en principe.

Secondement, qu'elle est formellement contredite par l'expérience dans la plupart des pays du monde.

L'expérience acquise au comptoir, à l'atelier, au bureau de la banque, suffit-elle pour qualifier quelqu'un à parler des finances publiques avec la compétence nécessaire ? Evidemment non.

Cette expérience pratique est elle indispensable pour bien juger les opérations financières des gouvernements ? Pas davantage.

Comme pour toutes les sciences humaines, la compétence dans la science économique, dans la science financière, s'ac-

quiert par l'étude, par le travail persévérant, par la recherche des faits, des résultats, qui se sont produits, et par l'observation de ceux qui se produisent tous les jours dans les administrations publiques. L'étude, l'observation, le travail, portent d'autant plus de fruits de compétence que celui qui s'y livre a plus d'intelligence, de talent, et d'aptitudes.

J'ai le plus grand respect pour le marchand qui, constamment à son comptoir, peine et fatigue, en donnant le salubre exemple de l'activité, de l'ordre en tout, de l'économie. S'il se fait une juste idée de sa position et de son devoir, il peut jouer un rôle important pour le pays, dont il contribue à augmenter la richesse générale, pour sa famille, dont il assure l'avenir, pour lui même, en acquérant le grand mérite d'avoir été utile à ses semblables, à la société, et d'avoir fait la vie d'un bon citoyen.

Mais je prétends qu'au comptoir, le marchand, absorbé par les travaux incessants du négoce, ne saurait acquérir beaucoup de notions de la grande science économique. Comme tout autre, il ne peut y réussir que par les moyens que je viens d'énumérer. Je dirai même qu'ils lui sont d'autant plus nécessaires, que ses opérations intellectuelles quotidiennes se limitant ordinairement aux deux idées d'acheter et de vendre, il lui est plus difficile de s'abstraire du cercle habituel de ses pensées, pour s'élever, comme l'homme d'étude, aux considérations générales, à la conception des principes de la science économique, en remontant des effets aux causes qui les produisent.

La finance est l'une des branches de la science économique. Et l'économie politique est une science expérimentale, une science d'observation. Ses principes ne sont pas absolus comme ceux de la morale, ni abstraits comme ceux des sciences exactes. La plupart des grands économistes qui les ont le plus sûrement définis, après bien des années d'étude, n'étaient pas ce que l'on est convenu d'appeler des hommes

d'affaires. Par la comparaison des divers systèmes économiques et de leurs résultats, en cherchant les causes par les effets, ils ont, par une puissante analyse, découvert et fixé les vrais principes de l'économie politique. Qu'il me suffise de mentionner, pour l'Angleterre, Adam Smith, pour la France, J. B. Say. Le père de ce dernier l'ayant placé jeune dans une maison de banque, il en sortit bientôt. Il fut ensuite journaliste. A vingt-six ans il se dévoua entièrement à l'étude des lettres et des sciences. Plusieurs années après, il ne s'occupa qu'incidemment, avec un associé, d'une entreprise industrielle, en province, qu'il ne tarda pas à abandonner pour retourner à Paris, où il continua toute sa vie ses études de la science économique.

La proposition de l'honorable premier ministre est donc fautive en principe. Elle est de plus contredite d'une manière péremptoire par l'expérience. Appuyé sur les renseignements certains de l'histoire depuis le commencement du siècle, je n'hésite pas à affirmer que la plupart des financiers qui ont dirigé les affaires publiques, n'étaient pas dans la carrière du commerce ou de l'industrie. Les noms se pressent en grand nombre dans ma mémoire. Je commence à les citer par ceux de la Province. Lorsque l'honorable M. Joly a constitué son cabinet, en 1878, il a confié le portefeuille du trésor à l'honorable M. Bachand, un avocat.

Quand M. Bachand disparut pour toujours de la scène, emportant les regrets de tous ceux qui l'avaient connu et estimé, adversaires comme amis politiques, l'honorable M. Joly choisit l'honorable M. François Langelier, un autre avocat, pour son trésorier. Je ne sache pas que l'honorable M. Langelier avait vieilli près d'un comptoir de marchand, ou dans le bureau d'un gérant de banque. Je ne sache pas qu'il avait dirigé les opérations d'un grand établissement industriel, ou d'un important réseau de chemins de fer. Cela n'a pas empêché son chef politique, ses collègues dan-

le cabinet, dont l'honorable premier ministre actuel était membre, leurs partisans dans la Chambre et au dehors, de le croire capable de gérer les finances de la Province.

Les honorables messieurs Chapleau et Mousseau ont successivement confié le département du trésor provincial à l'honorable M. Würtele, alors avocat, et aujourd'hui l'un des membres les plus distingués de notre magistrature.

Allons maintenant sur le théâtre plus grand de la politique fédérale et sous l'union avant 1867. L'homme qui a le plus brillé au Canada, au ministère des finances, l'étoile de première grandeur sous ce rapport, Sir Francis Hincks, était journaliste, comme moi-même, et au début de sa carrière, lorsqu'il manifesta avec éclat son talent hors ligne pour la finance dont il avait le génie à un haut degré.

Sir John Rose, qui a aussi été ministre des finances sous l'union des deux Canadas, était un avocat. Il laissa notre scène politique pour entrer, à Londres, dans la puissante maison de Morton, Rose et Cie, dont il fut jusqu'à son dernier jour l'une des plus fortes intelligences.

Un de nos hommes d'Etat les plus distingués, qui, avant et depuis la confédération des provinces, a joué, avec le plus grand succès, l'un des rôles les plus importants dans l'Amérique Britannique du Nord, qu'il représente aujourd'hui si dignement à Londres, a été ministre des finances à Ottawa. J'ai nommé Sir Charles Tupper, un médecin. Je ne sache pas que l'étude et la pratique de la médecine, puissent spécialement préparer celui qui s'y livre à devenir un financier de premier ordre, ce qu'est cependant Sir Charles Tupper, comme l'ont prouvé les admirables discours qu'il a faits, pendant plusieurs années, sur la question financière, à la Chambre des communes. Je ne conseillerais pas à l'honorable trésorier, même après la réclame que l'honorable premier ministre a faite en sa faveur, de se mesurer avec Sir Charles Tupper, un médecin,

sur n'importe quel sujet qui touche à la gestion des finances publiques. S'il était assez téméraire pour s'y risquer, il serait vite terrassé par le financier, et bientôt obligé d'implorer les secours du médecin, que ce dernier s'empresserait sans doute de lui prodiguer.

Le ministre actuel des finances dans le gouvernement de Sir John A. Macdonald, l'honorable M. Foster, était un instituteur. Il a quitté l'humble école de son village pour la Chambre des communes, où, par ses fortes études, ses précieuses habitudes de travail, ses talents, son habileté de parole, il s'est fait, en peu d'années, une des meilleures situations parmi la députation. Il s'est imposé à la considération de la Chambre, de l'illustre chef du cabinet, et du pays, par le succès avec lequel il a toujours traité les questions financières et économiques. Au retour de Sir Charles Tupper au poste si important de haut commissaire dans la capitale de l'Empire, l'honorable M. Foster lui a succédé au ministère des finances. Dernièrement, il faisait, aux grands banquets annuels des chambres de commerce de Montréal et de Toronto, sur le mouvement commercial, financier et industriel du pays, des discours qui ont été admirés de tous les négociants, de tous les hommes d'affaires qui les ont entendus.

Un homme dont le pays entier déplore toujours si vivement la perte prématurée, qui présiderait aujourd'hui le ministère des finances, si la Providence l'avait conservé au Canada, dont il souhaitait tant la prospérité, en travaillant de tout cœur et de toute la force de son intelligence d'élite à la promouvoir, le regretté Thomas White, une des plus hautes autorités financières de son temps, était journaliste. Il n'a jamais été dans les affaires. Cependant, c'est lui qui, pendant des années, a répliqué à la critique budgétaire du principal financier de l'opposition à la Chambre des communes, Sir Richard Cartwright. On sait avec quelle éloquence, quel succès, quelle abondance de renseignements,

quelle sûreté de principes, quelle vigueur d'argumentation, et quelle science, il s'acquittait de cette tâche si difficile.

Traversons un instant les mers, et parlons un peu de noms bien connus

Le plus grand génie financier du siècle dernier et du siècle présent a été William Pitt. C'est lui qui a conçu le système financier anglais, et qui en a profondément jeté les bases dans le sol de la Grande-Bretagne. Il accomplissait ce prodige, lorsqu'il fallait à l'Angleterre d'immenses ressources pour soutenir la lutte gigantesque qu'elle avait entreprise contre la France, dirigée, de son côté, par le colosse qui, pendant vingt années d'une gloire éblouissante et incomparable, disposa à son gré de plusieurs couronnes et des destinées de l'Europe.

William Pitt n'était pas un marchand. A vingt et un ans, il était premier ministre d'Angleterre, et commençait l'étonnante carrière d'homme d'Etat qu'il a fournie avec tant d'honneur pour son pays et pour lui-même.

M. Gladstone, la plus grande autorité financière actuelle en Angleterre, ne s'est jamais consacré aux affaires commerciales. Il est entré bien jeune dans la carrière publique. Il siège à la Chambre des communes anglaise depuis plus de cinquante ans. La politique active, le gouvernement de l'empire, les luttes électorales, la direction du grand parti dont il est depuis longtemps le chef, la littérature, l'étude des questions sociales, de l'histoire, ont absorbé tout son temps.

Le plus grand homme d'Etat de l'Angleterre, depuis William Pitt, Disraëli, a été chancelier de l'Echiquier pendant plusieurs années. Cette puissante intelligence a brillé dans la finance comme dans la politique, dans la diplomatie, dans la littérature. Il ne s'est jamais occupé, pour son compte, de commerce et d'industrie. Ses travaux littéraires

sont ceux d'un romancier de grand mérite, ce qui ne me paraît pas avoir une relation bien intime avec l'expérience pratique des affaires, que l'honorable premier ministre prétend être nécessaire à tout homme pour le qualifier à parler finances.

Passons à la France. Je ne citerai qu'un nom qui brille toujours d'un vif éclat. M. Thiers a certainement été le plus grand financier français depuis le premier Napoléon, auteur de la plus forte organisation administrative d'une nation que le cerveau humain ait jamais conçue. M. Thiers n'a jamais été dans la vie active des affaires commerciales ou industrielles. Tout jeune, il s'est fait journaliste, et il s'est livré tout entier à la carrière publique, dans laquelle il a joué l'un des plus grands rôles du siècle. Après avoir cité les membres de cette pléiade de financiers, qui n'ont jamais été dans les affaires, je puis donc sûrement conclure, comme je l'ai affirmé, que la proposition de l'honorable premier ministre, fausse en principe, est de plus formellement contredite par l'expérience.

Il n'est pas étonnant que les financiers habiles se recrutent surtout parmi les hommes publics. Pour un, j'ai toujours compris que la carrière politique, embrassée de bonne heure par ceux qui en ont le talent et les aptitudes, était la plus favorable à l'acquisition de la connaissance des besoins publics et des moyens les plus efficaces d'y pourvoir.

Je n'ai pas la prétention de me comparer à la plupart des noms que je viens de mentionner. Mais j'ai le droit de me défendre. Et lorsqu'au lieu de justifier sa malheureuse et néfaste politique, l'honorable premier ministre s'acharne, avec une flagrante injustice, à me discréditer dans l'opinion de mes collègues et du public, en s'appuyant sur la proposition dont il a vainement cru faire un si formidable usage, mon devoir est de démontrer toute la fausseté de son argument en principe et en fait.

Sur ce point, je n'ajouterai qu'une observation, pour faire remarquer à la Chambre combien l'honorable premier ministre est peu généreux de se venger d'une aussi petite manière sur un collègue, de ce qu'il ne peut pas répondre, comme il le voudrait, à une critique bien fondée de la dangereuse politique financière de son gouvernement.

Je ne suis pas ici pour faire des comparaisons inutiles entre l'honorable trésorier et moi-même. Nous y sommes tous deux, et tous ensemble, pour travailler avec patriotisme, et au meilleur de nos connaissances, pour le bien et l'avenir de la province qui nous a confié la sauvegarde de ses plus chers intérêts.

Le trésorier occupe une position honorable dans la société et dans les affaires. De mon côté, je crois bien n'avoir jamais rien fait pour démériter l'estime et la considération de mes concitoyens.

L'honorable trésorier a consacré presque toutes les années de sa vie à ses affaires personnelles.

De mon côté, j'ai embrassé bien jeune la carrière si ardue et si absorbante du journalisme, qui, dans notre pays comme ailleurs, conduit souvent à la vie publique. Quand la confiance des électeurs de l'un des plus beaux comtés de la Province m'a fait franchir le seuil de cette Chambre, je comptais quinze longues années d'études préparatoires, dont dix dans le journalisme militant. Je siége dans cette Chambre depuis plus de sept ans. J'ai donc déjà consacré vingt-deux années de ma vie à la défense des intérêts publics, tels que je les ai sincèrement compris. Quoiqu'on puisse penser de mon humble rôle, je réclame le mérite d'avoir mis dans l'accomplissement de mes devoirs de journaliste, de député, et d'homme public, le patriotisme, le dévouement et l'amour du travail.

C'est pour me rendre au désir de mon chef et de mes amis politiques, qu'au nombre de mes travaux parlemen-

taires, j'ai consenti à me charger de la tâche de critiquer la politique financière du Gouvernement. Je l'ai entreprise avec courage, tout en sachant bien la somme d'ouvrage qu'elle m'imposerait, à cause même de la situation si compromise des affaires de la Province par la faute du cabinet.

L'honorable premier ministre se fait illusion, s'il croit me décourager par des attaques comme celles qu'il s'est permises aujourd'hui. C'est pour lui peine perdue. Je ne travaille, je ne lutte, je ne combats le Gouvernement, que sous l'inspiration du devoir, et nullement par préjugés et par esprit de parti. L'injustice des procédés à mon égard, ne fera que me stimuler davantage à pousser le ministère jusque dans ses derniers retranchements, parce qu'elle contribuera à me convaincre encore plus qu'il dirige la Province dans une voie semée de dangers, que tous les bons citoyens doivent s'efforcer de conjurer pendant qu'il en est temps.

La seconde tentative de l'honorable premier ministre pour amoindrir l'effet de ma réponse à l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier, se résume dans des subterfuges indignes d'un homme sérieux qui se fait une juste idée de la responsabilité de sa position. Il s'est attaché avec acharnement à dire à la Chambre qu'elle ne pouvait pas croire aujourd'hui à l'exactitude de mes chiffres, parce que, a-t-il prétendu, certaines de mes prévisions passées sur les opérations financières de la Province, ne se seraient pas réalisées. Et comment s'y est-il pris pour faire cette preuve ? Il a dénaturé le sens de mes paroles ; il m'en a prêté que je n'ai jamais dites. Il a mal cité mes chiffres, en ayant bien soin de ne pas signaler les commentaires qui les expliquent. Il a pris pour base de comparaison avec ceux de l'honorable trésorier, des calculs que je n'ai jamais dit être l'exposition véritable de l'état des affaires financières. Et, en conclusion, il s'est écrié, sur le ton satisfait d'un homme qui s'imagine avoir réussi à donner le change à son auditoire, et à tromper la vigilance de son antago-

niste, que ma critique et mes chiffres ne pouvaient pas tenir devant les affirmations de l'honorable trésorier. C'est ce que je vais maintenant discuter.

L'honorable premier ministre a répété à satiété que j'avais prétendu qu'il y avait eu un déficit de \$914,090 et 1887-88, et qu'ainsi il y a un écart de \$1,287,386 entre mon calcul du résultat des opérations financières de l'exercice de 1887-88 et celui de l'honorable trésorier. Comment puis-je supposer qu'il ignore ce que j'ai réellement dit ? Il m'a entendu lorsque j'ai répondu au discours de l'honorable trésorier. Il a lu mes remarques publiées dans la presse. Il sait de science certaine que je n'ai pas prétendu, ce que, pour le besoin de sa cause désespérée, il me fait dire. Et sachant combien cela était injuste, il n'en a pas moins persisté, près de deux heures durant, à me reprocher des paroles que je n'ai jamais prononcées avec le sens que volontairement il leur prête, dans un dessein qui mérite la sévère condamnation de tous ceux qui comprennent combien il est de l'intérêt public de discuter les questions politiques avec sincérité et bonne foi.

Mes honorables collègues, qui m'ont entendu et qui ont lu mon discours dans les journaux, savent que l'affirmation de l'honorable premier ministre est sans le moindre fondement. Pour détruire la base de l'argumentation du chef du gouvernement, il me suffit de relire la partie de mon discours du quinze février dont il s'est obstiné à dénaturer le sens. Bien que la citation soit un peu longue, j'espère que la Chambre, avec sa bienveillance ordinaire, me permettra de la faire. Je disais ce qui suit :

“ Aussi longtemps qu'il a critiqué les discours budgétaires de ses prédécesseurs au ministère des finances, l'honorable trésorier a refusé avec persistance de reconnaître la justesse de la division des dépenses en dépenses ordinaires et dépenses à compte du capital, à l'exception des subven-

tions aux chemins de fer. Dans ses calculs, il portait au compte des dépenses annuelles régulières, les frais de construction de ces superbes édifices, dans lesquels nous siégeons, et ceux du palais de justice de Québec. Il était aussi très scrupuleux à soustraire du montant du revenu tout ce qui ne lui paraissait pas une recette absolument permanente et régulière. A la page 393 des *Débats* de la session de 1887, je constate qu'à ce propos il disait ce qui suit :

“ Durant l'exercice en question, nous avons encaissé, “ \$54,110.96 d'arrérages d'intérêts sur le subside accordé “ par le gouvernement fédéral, pour la construction du “ chemin de fer Québec à Ottawa. Cette somme est une “ recette sur laquelle nous ne pouvons pas naturellement “ compter pour une autre année : il faut l'éliminer des “ recettes ordinaires.”

Quelques lignes plus loin dans la même page, il disait au sujet d'un crédit spécial de \$100,000 pour la colonisation, que la Chambre avait voté en posant la condition qu'il serait payé à même la balance des emprunts en caisse :

“ J'ai fait entrer dans les dépenses ordinaires une somme “ de \$100,000 employée pour les chemins de colonisation. “ Cette somme, bien que donnée dans le budget comme “ devant être prise sur un emprunt, entre réellement dans “ la catégorie des dépenses ordinaires. Il est bien vrai “ qu'elle est exceptionnelle, quant au chiffre, mais elle ne “ l'est pas quant à son emploi, puisque les dépenses de “ cette nature se renouvellent tous les ans.”

“ J'ai combattu les principes financiers posés par l'honorable trésorier lorsqu'il jugeait l'administration de ses adversaires, et j'ai souvent démontré l'exagération des conclusions auxquelles il en arrivait dans ses calculs. Je n'ai pas encore pu le convaincre de son erreur. J'espère y réussir aujourd'hui en faisant l'application de ses propres principes, de son ancienne manière de calculer, dans l'étude des résultats de

sa gestion financière. Il va voir qu'elle en est la conséquence. Je recommande à sa plus sérieuse considération le tableau suivant :

“ Résultats des opérations de 1887-88 d'après les principes posés et les calculs faits par l'honorable trésorier dans l'opposition :

Dépenses de 1887-88.....	\$ 3,365,032
A ajouter les dépenses spéciales.....	680,532

Montant des dépenses de 1887-88.....	\$ 4,045,564
--------------------------------------	--------------

Recettes.....	\$3,738,228
---------------	-------------

A déduire pour arrérages, d'Ontario.....	\$ 70,000
---	-----------

Des corporations commerciales.....	430,00	\$500,000
	<hr/>	<hr/>
		\$3,238,228

Déficit	\$ 807,336
---------	------------

Plus, fonds d'amortissement de 1 p. cent sur \$7,600,000.....	76,000
--	--------

Plus, fonds d'amortissement, balance de l'em- prunt de 1874.....	30,854
---	--------

Déficit de 1887-88....	\$ 914,190
------------------------	------------

“ Ainsi, comme l'honorable trésorier calculait lorsqu'il n'était pas responsable de l'administration de nos finances, et qu'il n'avait qu'à critiquer, au lieu du surplus de \$373,196 dont il nous a parlé, il y aurait eu un déficit de \$914,190 en 1887-88. Il ne peut pas trouver à redire de ce que je tourne aujourd'hui contre lui, et avec tant d'avantage, les armes qu'il m'a fournies, et dont il a fait injustement un si grand usage contre ses prédécesseurs. J'ai d'autant plus le droit de le faire, qu'elles me permettent de prouver une

fois de plus combien la critique financière de l'honorable trésorier, lorsqu'il était dans l'opposition, était peu fondée.

“ Je n'ai fait le calcul qui précède que pour démontrer combien l'ancienne manière de calculer de l'honorable trésorier était erronée. Je regrette de constater que sa nouvelle méthode n'est pas plus exacte. Il est passé d'un extrême à l'autre. Aujourd'hui, il calcule un surplus aussi lestement que naguère il s'entendait à fabriquer d'énormes déficits. Pour lui, il n'y a pas de milieu. C'est tout l'un ou tout l'autre”.

Ainsi il n'est pas possible de s'y tromper. Je n'ai pas prétendu, comme l'honorable premier ministre me le fait dire, qu'au lieu du surplus de \$373,196 réclamé par l'honorable trésorier, il y a eu un déficit de \$914,190 en 1887-88. J'ai dit qu'en calculant comme le faisait l'honorable trésorier lorsqu'il critiquait la gestion financière de ses adversaires, on obtiendrait le résultat cité plus haut. Je n'ai jamais voulu prendre la responsabilité d'une semblable manière de calculer, parce que je l'ai toujours condamnée. L'honorable premier ministre en est donc pour ses frais d'imagination et d'invention.

Mon opinion vraie sur le résultat des opérations de l'exercice de 1887-88, celle dont j'ai pris la responsabilité et que je serai toujours prêt à défendre, je la maintiens et la répète, en la citant de mon discours publié dans plusieurs journaux. La voici :

“ Je vais maintenant calculer le résultat vrai des opérations financières de la province, pendant l'exercice terminé le 30 juin dernier, dont le ministère actuel est seul responsable, de la même manière que j'ai toujours compté lorsque je défendais la gestion des gouvernements précédents contre les attaques de l'honorable trésorier. En finances, comme sur les autres rapports, je n'ai pas changé de principes en passant de droite à gauche. Dans l'opposition, je calcule

rai comme je calculais lorsque mes amis politiques étaient au pouvoir.

“ L'honorable trésorier nous a dit que le revenu de 1887-88 s'était élevé à \$3,738,228,39. Mais il compte dans ce montant deux recettes extraordinaires importantes, celle des \$100,000 reçues du gouvernement de la province d'Ontario pour arrérages d'intérêts du fonds des écoles communes, et les \$558,000 d'impôts sur les corporations commerciales. De la somme reçue d'Ontario, \$30,000, et de celle qui provient de l'impôt sur les corporations commerciales \$128,000 seulement, peuvent être considérées comme le revenu régulier de ces sources pendant l'exercice de 1887-88.

“ L'honorable trésorier ne réussit à calculer son surplus qu'en retranchant des dépenses divers déboursés au montant de \$187,767,76, qui ne sont en réalité que des dépenses ordinaires, et qui doivent être payées à même le revenu ordinaire et régulier de l'année. Cette manière de calculer n'est pas correcte, et elle conduira bientôt l'honorable trésorier à des mécomptes qui seront très préjudiciables aux intérêts de la province.

“ J'établis comme suit, et conformément aux vrais principes de la finance, les résultats des opérations de 1887-88.

Recettes de 1887-88 \$3,738,228.39

A déduire pour recettes extraordinaires :

De la province d'Ontario \$ 70,000

Des corporations commerciales. 430,000

————— \$ 500,000 00

Revenu ordinaire réel de 1887-88 \$3,238,228.39

—————

Dépenses.....\$3,365,032.36

A ajouter les dépenses spéciales
suivantes qui ne sont en réalité que des dépenses ordinaires :

Ecole Normale McGill.....	2,500.00
Palais de Justice d'Arthabaska.	5,000.00
Palais de Justice de Montréal.	21,423.83
Appareils de chauffage Palais de Justice, nouveaux districts	6,000.00
Cour de Circuit, Kamouraska..	6,000.00
Ponts en fer dans les municipalités.....	25,000.00
Asile d'Aliénés protestant, Montréal.....	10,000.00
Codification des lois	45,000.00
Explorations dans Dorchester, Lévis et autres comtés.....	10,000.00
Département des terres de la Couronne	55,844.93

Dépenses ordinaires de 1887-88.....\$3,552,800.12

Revenu ordinaire réel de 1887-88.....\$3,238,228.39

, Déficit.....\$ 314,571.73

J'ai calculé que le déficit de l'année dernière, 1887-88, a réellement été de \$314,571. Je maintiens mon calcul et mes chiffres, parce qu'ils sont vrais. J'ai eu, aujourd'hui même, la satisfaction d'entendre celui qui a presque toujours été le trésorier de la Province depuis la confédération, les corroborer en tous points. L'honorable député de Sherbrooke, M. Robertson, s'y entend très bien en finances. Il

a une grande connaissance des opérations de notre trésor. Calculant d'une autre manière que moi, il est arrivé absolument au même résultat, en constatant un déficit certain de \$314,571 en 1887-88. Je ne suis donc pas seul de mon opinion, parce que la mienne est fortement appuyée de l'autorité de celle de l'un de mes collègues, dont personne ne voudrait nier sérieusement la compétence. Répondant à la prétention de l'honorable trésorier que les \$558,000 perçues des corporations commerciales, et les \$100,000 du gouvernement d'Ontario, sont des recettes ordinaires, l'honorable député de Sherbrooke l'a vigoureusement qualifiée d'absurde et d'outrageante. L'expression n'était pas trop énergique.

L'honorable premier ministre s'est imaginé qu'il en imposerait à la Chambre, en lui lisant quelques lignes du *Shareholder*, de Montréal, faiblement élogieuses, sous un rapport, de l'exposé budgétaire du trésorier. Généralement audacieux, souvent même ténéraire à l'extrême, l'honorable premier ministre est parfois d'une excessive prudence. Il en a donné une preuve en ayant bien le soin de ne pas continuer la lecture de l'article du *Shareholder*. La Chambre suppose-t-elle la raison de cette réserve ? C'est que quelques lignes plus loin, il aurait trouvé, dans l'écrit qu'il citait de ce journal, une expression d'opinion qui corrobore la mienne sur la situation véritable de nos finances. Je vais terminer la lecture qu'il a commencée, mais qu'il a interrompue juste au moment où elle devenait hostile à ses prétentions.

Au sujet des recettes additionnelles des corporations commerciales et de la province d'Ontario, le *Shareholder*, du 22 février, disait, dans le même article cité par l'honorable premier ministre, ce qui suit :

“ Cette augmentation est due aux recettes extraordinaires, mais le fait est là, que le revenu de l'année a excédé la

dépense, et c'est une cause de regret que les perspectives de l'avenir ne justifieraient pas plus longtemps l'attente d'un semblable résultat."

Le *Shareholder* admet donc formellement que les arrérages payés au gouvernement par les corporations commerciales et la province d'Ontario, sont des recettes extraordinaires. C'est précisément ce que l'honorable député de Sherbrooke et moi prétendons.

Le *Shareholder* ajoute ce qui suit :

" De nouvelles demandes surgissent et il est, de plus, impossible d'arrêter la tendance générale du pays à s'adresser au gouvernement pour une large mesure d'aide pour toute entreprise, quelque puisse être sa nature et son utilité. M. Shehyn n'a pas manqué de faire remarquer que l'augmentation du revenu était loin d'être en proportion des besoins d'un pays dans lequel il reste tant à faire, et dont la politique est de subventionner tout projet de nature à développer ses ressources naturelles. C'est un avertissement auquel devront faire attention ceux à qui il est adressé. Il indique à ceux qui favorisent la dépense sans égard au revenu, qu'on ne peut pas compter sur un semblable système. "

Ces lignes ne disent-elles pas comme moi que l'augmentation du revenu est loin d'être en proportion des nouvelles demandes qui surgissent, et qu'il serait imprudent de continuer à augmenter les dépenses sans accroître le revenu. Ne disent-elles pas que le gouvernement est dans une voie dangereuse. Puisque l'honorable premier ministre voulait s'autoriser de l'opinion du *Shareholder*, il aurait dû avoir le courage de la citer entière, au lieu de la tronquer de manière à laisser la Chambre sous l'impression que ce journal croit, comme le gouvernement, que sous le rapport de la situation financière de la Province, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Le deuxième argument *ad hominem* de l'honorable premier ministre pour amoindrir la valeur de ma critique de la politique financière de son gouvernement, s'est résumé dans une futile tentative de prouver à la Chambre que j'aurais fait erreur dans certaines de mes prévisions antérieures sur les résultats probables des opérations du trésor pendant les années dont je parlais. J'ai déjà dit comment il s'y était pris. Tronquer les paroles d'un adversaire, et en dénaturer le sens, pour en tirer des conclusions contre lui, est un procédé bien déloyal dans la discussion. Mais celui qui s'en sert a doublement tort quand il est en face de son antagoniste, parce qu'alors l'acte est aussi imprudent qu'injuste, l'adversaire pouvant sur le champ démasquer son assaillant, et tourner contre lui le trait qu'il voulait lui lancer. Je suis dans cette position ce soir, après l'attaque de l'honorable premier ministre. Il a volontairement été l'agresseur. Je ne reculerai pas d'un pouce, et j'use à l'instant même de mon droit de légitime défense contre le rival qui s'est témérement imaginé, qu'à la faveur de l'obscurité dont il entourerait le coup qu'il allait me porter, il réussirait facilement à me détruire dans la confiance de mes amis politiques, de la Chambre et du public.

Depuis 1883, j'ai eu l'honneur de prendre part, à chaque session de cette législature, aux débats soulevés par la question financière, celle qui a été le plus discutée dans cette Chambre et à la tribune populaire. D'année en année, je me suis attaché à bien apprécier les opérations de l'exercice dont les comptes nous étaient rendus, et à prévoir aussi exactement que possible les résultats les plus probables de celles de l'exercice alors en cours et de l'exercice prochain. J'étais, et je suis encore, d'opinion que pour juger sûrement la situation financière, il importe d'avoir une vue d'ensemble des opérations des trois années, la première qui est terminée, la seconde qui s'écoule, et la troisième qui doit bientôt commencer. Il est évident que pour l'exercice en cours, au

moment où l'on parle, et pour l'exercice prochain, on ne peut faire que des prévisions. C'était bien aussi l'opinion de l'honorable trésorier lui-même, lorsqu'il disait, le 14 juin 1887, au sujet de l'exercice courant de 1887-88 :

“ On comprendra facilement qu'il m'est impossible d'indiquer d'une manière précise le résultat des opérations de cet exercice avant qu'il ne soit terminé. Les recettes et les dépenses accuseront, comparativement à mes estimations, des variations qui se comprennent facilement. Tout ce qu'il est possible de faire pour le moment, c'est d'examiner un peu l'état des recettes et des paiements jusqu'au 1^{er} avril et d'en tirer certaines conclusions.”

Ainsi l'honorable trésorier dit, comme moi, qu'on ne peut faire que des prévisions sur le résultat des opérations d'un exercice, avant qu'il ne soit terminé. L'important c'est de les faire aussi justes que possible. C'est par là qu'un homme public montre jusqu'à quel point il connaît et observe le mouvement général des opérations financières de son pays.

L'honorable premier ministre a cité plusieurs chiffres pour prouver que je m'étais trompé dans les prévisions dont il a parlé. Je vais lui répondre en démolissant comme un château de cartes le calcul le plus considérable qu'il ait ainsi fait contre moi. Et, *ab uno disce omnes*, mes collègues tireront facilement les conséquences pour les autres. L'honorable premier ministre a prétendu qu'au lieu du surplus total de \$100,000 que j'avais prévu pour les trois années du premier juillet 1884 au 30 juin 1887, il y a eu un déficit réel de \$416,861, et qu'ainsi je me serais trompé de \$516,861 dans mes prévisions. Il en a conclu, avec une apparence de vive satisfaction, qu'une semblable erreur enlève tout crédit à mon opinion sur l'état véritable de nos finances. Voyons un peu si cette conclusion a le moindre fondement sérieux.

D'abord, quel était le montant des opérations dont je prévoyais les résultats probables ? Pour les trois années en question, elles ont été d'environ \$9,000,000 de recettes en chiffres ronds, et d'un peu plus de \$9,000,000 en dépenses, soit un total d'au-delà de \$18,000,000. N'arriver qu'à une différence de \$516,861 dans des prévisions sur des opérations au montant de plus de dix-huit millions de piastres, ce serait déjà, fut-ce vrai, un succès que j'aurais bien le droit de signaler à l'attention de mes collègues, et qui me mériterait leur confiance au lieu de leur déconsidération. En effet \$516,801 en trois ans, sur plus de \$18,000,000, ce ne serait qu'une moyenne annuelle de \$172,287 sur plus de \$6,000,000.

Mais je dirai carrément à l'honorable premier ministre que ses chiffres sont erronés, et qu'il n'y a pas cette différence de \$516,861 entre mes prévisions, telles que je les ai réellement faites, et les résultats vrais des trois exercices qu'il a mentionnés. Il va voir que ses \$516,861 vont vite dégringoler.

Premièrement, le premier ministre n'arrive à ce demi-million et un peu plus, qu'en comptant dans les dépenses ordinaires de 1885-86 et 1886-87 les crédits extraordinaires respectifs de \$100,000 et de \$80,000, votés pour la colonisation, mais avec la déclaration formelle du trésorier à cette époque, approuvée par la chambre, que ces crédits additionnels, en sus du montant ordinaire, seraient portés au compte du capital, et payés à même l'emprunt, et non chargés au revenu courant de l'année. Je ne pouvais alors faire mes prévisions autrement que sur la base ordonnée par la chambre elle-même. Donc, en justice pour moi, ces \$180,000 doivent être retranchées des \$516,861, ce qui les réduit à \$336,861.

J'ai affirmé, l'année dernière, et je réitère mon accusation aujourd'hui, que le ministère actuel est seul responsable du déficit de l'année 1886-87, qu'il calcule à \$323,231, pour les

deux raisons que du 31 janvier au 30 juin 1887, il a beaucoup augmenté les dépenses et négligé la perception du revenu.

C'est le 11 mai 1886, que je faisais mes prévisions sur le résultat de l'exercice qui ne devait commencer que le premier juillet alors prochain, pour se terminer le 30 juin 1887. L'honorable M. Ross et ses collègues étaient encore au pouvoir. Ce ministère, incontestablement l'un des plus prudents, sous le rapport des dépenses publiques, qui aient gouverné la province, ne se contentait pas de parler d'économie ; il en faisait en pratique. En 1884-85, il avait réussi à réaliser des économies certaines au montant de \$183,339 dans plusieurs branches du service public. A la session de 1886, il prouvait qu'il voulait continuer dans cette bonne voie, en limitant le budget général et le budget supplémentaire qu'il demanda à la chambre de voter pour 1886-87 à \$2,991,173, déduction faite du crédit extraordinaire de \$80,000 pour la colonisation imputable au capital. Quand nous avions à la tête des affaires un gouvernement qui, avec la louable économie qu'il savait pratiquer, pouvait limiter les dépenses ordinaires de la province, en 1886-87, à \$3,000,000 en chiffres ronds, j'étais parfaitement autorisé à conclure qu'avec une perception active du revenu, on avait raison d'espérer que les opérations de cet exercice se solMetaient en équilibre, et même probablement par un surplus de vingt-cinq à soixante et quinze mille piastres, comme je le disais à la date où je parlais.

Quelles sont les causes qui ont détruit les espérances bien fondées que j'exprimais, le 11 mai 1886, aux applaudissements de la Chambre, si heureuse d'avoir confiance dans l'avenir ? Elles sont faciles à expliquer. Contre l'attente générale, à la surprise même des membres du Gouvernement actuel, et surtout par la défection de quelques-uns de nos amis, les élections générales d'octobre 1886, en déplaçant la majorité, produisirent un changement de ministère.

Ceux qui avaient solennellement promis au peuple de faire des prodiges d'économie, s'il leur confiait le pouvoir, étaient enfin parvenus au poste qu'ils avaient si longtemps ambitionné.

Que vit-on tout de suite ? Ces hommes qui devaient tant réduire les dépenses, jetèrent audacieusement toutes leurs promesses d'économie à tous les vents du ciel. Dès le jour même où ils jurèrent fidélité et loyauté à la couronne en leur qualité de ministres, ils commencèrent un système de prodigalités qu'ils n'ont fait que développer depuis, et par lequel ils plongent rapidement la Province dans des difficultés financières qui seront bientôt inextricables, pour peu qu'ils puissent le continuer. Aussi ils se trouvaient bien à l'étroit dans les limites si sagement restreintes du budget de 1886-87, voté à la session de 1886, à la demande du gouvernement de l'honorable M. Ross. En conséquence le ministère actuel se fit voter, à la session de 1887, deux budgets supplémentaires ordinaires au montant de \$191,137. Quand je parlais, le 11 mai 1886, de l'année 1886-87, je ne pouvais pas prévoir que dix mois plus tard, un ministère prodigue aurait succédé au Gouvernement économe dont je défendais la prudente politique financière. Avec les mandats spéciaux qu'il a émis, le ministère actuel est réellement responsable d'une augmentation de dépenses d'au moins \$200,000 en 1886-87. Pour apprécier avec justice la valeur de mes prévisions de 1886 sur l'exercice de 1886-87, il faut donc diminuer ces \$200,000 de la balance de \$336,861 établie plus haut, ce qui la réduit à \$136,861. Je fais cette déduction, parce que ce n'est évidemment pas ma faute, ni celle du Gouvernement de M. Ross, si les dépenses ordinaires de 1886-87 ont été portées à \$3,288,000, mais bien celle du cabinet actuel.

La prétendue erreur que l'honorable premier ministre m'a reprochée, est donc réduite à la somme relativement modi-

que de \$136,861. Mais j'ai dit que le gouvernement actuel est aussi responsable du déficit de 1886-87, pour cette autre raison qu'il n'a pas apporté à la perception du revenu l'activité et l'énergie qu'il aurait dû y mettre. La négligence dans la collection du revenu public est aussi blâmable que l'augmentation injustifiable des dépenses.

Dans son exposé budgétaire, en 1886, l'honorable député de Sherbrooke, qui était trésorier dans le cabinet précédent, avait calculé sur un revenu de \$3,085,000 en 1886-87. Avec une perception active, cette somme aurait pu être encaissée. Par sa négligence, le Gouvernement actuel n'a porté le revenu de 1886-87 qu'à \$2,965,566. C'est une diminution de \$119,556 dont le ministère actuel est responsable. En conséquence, pour être juste à mon égard, il faut encore retrancher ces \$119,556 de la balance de \$136,861 que j'ai établie il y a un instant, ce qui la réduit à la somme relativement minime de \$17,305. Et contre cette balance de \$17,305 de l'écart entre mes prévisions des opérations des trois années de 1884 à 1887, et les chiffres officiels du tableau E des comptes publics de 1887-88, pour ces mêmes exercices, je pourrais facilement, si ce n'était pas prendre inutilement le temps de la Chambre, opposer des dépenses tout à fait imprévues imposées au Gouvernement pendant ces trois années au montant d'au moins \$50,000. J'établirais ainsi dans mes prévisions, si injustement critiquées par l'honorable premier ministre, une balance en ma faveur de tout près de \$33,000. Et cela, comme je l'ai dit, sur des opérations totales de plus de dix-huit millions de piastres dans le cours de trois années entières.

Je crois avoir tellement démolì le calcul fantaisiste du premier ministre, qu'il s'est donné une peine bien inutile à fabriquer, que je puis avec confiance me soumettre au jugement que le public saura porter sur ce différend entre le chef du gouvernement et moi.

Si l'honorable premier ministre se fût mieux rappelé ce que le trésorier est lui-même ont dit dans l'opposition, alors qu'ils critiquaient la gestion financière des gouvernements précédents, il aurait vite compris quelles chances de représailles il me fournissait en plaçant la discussion sur le terrain qu'il a choisi. Il semble qu'en arrivant au pouvoir, ces messieurs ont soudainement tout oublié, et leurs discours d'autrefois, et leurs promesses, et leur programme, et leurs principes. Je vais leur prouver que nous avons meilleure mémoire.

A cette phase de mes remarques, je suis obligé de prendre l'honorable trésorier à partie. Je le fais avec regret, parce que lors de mon discours en réponse à son exposé budgétaire, je n'ai pas voulu, par estime personnelle pour lui, et aussi par égard à la position qu'il occupe, me servir de toutes les armes que son passé de critique financier me fournissait. Je savais fort bien que ses discours fourmillaient de chiffres groupés de la manière la plus bizarre, de calculs aussi erronés qu'étranges, de contradictions graves, de prévisions sans fondement. J'aurais pu les exposer, les commenter, en faire ressortir toutes les conséquences hostiles au ministère, et favorables à l'opposition qui le combat.

J'en ai été fortement tenté, je l'avoue, tant la partie était belle. Mais j'ai cédé à un autre sentiment que mes amis, je l'espère, ne me reprocheront pas, et dont mes adversaires devraient m'être reconnaissants. J'avais déjà assez de points d'appui solides pour la critique que j'entreprenais avec courage de la politique financière du gouvernement, sans qu'il fût nécessaire de me servir de celui-là, tout important qu'il fût. J'ai cru, par un sentiment de bienveillance personnelle pour le trésorier qu'il appréciera sans doute, devoir lui éviter le désagrément d'une comparaison plus complète que celle que j'ai alors faite de ses actes et de ses opinions au pouvoir, avec les idées qu'il a émises et les calculs qu'il a faits

dans l'opposition. J'aurais persisté dans cette décision, malgré toute sollicitation contraire, sans l'injuste provocation que l'honorable premier ministre m'a lancée aujourd'hui. Il m'a forcé à le suivre sur un terrain sur lequel je ne voulais pas entrer. Eh bien, j'y vais résolument. Si ce qui me reste à dire n'est pas agréable à l'honorable trésorier, il n'aura pas à m'en blâmer, mais bien à s'en prendre à son chef.

L'honorable premier ministre a tenté, mais sans succès aucun, comme je l'ai clairement démontré, il y a un instant, de me mettre dans la position d'un homme dont l'opinion, en matières financières, ne peut pas avoir d'autorité, parce qu'il se serait trompé dans certaines prévisions. Si c'est là un criterium certain, il doit s'appliquer à l'honorable trésorier aussi bien qu'à moi et à tout autre. Personne ne peut réclamer le privilège exclusif d'échapper aux conséquences de ses contradictions. Si pour parler finances avec une certaine autorité, il faut ne s'être jamais trompé dans ses prévisions sur l'avenir, et surtout dans ses calculs sur le passé, je prierai, dans quelques minutes, l'honorable premier ministre de me dire ce qu'il fera de son trésorier.

Mais commençons d'abord par le premier ministre. Il n'a pas toujours eu de lui-même, comme autorité financière, l'opinion si défavorable qu'il exprimait tantôt, en nous disant qu'il n'entendait rien aux chiffres, et que lui, le chef du Gouvernement, il ne croyait au surplus, en 1887-88, que parce que le trésorier l'affirmait. Un jour, il y a de cela bientôt six ans, il se prit au sérieux comme financier. A la session de 1883, n'ayant pas alors une confiance aussi aveugle qu'aujourd'hui dans l'habileté financière des hommes exclusivement d'affaires, il se chargea de critiquer lui-même l'exposé budgétaire de l'honorable M. Würtele, alors trésorier de la Province. Pourtant l'honorable député de Québec-Est, M. Shehyn, et M. G. W. Stevens, alors député de

Montréal-Centre, siégeaient dans cette Chambre sur les banquettes de l'opposition. Il s'empara sans la moindre cérémonie de leur rôle, et il débuta comme critique financier avec l'emphase qu'il sait si bien employer dans les occasions solennelles. Son discours se lit dans les *Débats* de la session de 1883. Aux chiffres de l'honorable M. Würtele sur les opérations de l'exercice 1882-83, alors en cours, il opposa une contradiction formelle. Après avoir calculé à sa manière, je trouve à la page 512 des *Débats* de 1883, qu'il disait ce qui suit :

" Si ces chiffres sont exacts, vous avez le triste résultat que voici pour le présent exercice :

Dépenses ordinaires et établies ci-dessus...\$3,095,594

Recettes ordinaires établies ci-dessus..... 2,630,442

Déficit.....\$ 465,152

Il ajoutait :

" Je donne ce chiffre sous toutes réserves, et tout en craignant sincèrement qu'il ne soit plus élevé. Car outre que les dépenses sont toujours plus fortes qu'on les évalue d'abord, il y a, ce me semble, exagération dans certains chiffres de la recette que le trésorier espère et que j'ai cru devoir laisser en entier."

La chambre veut-elle savoir de combien l'honorable premier ministre se trompait en portant le déficit à \$465,152 au plus bas chiffre ? Que mes honorables collègues regardent avec moi au tableau E des comptes publics de 1887-88. Comme je l'ai déjà dit, ce tableau, qui contient un état des recettes et des dépenses annuelles de la province, depuis la confédération, a été préparé d'après les instructions du trésorier actuel, et soumis à la chambre sous sa signature et

sa responsabilité. Or, ce tableau établit qu'en 1882-83, le déficit a été de \$341,236. Comparons :

Déficit calculé par le premier ministre.....	\$465,152
Déficit d'après le tableau E comme ci-dessus	341,236

Erreur du premier ministre, alors chef de l'opposition.....\$123,916

Après cette première épreuve, l'honorable premier ministre a graduellement abdiqué ses prétentions comme critique financier, et il a, sous ce rapport, cédé le pas à l'honorable député de Québec-Est qui, depuis 1884, a dirigé l'attaque contre l'administration du trésor par les gouvernement conservateurs précédents. Voyons un peu quel succès il a remporté dans ce rôle.

Je lis à la page 950 des *Débats* de 1884, que l'honorable trésorier calculait que le déficit de 1882-83 était de \$479,779.

Le tableau E, des comptes publics de 1887-88, déjà cité, limite le déficit à \$341,236.

Etablissons la différence :

Déficit calculé par le trésorier.....	\$479,779 00
Déficit réel d'après le tableau E.....	341,236 00

Erreur du trésorier, de.....\$138,543 00

A la page 957 des mêmes " *Débats*," 1884, l'honorable trésorier faisait des prévisions sur le résultat probable des opérations de l'exercice alors en cours, 1883 84. Voici ses chiffres :

' Evaluation des recettes par le trésorier dans son discours sur le budget	\$2,954,612 00
" Recettes réelles dont une partie est évaluée au maximum, mais produiront probable- ment moins	2,736,858 00

" Différence en moins.....\$ 217,754 00

" Crédits supplémentaires.....	317,719 00
" Nouveaux crédits supplémentaires.....	42,050 00
" Mandats émis en 1883, mais payables cette année	93,050 00

" Déficit pour 1884.....\$ 670,583 00

Et il ajoutait :

" Ce dernier tableau est fait pour corroborer le premier, la différence entre les deux est minime. Le déficit réel excèdera probablement ce montant, mais j'ai voulu rester dans le vrai, et j'aime mieux être en moins qu'en plus. "

Ainsi l'honorable député de Québec-Est prédisait avec assurance que le déficit de 1883-84 serait d'au moins \$670,573. Cependant, il nous a soumis, sous sa propre signature, un document officiel qui prouve que le déficit de l'année 1883-84 n'a été que de \$301,054.

Etablissons encore la différence :

Déficit calculé par le trésorier.....	\$670,573
Déficit d'après le tableau E.....	301,054

Erreur du trésorier (M. Shehyn)..... \$369,519

Comme on le voit, il y avait dans les erreurs de l'honorable député de Québec-Est, constitué le critique financier au nom de l'opposition à cette époque, une progression rapidement ascendante. Mais nous ne sommes pas encore aux cas les plus graves. Nous y arrivons.

Je prie la chambre de bien vouloir écouter avec attention la lecture de la partie suivante du discours que l'honorable trésorier actuel faisait dans cette enceinte, le 11 mai 1886, et qu'il est très important de citer entière. En réponse à l'exposé budgétaire de l'honorable député de Sherbrooke,

entre autres choses ineffables, il disait, pages 1050, 1051 et 1052 des *Débats* de 1886 :

“ Il est vrai que le trésorier prétend avoir rétabli l'équilibre dans le budget, que les recettes ordinaires ont excédé de \$24,590 les dépenses ordinaires. Mais cette prétention ne détruit pas les faits, non plus que le tour de goblet sur lequel elle est appuyée n'empêche de voir la vérité.

“ Pour établir un équilibre apparent entre les recettes et les dépenses, le trésorier s'est approprié \$42,671.84 provenant du fonds d'emprunt municipal, qu'il a fait entrer dans les recettes ordinaires. Or, cette somme est un remboursement de capital et certainement pas un revenu fixe et annuel. D'un autre côté, il a laissé en souffrance une foule de réclamations se rattachant aux chemins de fer et pour lesquels les crédits avaient été votés, puis il a employé à d'autres fins le montant de ces crédits, s'élevant à \$66,147.54. Il a omis le service de l'amortissement sur la balance de l'emprunt de 1874, soit \$30,854.

“ Récapitulons ces chiffres et voyons ce qu'il advient du prétendu surplus de notre brave trésorier.

“ Fonds d'emprunt municipal, \$ 42,671.84

“ Fonds d'amortissement non versé 30,854.00

“ Réclamations laissées en souffrance 66,147.54

\$139,673.38

“ Moins les réclamations pour chemins de fer, que l'on ne peut pas considérer comme dépense ordinaire. 66,147.54

Déficit \$73,525.84

“ Ainsi, en prenant l'état même que nous a donné le trésorier, on trouve que les dépenses ordinaires ont excédé les recettes ordinaires de \$73,525.84, c'est-à-dire qu'il y a

dans le budget des dépenses et des recettes ordinaires un déficit de \$73,525.84.

“ Ces chiffres, pourtant, ne comprennent pas une foule d'autres obligations laissées en souffrance dans le but d'établir un équilibre apparent entre les recettes et les dépenses ordinaires.

“ Il y a donc, comme je viens de l'indiquer, un déficit réel dans les opérations ordinaires, et je crois avoir démontré que le prétendu surplus du trésorier n'est que le fruit d'une manipulation de chiffres qui ne supporte pas l'examen, même en prenant les chiffres fournis par le trésorier lui-même.”

L'honorable député de Québec-Est s'empresse d'ajouter :

“ Quant au véritable résultat des opérations de l'exercice 1884-85, c'est-à-dire la situation réelle de nos finances, le tableau suivant l'indique clairement.

“ Dans son discours sur le budget, le trésorier nous donne les chiffres officiels que voici :

“ Dépenses totales de l'exercice finissant	
le 30 juin 1885	\$4,056,264.06
“ Recettes totales	3,603,111.01
	<hr/>
Déficit	\$ 453,153.05

“ Le trésorier prétend que ce déficit doit être imputé au compte du capital, mais comme il ne lui reste pas un seul sou disponible de l'emprunt de \$3,500,000, il lui faudra bien avoir recours à un nouvel emprunt pour couvrir ce déficit.

“ Cependant, ces \$453,153.05 ne représentent pas tout le déficit dans l'exercice 1884-85. ”

Comme la Chambre le voit, l'honorable député de Québec-Est avait entrepris la tâche de fabriquer, coûte que coûte, un déficit énorme dans les opérations de l'année 1884-85, et cela dans l'unique but de détruire son prédécesseur au trésor et le ministère précédent dans la confiance publique. Après le premier effort de porter, d'un seul coup, le découvert à \$453,153.05, il reprenait haleine pour continuer sa course vertigineuse à la recherche du déficit béant qui menacerait la Province de la ruine. Il disait encore :

“ Dans le cours de cet exercice, le trésorier a emprunté \$450,000 de la Banque de Montréal et n'en a remboursé que \$300,000, ce qui laisse un découvert de \$150,000 qu'il faut ajouter au déficit de \$453,153.03, constaté plus haut. Cela porte à \$603,153.05 le total du découvert qui doit être imputé au compte du capital.

“ Ces \$603,153.00 sont la somme que le trésorier a dépensée, en sus et au-delà des recettes ordinaires et extraordinaires encaissées dans le cours de l'exercice en question.”

L'honorable député de Québec-Est, s'enthousiasmant de son succès à grossir le déficit, ne voulait pas s'arrêter en si beau chemin, et il continuait comme suit :

“ Ce n'est pas tout. Il a laissé en souffrance des réclamations se rattachant aux chemins de fer, des réclamations admises et pour l'acquittement desquelles la chambre a voté les crédits nécessaires à la session de 1884, c'est-à-dire \$66,147.54. Il a pareillement laissé en souffrance le service de l'amortissement sur la balance de l'emprunt de 1874, soit \$30,854.69. Il a pris sur la somme payée à compte du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O. et placée au fonds d'amortissement, un montant de \$150,000. Enfin, il a employé les \$42,671.84 provenant du fonds d'emprunt municipal et qui sont un remboursement de capital.

“ En réunissant ces divers montants, on forme le tableau suivant :

“ Dépensé sur le capital, montant qu'il faudra couvrir par un emprunt.....	\$603,153.05
“ Réclamations pour chemins de fer laissées en souffrance	66,147.54
† “ Montant pris sur la somme placée comme amortissement et provenant du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O..	150,000.00
“ Montant du capital remboursé sur le fonds d'emprunt municipal.....	42,671.84
	<hr/>
En tout.....	\$892,827.12

Dans ces pages, l'honorable député de Québec-Est (M Shehyn) concentrait tous ses efforts pour prouver que le déficit de 1884-85 était énorme, et par la plus étrange manipulation de chiffres, il arrivait apparemment à le porter jusqu'à la somme extraordinaire, si elle eût été vraie, de \$892,827.12, et il s'écriait sur le ton d'un homme qui a terrassé son adversaire :

“ Voilà ce que notre modeste trésorier appelle rétablir l'équilibre dans les finances de la Province ! ”

Pour mieux rendre sa pensée, et afin que personne ne put s'y tromper, il terminait sa phrase par un point d'exclamation.

Est-il croyable que le même homme, qui a calculé que les opérations financières de la Province, pendant l'année 1884-85, s'étaient soldées par un déficit total de \$892,827.12, ait pu se décider, trois ans plus tard, à apposer sa signature à un document officiel prouvant que le déficit de cet exercice n'avait été, en réalité, que de \$10,585.91.

Encore une fois, établissons la différence :

Déficit calculé par le député de Québec-Est. . . \$892,827.12
Déficit de la même année d'après le tableau E
des comptes publics de 1887-88, signé par le
même député de Québec-Est. 10,585.91

Erreur du député de Québec-Est. \$882,241.21
La colossale erreur de \$882,241.21. Ça va bien.

Mais poussons un peu plus loin nos recherches.

Aux pages 395 et 396 des *Débats* de 1887, je lis ce qui suit dans le discours de l'honorable député de Québec-Est, devenu trésorier, fait le 12 avril. Il s'agit de l'exercice de 1885-86, la dernière dont le Gouvernement de l'honorable M. Ross soit responsable.

“ Jetons maintenant un coup d'œil sur l'ensemble des recettes et des dépenses, telles qu'elles apparaissent dans les comptes publics, pour l'exercice qui nous occupe.

“ D'après ces comptes, il a été payé durant l'exercice 1885-86, en sus des remboursements d'emprunts temporaires, une somme de. \$3,691,066 50

“ Et les recettes totales non compris le produit des emprunts temporaires, ont été de. . . 3,145,037 53

“ Laissant une différence de. \$ 546,028 97

Mais il faut déduire des recettes normales, celles provenant des fonds en fidéi-commis. \$25,999 51
Moins ce qui a été remboursé sur ces fonds. 7.910 00

18,089 51

“ Ce qui porte le découvert à. \$ 564,118 48

“ Tel est, d'après les comptes publics, l'excédant des paiements sur les recettes.”

Le même député de Québec-Est a cependant signé les comptes publics de 1887-88 qui contiennent le tableau E par lequel il appert, avec toute l'autorité officielle, que le déficit de 1885-86, calculé le 12 avril 1887, par le trésorier, au montant de \$564,118.48, n'a réellement été, d'après le document officiel, que de \$83,045.00.

Etablissons la différence :

Déficit calculé par le trésorier, le 12 avril 1887..	\$564,118.48
Déficit réel d'après le tableau E.....	83,045.10
	<hr/>
Erreur du trésorier.....	\$481,073.38

Voilà encore un chiffre qui compte passablement.

Voilà maintenant la dernière erreur que je vais signaler, *the last but not the least*, parce que je crois que ma preuve sera faite d'une manière accablante.

Lisons aux pages 417 et 418 des " Débats " de 1887 au sujet de l'année 1886 87, ce qui suit du discours de l'honorable trésorier :

" Résumons maintenant le résultat des opérations de l'exercice en cours et la manière dont il va affecter la situation :

D'après l'évaluation révisée, telle que donnée dans le tableau, la balance des paiements de cet exercice, c'est-à-dire les dépenses à faire du 31 janvier au 30 juin 1887, est de.....	\$1,194,290 00
Il faut retrancher de cette somme le crédit voté pour le fonds d'amortissement, puis-que ce crédit est devenu inutile par la législation de la dernière session, soit....	30,854 67
	<hr/>
Il reste.....	\$1,163,433 66

Mais il faut ajouter le montant du budget
supplémentaire \$ 910,332 57
Ce qui fait une dépense totale pour les cinq
mois de 2,073,768 29
telle qu'énumérée dans le tableau préparé
par les officiers du trésor.

Pour payer ces dépenses, nous n'avons que
la balance des recettes pour ces cinq mois,
telle que prévue par les officiers du trésor,
dans le même tableau, soit \$ 952,989 11

Il reste donc un découvert de \$1,120,779 18

“ Tel est le résultat que vont donner les opérations du
présent exercice.

“ Comment allons-nous couvrir cet énorme déficit, cet
excédant considérable des dépenses sur les recettes ? Nous
n'avons pas d'autres ressources que celles de l'emprunt.”

Ainsi il calculait le découvert de 1886-87 à \$1,120,779.18.
Cependant d'après le tableau E si souvent cité, le déficit de
cette année n'a été que de \$323,231.16.

Etablissons la différence :

Déficit prévu par le trésorier \$1,120,779.18
Déficit réel d'après le tableau E 323,231.16
Erreur du trésorier \$ 797,548.02

Récapitulons maintenant ces diverses erreurs de l'hono-
rable trésorier lorsqu'il critiquait la politique financière de
ses adversaires :

Erreur en 1882-83	\$ 138,543
do 1883-84	369,519
do 1884-85	882,242
do 1885-86	481,073
do 1886-87	787,048
Erreur totale	<u>\$2,668,925</u>

Deux millions six cent soixante et huit mille neuf cent vingt-cinq piastres d'erreur dans les calculs et les prévisions de l'honorable trésorier dans le cours de cinq ans, de 1882 à 1887. Moyenne annuelle de l'erreur, \$533,785.

L'honorable premier ministre a prétendu que celui dont les prévisions budgétaires ne se réalisent pas en entier, n'est pas compétent à parler finances. J'ai bien le droit de lui demander maintenant ce qu'il va faire de son trésorier ? Va-t-il le jeter aux orties ? Peut-il encore croire à son intail-
libilité financière, après les preuves irréfutables que je viens de lui donner de la colossale erreur de \$2,668,925 que le trésorier a commise en la courte période de cinq années.

Si l'honorable trésorier est chagrin du retour sur le passé que je viens de faire, il n'a qu'à s'en prendre à son chef qui m'a témérairement provoqué sur un terrain où j'avais d'irrésistibles moyens de défense, en retournant contre lui et son trésorier les traits qui n'ont pas même pu m'atteindre.

La Chambre me saura sans doute gré de lui donner une nouvelle preuve, aussi péremptoire que les précédentes, des erreurs que l'honorable premier ministre et son collègue, l'honorable trésorier, sciemment ou non, ont commises dans leurs appréciations des opérations financières de la Province.

Le douze février 1887, à l'occasion de sa réélection, l'honorable premier ministre exposait longuement le programme de son Gouvernement devant une nombreuse assemblée des électeurs de Saint-Hyacinthe. La plus audacieuse exploitation des préjugés, les plus dangereux appels aux passions nationales, les accusations les plus fausses, avaient enfin eu l'effet si ardemment souhaité par ceux qui les faisaient. Une crise ministérielle avait eu lieu. Un nouveau cabinet était aux affaires. L'honorable député de Saint-Hyacinthe en était le chef. Il lui fallait le renouvelle-

ment de son mandat. Le jour où il le reçut de ses électeurs, il leur parla bien quelque peu de ce qu'il se proposait de faire, mais il s'efforça surtout, pour discréditer ses prédécesseurs, de faire le plus sombre et le plus triste tableau de l'état dans lequel il avait trouvé les affaires de la Province à son arrivée au pouvoir. Ses paroles ne s'adressaient pas seulement à l'assemblée qui l'écoutait, mais à toute la Province.* La presse ministérielle s'empressa de les répéter à tous les échos jusqu'aux extrémités du territoire. L'honorable premier ministre disait ce qui suit au sujet de la situation financière de la Province en février 1887 :

“ Avant mon départ de Québec, j'ai demandé quelle était la vérité exacte au sujet des déficits et des surplus dans les revenus provinciaux pendant les trois dernières années. L'ancien Gouvernement a persisté à soutenir que pendant les deux dernières années, il y a eu un surplus annuel. J'ai en conséquence écrit à l'auditeur provincial de me donner une déclaration exacte.

“ J'ai reçu cette après-midi du trésorier provincial une dépêche conçue en ces termes :

“ Je ne pourrais vous faire connaître à temps le montant exact du déficit. Je travaille encore en ce moment à établir un relevé. La Province a dépensé au moins un million et demi de plus que son revenu, depuis 1884 jusqu'en 1886, entre d'autres obligations courantes.”

“ Vous voyez par là qu'en 1884, 1885 et 1886, nous avons eu des déficits se chiffrant en tout à un million et demi ou en chiffres ronds—\$500,000 par année—”

Ainsi, sur la foi de la dépêche de l'honorable trésorier, le chef du Gouvernement prenait, devant l'assemblée à laquelle il parlait et devant la Province, la responsabilité de l'affirmation si grave que les trois exercices de 1884, 1885 et 1886 s'étaient soldés, chacun, par un déficit de \$500,000, soit \$1,500,000 pour les trois ans.

Le tableau E des comptes publics de 1887-88 me fournit la preuve officielle que la dépêche de l'honorable trésorier en date du 12 février* 1887, et l'affirmation publique de l'honorable premier ministre, le même jour, n'étaient pas fondées. Cette preuve, la voici :

Déficit total des trois années 1884, 1885 et 1886, d'après la dépêche susdite du trésorier	\$1,500,000 00
Déficit de 1884, d'après le tableau E.....	\$301,054 64
Déficit de 1885 do	10,585 91
Déficit de 1886 do	83,015 10
Montant.....	<u>394,685 65</u>

Erreur du trésorier et du premier ministre \$1,105,314 35

Une semblable erreur est bien loin de prouver la grande compétence de l'honorable trésorier et de son chef en matière de finances. La chambre et le public jugeront aussi jusqu'à quel point ces messieurs pouvaient être de bonne foi, lorsqu'ils s'unissaient pour soutenir les déclarations faites à St-Hyacinthe par l'honorable premier ministre.

Près de deux heures durant, le premier ministre a récriminé, parlé du passé, s'est acharné sans succès contre moi. Mais la chambre et surtout les partisans du cabinet, peu intéressés de ces remarques, attendaient avec hâte qu'il se décidât enfin à défendre la politique financière de son gouvernement. Ce qui importe le plus à la province dans toute cette discussion, c'est de connaître quels sont les principes de cette politique financière, ainsi que les résultats qu'elle a déjà produits, et de prévoir aussi sûrement que possible ceux qu'elle produira dans l'avenir. La chambre et le public avaient le droit de recevoir du premier ministre des explications complètes sur ce point, et une réponse sérieuse et

directe à la critique que j'ai faite de l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier. Contre l'attente de ses propres amis, il a été, sous ces deux rapports, à coup sûr les plus importants, d'un mutisme complet et bien désolant pour ceux qui, soit par dévouement à leur chef politique, soit, ce qui serait encore beaucoup plus blâmable, par esprit de parti, prennent la lourde responsabilité, dans cette enceinte et devant l'électorat, de la gestion financière du gouvernement actuel.

Les accusations que j'ai portées contre le cabinet et auxquelles, après quinze jours de retards répétés, l'honorable premier ministre n'a pas tenté un seul mot de réponse, il est de mon devoir de les réitérer en les résumant, avant de terminer mes remarques.

J'ai prouvé d'une manière, je crois, irréfutable, que le gouvernement a eu un déficit de \$314,571 l'année dernière, c'est-à-dire pendant l'exercice de 1887-88.

J'ai accusé le ministère d'avoir augmenté les dépenses publiques, en 1887-88, de \$520,192 comparées à celles faites par le gouvernement de l'honorable M. Ross en 1885-86.

J'ai accusé le cabinet d'avoir continué ce système d'augmentations de dépenses, en demandant à la chambre de voter, pour l'année courante, des budgets, général et supplémentaires, qui autorisent des déboursés de plus de six cent mille piastres plus considérables que ceux de 1885-86, et d'une autre somme de près de six cent mille piastres pour l'année courante.

J'ai accusé aussi le gouvernement d'avoir adopté une politique par laquelle, dans le cours des trois années depuis le premier juillet 1887 jusqu'au trente juin 1890, il aura augmenté les dépenses de la province, imputables au revenu, de la somme totale d'au moins un million sept cent dix huit milles piastres (\$1,718,000.)

J'ai reproché au ministère d'avoir créé une dette flottante de plus de quatre millions deux cent mille piastres, contrairement aux promesses que ses membres ont si souvent faites, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, qu'ils n'ajouteraient pas à la dette publique, s'ils arrivaient au pouvoir.

J'ai aussi blâmé le Gouvernement d'avoir employé une partie considérable de son emprunt de \$3,500,000 à d'autres fins que celles énumérées dans le chapitre deux, 50 Victoria, le résultat étant que le produit de cet emprunt est déjà épuisé jusqu'au dernier sou, tandis qu'il reste encore \$1,685,931 à payer des obligations pour lesquelles le ministère a déclaré officiellement et par la loi, qu'il était forcé de demander à la Chambre de l'autoriser à emprunter les trois millions et demi.

J'ai fortement reproché au gouvernement de s'être imprudemment engagé dans ce système outré d'augmentations de dépenses, sans avoir au moins la prudence d'adopter des moyens efficaces de pourvoir aux revenus nécessaires pour les payer, ce qui a pour effet de solder les opérations financières de la Province par des déficits annuels, qui, pour les trois années du premier juillet 1887 au trente juin 1890, dépasseront la somme énorme, relativement à notre budget, de sept cent vingt-deux mille piastres.

J'ai prouvé de nouveau, par une comparaison avec l'emprunt négocié, l'automne dernier, par la corporation de Montréal, que le Gouvernement avait fait perdre un montant considérable à la province par les conditions qu'il a acceptées pour l'emprunt de \$3,500,000.

Par les documents officiels portant la signature de l'honorable trésorier, j'ai prouvé que les accusations des membres du ministère actuel et de leurs amis, au sujet des déficits sous le Gouvernement précédent, étaient erronées et injustes.

J'ai reproché au trésorier d'adopter, pour l'exposition

des chiffres établissant les résultats des opérations financières du trésor, une méthode qui ne peut qu'induire la Chambre et le public en erreur.

J'ai blâmé le Gouvernement d'avoir déclaré dans le discours du trône, à l'ouverture de la session, que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour l'année dernière (1887-88), avaient été réalisées ; et que les dépenses ordinaires étaient faites avec toute l'économie possible, lorsque c'était le contraire qui était vrai.

J'ai de plus reproché au ministère d'avoir imprudemment, sans égard à la nécessité de ne pas nuire au crédit de la Province, lancé un projet de conversion forcée de la dette, et que ce faisant beaucoup illusion sur les avantages financiers de cette opération, qui, faite ainsi qu'autorisée par la loi, aurait porté atteinte à l'honneur public de la Province, il avait négligé de prendre les mesures nécessaires pour équilibrer les revenus et les dépenses publiques.

J'ai aussi blâmé le gouvernement de continuer à augmenter outre mesure les dépenses publiques, en comptant sans raison sur l'augmentation du subside fédéral proposée par les résolutions de la conférence interprovinciale, lorsqu'il n'y a pas de doute que le parlement impérial ne fera pas à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord l'amendement suggéré, avant qu'il ne lui ait été demandé par le parlement du Canada.

J'ai accusé le ministère d'avoir été tellement prodigue, qu'ayant épuisé le produit de l'emprunt de \$3,500,000 et toutes les sommes de recettes extraordinaires qu'il a perçues depuis un an et demi, il se trouve de nouveau dans la nécessité d'emprunter pour payer les échéances des subventions encore dues aux chemins de fer et des autres obligations extraordinaires, ou de la dette flottante, de la Province. J'ai, sur ce point, prouvé que le Gouvernement serait tout prochainement obligé de placer de nouvelles débetures

provinciales sur le marché, ou, ce qui est probable qu'il fera, d'avoir recours aux dépôts de garantie d'intérêt que trois compagnies de chemins de fer lui ont faits au montant de \$2,229,670.

A cette série d'accusations, l'honorable premier ministre n'a pas répondu un mot. Il n'a point tenté la moindre justification de la politique financière du gouvernement. Le public pourra facilement juger une semblable conduite de la part du ministère.

Ces accusations, il est de mon devoir, après les avoir prouvées dans ma réponse à l'exposé budgétaire de l'honorable trésorier, et après les avoir réaffirmées aujourd'hui, de les résumer dans une proposition que je soumettrai à cette chambre. Mes honorables collègues qui l'appuieront pourront compter sur l'approbation de leurs électeurs et de la province. Mais ceux qui par esprit et discipline de parti, obéiront à l'ordre du gouvernement de la repousser, prendront une grande responsabilité dont le peuple saura, en temps et lieu, leur demander un compte bien sévère, parce qu'ils auront méconnu ses intérêts, si gravement compromis par la néfaste politique du ministère actuel.

Je propose donc en amendement, secondé par l'honorable M. Flynn.

“Que tous les mots après “que” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette Province, mais désire protester :

1. Contre l'inexactitude de l'affirmation officielle faite dans le discours du trône, à l'effet que les espérances manifestées au sujet d'un surplus considérable pour l'année dernière, (1887 88) ont été réalisées, et que les dépenses ordinaires sont faites avec toute l'économie possible ;

2. Contre l'assertion du trésorier à l'effet qu'il y a un surplus des recettes ordinaires régulières de l'année sur les dépenses ordinaires pour l'exercice de 1887-88, quand, de fait, il y a un déficit considérable causé par l'augmentation des dépenses annuelles ordinaires ;

3. Contre l'imprévoyance du Gouvernement qui n'a encore suggéré aucun moyen suffisant et efficace pour mettre fin aux déficits, pour établir une véritable politique d'économie, et pourvoir aux paiements de la dette flottante qui, par la législation de la session de 1888, accordant des subventions aux chemins de fer, et par l'augmentation des dépenses ordinaires sous le ministère actuel, s'élevait à plus de quatre millions deux cent mille piastres, le premier janvier 1889.

4. Contre le système inauguré par le ministère, de porter au compte du capital des dépenses qui sont réellement des déboursés ordinaires du service public de la province, et qui pour l'exercice de 1887-88, s'élèvent au montant de \$187,767.76, parce que ce système est de nature à induire la Chambre et le public en erreur sur l'état véritable des affaires financières de la province, en permettant au trésorier de calculer un surplus dans les opérations annuelles ordinaires du trésor, lorsqu'en réalité il y a eu un déficit, et parce qu'il n'est pas de bonne politique et qu'il serait dangereux pour le crédit de la province d'emprunter tous les ans pour la plupart des dépenses inscrites au budget sous le titre de dépenses spéciales, ces frais devant être payés à même le revenu annuel ;

5. Contre l'emploi qui a été fait pour une grande partie du dernier emprunt de trois millions et demi de piastres ; cet emprunt destiné à l'extinction des obligations de la dette flottante, telles que calculées par le trésorier et énumérées dans le préambule du chapitre deux, 50 Victoria, ayant été pour un montant considérable employé au paie-

ment des subventions aux chemins de fer autorisées par le chapitre 91, 51-52 Victoria (1888), ce qui laisse encore sur la dette flottante, qui, d'après le gouvernement, existait à la date du 31 janvier 1887, plus d'un million et demi de piastres non payées."

La proposition est mise aux voix :

Ont voté pour :—MM. Beauchamp, Blanchet, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Flynn, Martin, (de Bonaventure), Nantel, Owens, Picard, Spencer, Tourigny.—12.

Ont voté contre :—MM. Bazinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cameron, Cardin, Déchène, (l'Islet), de Grosbois, Dumais, Forest, Gagnon, Gladu, Lafontaine, Laliberté, Lemieux, Legris, Lussier, McShane, Martin, (Rimouski), Mercier, Morin, Murphy, Pelletier, Pilon, Rinfret, Robidoux, Rocheleau, Rochon, Shehyn, Sylvestre, Tessier, Trudel et Turcotte.—33.

L'Assemblée législative n'a pas adopté.

La Chambre siège en comité des subsides.

LE CODE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Article 37.—Impression des règlements des écoles, formules en blanc, etc., nécessités par la codification et les changements dans les lois de l'instruction publique, \$1,200

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Pour ce qui regarde, M. le Président, le code de l'instruction publique de M. DeCazes, j'en fais faire maintenant la distribution aux diverses municipalités scolaires de la Province, c'est en conformité de la promesse que nous avons faite l'année dernière.

Quant au crédit nouveau, il nous est demandé par M. Ouimet.

On a publié tous les règlements concernant l'instruction publique et cela forme une fort jolie brochure qui peut être donnée à tous les instituteurs. Ces règlements se trouvent réunis au code de M. DeCazes.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—Je félicite M. DeCazes d'avoir fait le travail de la codification des lois concernant l'instruction publique ; c'est un ouvrage très important pour les commissaires d'école, j'approuve cette dépense pour cette raison-là.

Le crédit est adopté.

LE COLLÈGE COMMERCIAL DE SAINT-BARTHÉLEMI.

Article 38.—Collège commercial de Saint-Barthélemi, \$200.

L'honorable M. **Shehyn**—*député de Québec-est, trésorier de la Province*.—Ce crédit est accordé à la demande du curé de la paroisse.

L'honorable M. **Lynch**.—Le Gouvernement doit se tenir sur ses gardes, car pour chaque octroi qu'il accordera cette année, il aura des dizaines de demandes l'année prochaine, pour d'autres parties de la Province.

Nous votons déjà \$71,000 pour l'éducation supérieure, et à part de cela, on nous demande des octrois spéciaux comme celui-ci. Je comprends que l'on puisse me dire, que les besoins sont bien pressants et bien nombreux, mais si le montant de \$71,000 n'est pas suffisant, qu'on l'augmente, mais laissons la distribution de cette somme aux soins du conseil de l'instruction publique, qui lui, échappe aux influences de parti.

Je remarque que depuis l'article 38 jusqu'à l'article 63, ce sont tous des crédits spéciaux demandés en faveur d'écoles supérieures, ou qui peuvent jusqu'à un certain point, être considérées comme telles. On augmente par là même

indirectement ce crédit de \$71,000 pour faire bénéficier certaines institutions qui se trouvent ainsi à être favorisées plus que d'autres, parce qu'elles ont une certaine influence politique à leur service. Il est temps que l'on mette fin à ce système. Je comprends la position du Gouvernement, je n'ignore pas quelle pression on exerce sur lui; cela a commencé il y a déjà quelques années, et je suis prêt à prendre ma part de responsabilité dans ce mouvement là, mais franchement, n'est-il pas temps de nous arrêter ?

L'honorable M. **Gagnon**.—Ceci sera réglé prochainement par une révision générale de tous ces crédits.

L'honorable M. **Shehyn**.—Sur les nombreuses demandes que nous avons devant nous, nous n'avons accordé qu'un très petit montant. Nous n'avons cédé que dans les cas les plus pressants.

L'honorable M. **Blanchet**—*député de Beauce*. — J'ai compris que le montant voté pour les fins de l'éducation supérieure allait disparaître ?

L'honorable M. **Gagnon**. — Je n'ai pas dit cela du tout.

L'honorable M. **Lynch**. — Les crédits dont j'ai parlé forment un total de \$15 000. Donc nous votons en réalité \$86,000 pour l'éducation supérieure. D'après la loi de 1875, le principe suivant est posé : à savoir que l'argent voté pour l'instruction supérieure doit être distribué par le Conseil de l'instruction publique. Ceci avait été fait dans le but de mettre de côté l'influence politique qui se faisait sentir, et voici qu'on retourne à l'ancien système. Ces crédits sont un levier politique entre les mains des ministres.

Si le Gouvernement veut faire une réforme, il peut compter sur mon concours.

L'honorable M. **Shehyn**.—L'honorable député nous accuse de nous servir de ces crédits pour faire de la politi-

tique. Je ne vois pas comment il pourrait justifier une pareille accusation.

L'honorable M. **Lynch**.—J'ai dit que la loi de 1875 avait été faite dans le but d'enlever tout caractère politique à la distribution de l'argent voté pour les fins de l'instruction, or c'est le contraire que vous faites maintenant, puisque vous distribuez vous-mêmes une partie de cet argent, au moyen de crédits spéciaux. Je sais que le Gouvernement subit de la pression de la part des intéressés, mais il ne devrait pas céder.

M. **Nantel**—*député de Terrebonne*.—Est-ce que le Gouvernement suit un système dans l'octroi de ces montants? Ainsi je vois que le collège commercial de Saint-Vincent de Paul, va recevoir une somme de \$1,000 divisée en deux paiements.

L'honorable M. **Gagnon**.—Ce sont les contribuables de Saint-Vincent de Paul, qui ont fait des sacrifices considérables pour ce collège, qui demandent au Gouvernement de leur venir en aide.

M. **Nantel**. — La population de cette paroisse n'est que de 1,800 âmes environ, tandis que Saint-Jérôme en a une de 5,000 âmes et vous ne lui accordez rien. Ce système n'est certainement pas raisonnable.

Cette année, à Saint Jérôme, nous avons demandé de l'aide pour un hôpital. Comme tout le monde demande, nous croyions avoir autant de droit que les autres à recevoir quelque chose. Saint Jérôme est le centre de trois comtés. Si ce sont des faveurs politiques que l'on distribue, qu'on le dise, mais qu'on ne fasse pas de la politique sous le couvert de l'éducation ni de la charité. A l'heure qu'il est, il suffit d'être partisan du Gouvernement pour avoir de ces subventions, mais on refuse impitoyablement les mêmes faveurs aux comtés représentés par des adversaires. La

demande venant de Saint Jérôme a été soumise longtemps avant la session, et il n'y a rien dans le budget.

L'honorable M. **Blanchet**.—Il y a dans notre système d'éducation, une lacune qu'il faudrait faire disparaître. L'organisation de l'éducation supérieure est complète, mais il nous faut établir des écoles où l'on enseignerait des connaissances pratiques, et pour cela on devrait adopter la suggestion de l'honorable député de Terrebonne, c'est-à-dire adopter un système pour la distribution de ces faveurs. Que le Gouvernement, par exemple, décrète qu'il donnera \$500 pendant deux ans, à tous les comtés qui feront les frais d'établir de ces écoles pratiques. Cela aurait pour effet d'encourager beaucoup le développement de cet enseignement. Je suis certain que si un tel système était adopté dans quatre ou cinq ans nous verrions un bon nombre d'écoles de ce genre établies dans la Province. A l'heure qu'il est, les cultivateurs envoient leurs enfants aux collèges classique, et au bout de quatre ou cinq ans, on renvoie ces enfants en disant qu'ils n'ont pas les talents nécessaires pour suivre avec avantage un cours classique. Ce que ces enfants ont appris pendant ces années ne leur sert de rien. S'il y avait plus de collèges commerciaux, au moins ceux qui les auraient fréquentés pourraient tirer quelques bénéfices de ce qu'ils y auraient appris. Qu'on retranche sur les autres montants inscrits au budget, et avec cette économie, on pourra faire beaucoup dans ce sens, pour la classe agricole de la Province.

M. **Beauchamp**—*député de Deux-Montagnes*. — Je suis certain que les raisons qui ont engagé le Gouvernement à accorder une subvention au collège de Saint-Vincent de Jaul, pourraient s'appliquer avec autant de force à la demande faite par les contribuables de la paroisse de Sainte-Scholastique dans le comté de Deux-Montagnes. Les citoyens de cette paroisse ont bâti à leurs frais, un collège et ils n'ont pas songé à demander de l'aide au Gouvernement, bien que la municipalité soit encore endettée pour

cela. Je crois que cette paroisse ferait bien de demander elle aussi, une subvention.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*. —Si le Gouvernement persévère dans cette voie, il finira par mettre complètement de côté le principe posé dans la loi de 1875 relativement à la distribution des fonds votés pour l'éducation. Ce principe a été généralement bien accueilli, et il a bien fonctionné depuis qu'il est en vigueur, du moins je ne sache pas qu'il y ait eu des plaintes de faites. D'après ce principe, l'argent voté pour les fins d'éducation est distribué par le conseil de l'instruction publique. Or le Gouvernement actuel a fait voter et a distribué lui-même plus d'argent que tous les autres Gouvernements réunis ensemble depuis la Confédération. Ce qui montre bien le côté vicieux de ce système, c'est qu'on ne voit pas un seul de ces crédits destiné à un comté représenté par un député de l'opposition. Si on me cite l'octroi demandé pour le collège de Saint Vincent de Paul, comme prouvant le contraire de ma prétention, je répondrai que bien loin d'être un cas favorable pour le Gouvernement, il témoigne contre lui; en effet si on va un peu au fond des choses, on s'aperçoit que c'est une influence politique qui a fait céder le Gouvernement. Ces crédits spéciaux sont une très mauvaise exception à la règle générale; le fait est que si on continue de ce train-là, bientôt l'exception sera devenue la règle générale, et la règle générale l'exception. Il est temps de nous arrêter, pour voir si nous n'allons pas trop loin.

J'ai envoyé chercher le statut de 1882, pour vérifier un fait, relativement à cette question. Mais je me rappelle que le Gouvernement Chapleau a hésité beaucoup avant d'accorder un certain montant, pour aider à la reconstruction des collèges de Rimouski et de Sainte Thérèse. Je sais que le Gouvernement a cédé dans cette circonstance-là aux pressantes sollicitations qui lui étaient faites, mais jusque là

on avait toujours répondu à ceux qui faisaient de ces demandes, d'avoir à s'adresser au conseil de l'instruction publique, qui pouvait y faire droit à même le montant voté de \$71,000.

Parmi tous ces nombreux crédits spéciaux je n'en vois pas un seul pour le grand district de Gaspé, et cependant s'il y a une partie de la Province qui mérite d'être l'objet des munificences du trésor public, c'est bien celle-là.

L'honorable M. **Gagnon**.—L'honorable député a-t-il lu l'article 109 par lequel nous accordons une somme de \$1000 pour le chemin maritime de *Fox river* à Sainte-Anne des Monts? Un chemin carrossable est plus nécessaire là qu'un couvent, et je crois que l'on fait plus de bien à son comté en lui fournissant les fonds nécessaires pour avoir de bons chemins qu'en donnant quelques centaines de piastres comme nous le faisons pour d'autres localités.

Quant à l'autre question, le Gouvernement serait bien aise de se débarrasser des demandants.

L'honorable M. **Flynn**.—Je voulais démontrer l'inconvénient de cet état de choses. Jamais on a fait de la politique avec les fonds de l'éducation et j'espère encore que l'on n'a pas l'intention d'entrer dans cette voie. Sous l'administration précédente, il n'y a que deux ou trois cas spéciaux pour lesquels des subventions ont été accordées. Je ne fais pas de reproches aux députés qui font des demandes, mais quelle va être la conséquence de cela? Tous les comtés vont faire des demandes, et tous ont le même droit d'avoir de l'argent du Gouvernement. Alors que devient le principe, qui veut que ce soit le conseil de l'instruction publique qui distribue ces fonds? Depuis 1887 ces crédits spéciaux se sont multipliés outre mesure.

L'honorable M. **Gagnon**.—Le budget de 1886 et 1887, le dernier que nos prédécesseurs ont fait voter,

contient un grand nombre de crédits de ce genre, et ces messieurs nous reprochent de violer le principe qui veut que ce soit le conseil de l'instruction publique qui distribue ces fonds !! Pour eux jamais ils n'ont eu l'intention de favoriser leurs amis politiques, et si la chose a eu lieu, ce n'a été que par pur accident. Mais le même accident se présente-t-il cette année, c'est très mal pour nous. Voilà le raisonnement de ces messieurs, leur logique est inexorable. De plus on sait qu'il y en a parmi eux qui ne changent jamais d'opinion ni de parti.

Nous avons trouvé tant d'abus lorsque nous avons pris le pouvoir qu'il en subsiste encore que nous n'avons pu faire disparaître. Tout de même il y a ici une bonne suggestion que l'on pourra suivre à l'avenir ; il y aura moyen alors de fermer la porte à tous ces nouveaux octrois et je ne doute pas que le Gouvernement trouvera moyen de le mettre en pratique.

L'honorable M. **Flynn**.—Si l'honorable secrétaire de la Province pouvait discuter une question sans faire allusion aux personnes, ce serait une preuve qu'il se réforme lui-même. Je n'ai pas voulu faire de reproche à personne en particulier. Qu'il prenne mes discours depuis quinze ans, et qu'il me signale une seule contradiction que j'ai pu commettre sur le terrain des principes. Que l'honorable secrétaire de la Province cesse donc de faire des allusions aux personnes pour ne s'en tenir qu'aux principes. J'ai voulu corroborer les remarques de l'honorable député de Brome, voilà tout.

L'honorable M. **Gagnon**.—N'avez-vous pas dit que c'était faire de la politique ?

L'honorable M. **Flynn**.—J'ai dit que c'était là la tendance.

L'honorable M. **Gagnon**.—C'est vous qui avez commencé, lisez les budgets que vous avez fait voter. Vous avez

tort de prétendre que nous faisons de la politique avec cela. On n'a pas d'idée, M. le Président, du grand nombre de demandes que nous avons eues, et combien n'y a-t-il pas de nos amis qui aujourd'hui sont mécontents des refus que nous leur avons fait essuyer. Nous avons peut-être eu tort de suivre cette voie là, mais je crois que l'idée de l'honorable député de Brome est bonne. Qu'on ne vienne donc pas dire que nous faisons de la politique avec cela. Si Gaspé n'a rien eu, c'est que je crois que pas une seule demande n'est venue de ce comté.

L'honorable M. **Lynch**.—En matière d'éducation, je cesse d'être homme politique pour devenir purement et simplement citoyen, m'intéressant au progrès intellectuel de la population. La loi déclare que les fonds votés pour l'éducation seront distribués selon que le jugera à propos le conseil de l'instruction publique. Or le système des crédits spéciaux, a pour effet de mettre pratiquement cette loi de côté. Si on veut donner ces montants je n'y ai pas d'objection, mais qu'on les mette à la disposition du conseil de l'instruction publique qui en fera ce qu'il voudra.

L'honorable M. **Gagnon**.—L'idée de l'honorable député est tellement bonne que je l'en félicite et l'en remercie sincèrement. Il nous a rendu là, le plus grand service politique que nous ayons eu de nos adversaires depuis que nous sommes au pouvoir.

M. **Nantel**.—Je crois que le Gouvernement devrait rendre justice à ceux qui ont fait des demandes en même temps ou avant ceux qui vont avoir ces crédits. Une demande lui a été faite de la part d'une des jeunes villes les plus florissantes de la Province. Saint Jérôme a une population de 5000 âmes, et elle se trouve être la capitale commerciale de trois comtés. C'est le centre d'un grand mouvement de colonisation ; c'est le refuge d'un très grand nombre de personnes nécessiteuses qui viennent demander

aux citoyens de Saint-Jérôme leur hospitalité et leur aide, j'espère que cette demande sera entendue. Suivant moi, ces subventions devraient être distribuées proportionnellement à la population. Ce sont les grands centres qui ont le plus besoin de ces maisons de refuge, car les mendiants vont de préférence dans les endroits populeux. On y rencontre beaucoup plus de personnes appartenant aux classes laborieuses et c'est, par conséquent, la classe qui a le plus souvent besoin des secours que ces hôpitaux peuvent leur donner. Tous les ans les citoyens de Saint Jérôme font des sacrifices pour le maintien de ces institutions.

Si je considère la question au point de vue des maisons d'éducation, je trouve que le collège de Saint-Jérôme mériterait bien d'être aidé ; il compte au delà de 400 élèves. Je ne suis pas en faveur de ces octrois, et même dès 1883, j'ai pris la parole pour signaler et condamner cette tendance ; je n'ai pas craint de dire alors, que c'était un encouragement à la mendicité publique. Du train que nous y allons, bientôt il n'y aura pas une paroisse dans la Province qui ne voudra pas avoir son octroi sous une forme ou sous une autre, le prétexte importera peu.

Je suis logique avec moi-même, et j'ai exprimé cette pensée presque tous les ans, depuis que je suis en Chambre. Que le Gouvernement aide les œuvres d'un intérêt général mais qu'il laisse aux paroisses intéressées les œuvres d'un caractère tout local.

Le collège de Sainte-Thérèse est un monument pour la Province. Sait-on, M. le Président, ce qu'il nous a coûté ? Ce collège a coûté au delà de \$80,000, et ce sont les citoyens de Sainte-Thérèse, comme ceux du comté de Terrebonne ainsi que les anciens élèves qui ont fourni cette somme. Le Gouvernement a pu venir au secours de cette maison, car c'était un cas exceptionnel. Cette institution d'utilité générale, a été fondée par M. Ducharme, et son

existence date aujourd'hui d'au delà de 50 ans ; elle a fourni des hommes distingués au pays, entr'autres un Lieutenant-Gouverneur et plusieurs juges. Je compte dans cette Chambre cinq de ses anciens élèves.

L'honorable M. **Gagnon**.—Si on juge de la popularité d'un député d'après le montant que son comté a reçu, il est bien certain que l'honorable député va conserver son mandat jusqu'à sa mort, car, pas un comté n'a reçu plus que Terrebonne, soit pour les chemins de fer, soit pour la colonisation ou tout autre but. S'il y a un comté qui a coûté cher au pays, c'est bien celui-là.

M. **Nantel**.—Ce comté nous a donné aussi des hommes distingués.

M. **Bernatchez** — *député de Montmagny*.—J'espère que nous aurons nous aussi quelque chose dans le budget supplémentaire, car nous avons demandé de l'aide et nous n'avons rien reçu.

Le crédit est adopté.

La Chambre reprend sa séance.

Les résolutions concernant le contrôleur du revenu de la Province sont définitivement adoptées dans les formes réglementaires ; et un projet de loi basé sur ces résolutions, est déposé sur le bureau de la Chambre.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du samedi, le 2 Mars 1889.

SOMMAIRE :—Dépôt de projet de loi.—Déclaration de l'honorable M. Rhodes.—Observation de MM. Taillon, Turcotte et Flynn.—Rectification du compte-reddu du *Canadien* sur les remarques faites par l'honorable M. Taillon sur les asiles.—Suite de la discussion générale sur le budget : M. Casgrain.—Délibération en comité générale sur les crédits budgétaires : MM. Gagnon, Taillon, Shehyn et Rhodes.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LE DISTRICT JUDICIAIRE D'OTTAWA.

L'honorable M. **Turcotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi pour modifier le statut 49 50, chapitre 6, relatif au district judiciaire d'Ottawa.

M. le Président, en 1886 une loi a été passée par cette Législature, changeant le chef-lieu du district judiciaire d'Ottawa ; on se rappelle encore la longue discussion à laquelle ce changement a donné lieu. Finalement cette loi fut adoptée à deux conditions : premièrement, qu'il y aurait un aqueduc à Hull, afin de mieux protéger contre les incendies, les édifices publics que le Gouvernement y construirait ; secondement, que le comté de Pontiac, pourrait s'ériger en district judiciaire séparé, en s'imposant les dépenses nécessaires. L'une de ces conditions a été remplie ; et quant à l'autre, le comté de Pontiac ne s'en est pas prévalu, et de plus cinq ou six localités veulent avoir le chef lieu de ce comté. De plus encore, ceux qui étaient contre le changement

d'Aylmer à Hill, paraissent aujourd'hui convaincus que ce changement est nécessaire.

L'honorable M. **Taillon** —*député de Montcalm, chef de l'opposition.* — Est-ce qu'il y a eu des pétitions de présentées depuis 1886 ?

L'honorable M. **Turcotte.** — Non, mais j'ai eu occasion de voir ceux qui s'y opposaient dans le temps.

Ce projet de loi est adopté en première délibération.

DÉCLARATION DE L'HONORABLE M. RHODES.

L'honorable M. **Rhodes** —*député de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.* — Hier, j'ai eu l'honneur de faire la déclaration suivante, et j'ai demandé de bien vouloir l'inscrire au procès-verbal ; mais vu l'absence de l'honorable chef de l'opposition, et sur les représentations de certains de ses amis, je n'ai pas cru devoir insister. Je renouvelle ma déclaration, en demandant de nouveau son inscription au procès-verbal :

Je suis informé que l'honorable chef de l'opposition a dit, hier, que j'avais signé par complaisance, le rapport de la commission des asiles.

Je déclare que cette assertion est inexacte parce que je n'ai jamais fait de telle déclaration.

Je n'ai pas pour habitude de signer des documents importants, sans considérer les conséquences de mon acte.

Je demande de nouveau que cette déclaration soit inscrite au procès-verbal de la présente séance.

L'honorable M. **Taillon** —*député de Montcalm, chef de l'opposition.* — Je n'ai pas d'objection à laisser mettre cette déclaration dans le procès-verbal, à condition que l'on inscrive celle que je vais faire. Je demanderai à l'honorable

ministre de nous dire s'il a visité oui ou non les autres asiles, et s'il est allé à celui de Beauport ?

L'honorable M. **Turcotte**,—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—L'honorable chef de l'opposition pourra mettre, s'il le veut, sa déclaration dans les journaux de la Chambre, mais il ne s'agit pas de discuter pour le moment.

L'honorable M. **Taillon**. — Il s'agit d'abord d'une question de fait. Commençons par établir les faits et nous verrons ensuite. J'y consentirai si l'on me donne l'occasion de faire une contre-déclaration, et d'établir les faits de manière à ne pas passer pour un menteur, lorsque je n'ai dit que la vérité.

L'honorable M. **Flynn**,—*député de Gaspé*.—Il faudrait avoir une copie authentique des paroles de l'honorable chef de l'opposition pour justifier cette entrée dans les journaux de la Chambre. Or personne n'a ordonné, comme le veut le règlement, que M. le Greffier prenne note des paroles de mon honorable ami lorsqu'il les a prononcées. Je ne vois pas trop comment on pourra en sortir.

La demande d'inscription est suspendue.

LE COMPTE RENDU DES JOURNAUX.

L'honorable M. **Taillon**,—*député de Montcalm, chef de l'opposition*. — M. le Président, c'est la première fois de ma vie que je me lève en cette Chambre pour me plaindre des journaux. Mais je ne puis garder le silence en face du compte-rendu d'un journal que j'ai maintenant en mains. Je n'ai jamais prononcé les paroles que l'on trouve dans ce compte-rendu. Je n'ai jamais dit qu'on n'avait pas pris bien soin des aliénés ; et je n'ai jamais dit non plus que les évêques avaient déclaré que la loi violait les privilèges et l'autonomie des communautés religieuses. Encore moins ai-je dit que Monseigneur Laflèche était revenu sur ces

opinions-là. Au contraire j'ai dit qu'il était peut être le seul qui persistait à croire que la loi de 1885 violait les contrats. Je n'ai pas vu depuis Mon eigneur Lafleche, et jamais je ne lui ai parlé de cette question-là. Il ne serait donc pas juste de lui faire dire tout le contraire des opinions qu'il a toujours exprimées. Cette inexactitude se produit en matière grave, et c'est pourquoi je la relève. Il n'est pas nécessaire de faire connaître le nom du journal, le fait important est signalé et cela suffit.

LA DISCUSSION GÉNÉRALE SUR LE BUDGET.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération en comité général sur le projet de budget.

L'honorable M. Shehyn—*député de Québec est, trésorier de la Province.*—J'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme maintenant en comité des subsides.

M. Casgrain—*député de Québec.*—M. le Président, on sera peut-être surpris de me voir prendre la parole sur le budget, d'autant plus que je ne suis ni homme d'affaires, ni marchand, ni homme de chiffres. Je suis simplement un avocat, mais je crois qu'avec un peu d'intelligence, on peut comprendre cette question-là, aussi bien que l'honorable trésorier.

Il y a certaines choses qui doivent sauter aux yeux de n'importe qui en état de se rendre compte de ce que c'est que les finances. On a dû remarquer la légitime surprise que nous a causé le discours de l'honorable premier ministre. Lorsqu'il a pris la parole, il y avait quinze jours que l'honorable député de Montmorency avait prononcé un discours qui fera époque dans sa vie, et dans l'histoire parlementaire de la Province. Autrefois l'honorable premier ministre essayait de se moquer de l'honorable député de Montmorency, de le tourner en ridicule ; il nous

disait qu'il n'était pas capable de discuter des questions de chiffres, qu'il n'y entendait goutte en finance. Mais hier le premier ministre a commencé par avaler tout ce qu'il avait dit contre mon honorable ami. Il a reconnu que l'honorable député de Montmorency était le plus compétent à traiter des questions de finance. Je félicite le chef du Gouvernement de s'être amendé sans le concours du Conseil législatif, car il a maintenant une grande confiance dans cette Chambre, et d'avoir rendu justice à l'un de nos collègues.

Nous avons droit d'avoir une réfutation des critiques de l'honorable député de Montmorency. A-t-on essayé de nous en donner une ? Le pays s'attendait de voir l'honorable premier ministre se poser en quelque sorte comme expert entre l'honorable député de Montmorency et l'honorable trésorier, et faire peser la balance du côté de son collègue.

Il a commencé par dire que l'honorable trésorier nous avait annoncé un surplus de tant, et que de son côté l'honorable député de Montmorency avait prétendu qu'au contraire, il y avait un déficit de \$900,000. C'était le devoir de l'honorable premier ministre de prouver que la prétention de mon honorable ami était fausse, et que son trésorier avait raison.

L'honorable premier ministre avait eu le temps de voir ses chiffres et de chercher ses arguments puisqu'il y avait quinze jours que l'honorable député de Montmorency avait parlé. Pendant quinze jours nous avons attendu la réplique de l'honorable premier ministre, que nous voyions armé de gros livres, avec lesquels il devait écraser, pulvériser l'honorable député de Montmorency, et la montagne en travail a enfanté une souris. Cette lenteur à prendre la parole nous étonnait beaucoup, car le premier ministre n'a pas coutume d'être si à court de prétextes pour défendre ses amis. Est-ce

qu'il nous a prouvé que le discours de l'honorable député de Montmorency était faux et que les chiffres sur lesquels mon honorable ami s'appuyait pour dire qu'il y avait un déficit, n'avaient pas été puisés dans les documents officiels ? Au contraire il s'est attaché à démontrer que l'honorable député de Montmorency s'est trompé cette année comme les années précédentes ; ce n'est pas là du tout la question. Ces chiffres sont bons ou mauvais et il était du devoir de l'honorable premier ministre de nous prouver que ces chiffres étaient erronés. Au lieu de cela, il a passé tout son temps à faire une revue des discussions financières antérieures pour trouver des arguments. Je suis bien certain qu'il n'y a pas d'hommes aujourd'hui plus désappointé que l'honorable trésorier lui-même, qui avait vu toutes ses batteries les unes après les autres, lestement enlevées par l'honorable député de Montmorency, et son désastre est confirmé par l'inconcevable faiblesse du discours de l'honorable premier ministre. Le pays reste convaincu que l'honorable trésorier s'est trompé ou qu'il a trompé la Chambre, car son silence est accusateur . .

L'honorable M. **Shehyn**.—J'ai dit que je me proposais de répondre au discours de l'honorable député de Montmorency, et si je ne l'ai pas encore fait, c'est que le temps m'a manqué.

Il n'y a pas quinze jours mais dix jours seulement que ce discours a été fait.

M. **Casgrain**.—Cela prouve que ce discours valait quelque chose, puisqu'on a pris tant de temps pour y répondre. Voici le plus grand financier de la Province qui fait un discours, et l'un des membres de l'opposition qui le critique, et ce grand financier aidé de ses collègues et d'une armée d'employés ne peut lui répondre sur le champ, et a besoin de toute une semaine pour se préparer. C'est un spectacle inouï et qui ne fait guère honneur au parti ministériel.

Je crois que l'honorable trésorier est un marchand très habile, qu'il sait charger à ses clients des prix assez élevés pour avoir un surplus à la fin de l'année, mais lorsqu'il s'agit des finances du pays, je suis obligé de dire qu'il n'est pas à la hauteur de la réputation que l'honorable premier ministre a voulu lui faire.

L'honorable premier ministre a cité le *Shareholder* pour prouver que le pays était fort satisfait de l'honorable trésorier. Je regrette de dire que l'honorable premier ministre a tronqué cet article en ne le citant pas en entier.

Je vais lire une grande partie de cet article qui est en date du 22 février 1889. Voici ce que dit le *Shareholder*.

“ Le discours budgétaire du trésorier provincial, qui était attendu avec anxiété est devant le pays depuis quelques jours, et, il a été, il n'y a pas de doute, étudié soigneusement et analysé par ceux qui sont en état de lire et de penser par eux mêmes. L'honorable M. Shehyn avait une tâche à accomplir et il l'a fait avec habileté, et de cette manière lucide et pratique que l'on pouvait attendre d'un homme de son expérience et de ses connaissances. Ce discours est caractérisé par une lucidité qui met en relief les principaux traits et qui démontrent qu'il savait sur quoi il parlait. Il prétend que la Province a un surplus, et c'est là de soi quelque chose d'unique à Québec, car l'expérience des dernières années nous a montré des déficits permanents et croissants. L'augmentation est due à des recettes extraordinaires, mais le fait est que le revenu pour l'année excède la dépense, et c'est une cause de regrets que la perspective de l'avenir ne puisse justifier l'attente d'un résultat pareil pour les années à venir.”

C'est précisément, M. le Président, ce que nous avons toujours prétendu devant cette Chambre. Si l'honorable trésorier n'avait pas compté des recettes extraordinaires, dans les recettes ordinaires, il ne serait pas arrivé à un surplus.

Je ne veux pas entrer dans les détails, car, pas plus que l'honorable procureur général, qui nous a dit l'autre jour, qu'il n'était pas un homme de chiffres, je n'ai pas la prétention de me croire une autorité en finance. Comme on le voit, le *Shareholder* est loin de partager les vues de l'honorable trésorier.

Je veux attirer l'attention sur un fait très important : depuis un grand nombre d'années, les libéraux chantaient partout que nous faisions la ruine de la Province. L'honorable député de Soulanges qui paraît me prêter tant d'attention, qui était avec nous alors, se rappelle, je n'en doute pas, avoir entendu ses amis d'aujourd'hui dénoncer le parti conservateur, à propos des dépenses. Si les libéraux ont pu remporter certains comtés, c'est dû à cette question des dépenses. Les libéraux promettaient d'être bien plus économes que les conservateurs ; pour le prouver je n'ai qu'à citer une brochure qui renferme le programme libéral pour les élections de 1886. Lorsqu'on met les déclarations de ces messieurs en face de leurs actes d'aujourd'hui, on se rend mieux compte de l'audace avec laquelle ils ont jeté toutes ces promesses à l'eau. Cette brochure, au point de vue de ces messieurs est extrêmement bien faite. A la page 4 de cette brochure je trouve l'étrange assertion suivante :

“ Dans la Province de Québec, il serait impossible de s'attaquer trop ouvertement à l'existence de nos institutions locales. Aussi Sir John procède d'une manière dissimulée pour nous enlever ces institutions et faire disparaître notre Législature provinciale. Il sait bien que nous serons forcés de subir l'union législative, du moment que notre Gouvernement local se trouvera dans l'impossibilité de faire face aux dépenses et aux engagements de la Province, sans recourir à la taxe directe. Or, pour précipiter ce dénouement fatal pour nous, Sir John et ses séides d'Ottawa, se sont étudiés à nous imposer, dans la Province de Québec, des Gouvernements incapables ou extravagants, malhonnêtes

et dilapidateurs. Ainsi s'explique cette série d'administrations scandaleuses et impotentes que nous avons eues depuis un certain nombre d'années, surtout depuis 1879. A mesure qu'un ministère était écrasé sous le mépris, sous la haine bien légitime du peuple, un autre lui succédait pour continuer la même politique de gaspillages et d'opérations scandaleuses. Ainsi s'explique le passage successif au pouvoir, de M. Chapleau, de M. Mousseau et du Dr Ross ; celui-ci plus incapable et plus impotent que ses prédécesseurs, n'en est pas moins aussi malhonnête et aussi esclave de l'orangiste Sir John.

“ Nous affirmons donc que le parti au pouvoir mène la Province à une ruine assurée, et par conséquent à l'union législative, qui est destinée à consommer l'anéantissement de l'autonomie des Provinces. Afin qu'on ne puisse pas nous accuser d'exagérations ou de fausses représentations, nous allons prouver cette assertion en citant les paroles mêmes des chefs et des ministres conservateurs.”

L'honorable premier nous a dit qu'il ne s'était jamais pris au sérieux comme financier, cependant c'est lui qui faisait la critique des exposés financiers lorsqu'il était dans l'opposition. Je ne suis pas un financier moi non plus. Je suis avocat comme l'honorable premier ministre, comme M. Langelier, et comme l'était M. Bachand, qui ont été l'un et l'autre trésorier de la Province dans les cabinets libéraux. Mais si je ne suis pas marchand ni homme d'affaires, il me semble que je puis bien, en jetant un coup d'œil sur le budget et les comptes publics, constater que les promesses faites dans la citation que j'ai lue, n'ont pas été remplies par le Gouvernement actuel, comme du reste il en est de même pour toutes les autres questions. Après avoir trompé le peuple pour arriver au pouvoir, le Gouvernement a fait absolument le contraire de ce qu'il avait prêché dans l'opposition. D'après ce que j'ai lu dans la brochure libérale de 1886, il

appert que l'un des principaux arguments de nos adversaires pour demander la déchéance de notre parti, était de nous accuser d'extravagances et de dilapidations du trésor public. Dans cette citation, il y a plusieurs points à relever, et en passant, constatons que la politique des chemins de fer du parti conservateur a été suivie et endossée par le parti libéral lorsqu'il a fait voter à la dernière session, trois millions de piastres pour des chemins de fer, dont la plupart étaient de nouvelles entreprises.

En second lieu, on parle aussi dans cette brochure de la vente du chemin de fer du Nord. J'admire ici l'audace de l'écrivain pamphlétaire oubliant la conduite de son chef qui a refusé de condamner cette politique.

Mais continuons à établir quelle était la politique du parti libéral pendant qu'il était dans l'opposition. Aux pages 52 et 53, l'opposition formulait sa politique sur la question de l'emprunt, et sur la question de nouvelles taxes, voici ce que je lis :

“En opposition aux résolutions soumises à la Chambre par le trésorier Würtele, à l'effet d'imposer de nouvelles taxes, l'honorable M. Marchand secondé par l'honorable M. Mercier, proposa qu'il fut résolu : Que cette Chambre regrette que le Gouvernement ait recours à l'imposition de nouvelles taxes pour rétablir la position financière de cette Province, au lieu de recourir à une stricte et judicieuse économie dans les dépenses publiques.”

Cependant ces messieurs ne se vantent-ils pas aujourd'hui de percevoir cette taxe. Par cette proposition ne s'engageaient-ils pas à la rappeler le jour où ils arriveraient au pouvoir ?

A la page 60 je trouve encore la proposition suivante :

“ Pour ramener le Gouvernement au devoir et le forcer à respecter ses promesses d'économiser, l'honorable M.

Mercier, appuyé par M. Shehyn, proposa le 21 février la motion suivante :

“ Tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le Gouvernement, au lieu de pratiquer la plus stricte économie et de réduire les dépenses, propose de les augmenter, notamment celle du Gouvernement civil, pour lequel le Gouvernement demande \$37,671 de plus que le montant dépensé l'année dernière, et elle regrette aussi que le Gouvernement se propose d'avoir de nouveau recours à l'emprunt au lieu de chercher à mettre fin aux déficits annuels, par des moyens réellement efficaces.”

Le 27 mars 1882, une autre proposition était faite par ces messieurs, affirmant le même principe et la même politique. Qu'ont-ils fait depuis qu'ils sont au pouvoir ? Ont-ils réduit les dépenses du service civil, comme ils s'engageaient de le faire, en blâmant les conservateurs ? Non. Je ne trouve pas que les salaires soient trop élevés. Pour avoir de bons hommes, il faut leur donner le moyen de vivre.

Combien ces messieurs ne nous ont-ils pas attaqués à propos du salaire des ministres, cependant ils connaissent aussi bien que nous les dépenses que la politique entraîne. Obligé de donner tout son temps aux soins de la politique, il n'est que juste que les ministres reçoivent une juste compensation pour les pertes qu'ils font en abandonnant leurs affaires. Mais les libéraux ont fait autrefois des déclarations. Ces déclarations étaient-elles sincères ? Si elles étaient sincères, ils devaient les mettre en pratique lorsqu'ils sont arrivés au pouvoir, mais ils n'ont rien fait, et de là j'ai droit de conclure qu'ils n'étaient pas sincères. Ils ont donc trompé la Chambre et le peuple, et ne sont donc plus dignes de la confiance populaire.

Si on veut encore d'autres preuves des nombreuses promesses que ces messieurs faisaient, je référerai aux pages

89, 90, 158, 159 et 160 de la petite brochure que je tiens en mains.

Voilà donc quelle était la politique des libéraux telle que soumise par eux aux électeurs de cette Province en 1886. Ils trouvaient les dépenses trop élevées, extravagantes ; ils prétendaient que le pays était menacé de la ruine et de la banqueroute. Disons en passant que, lorsque l'honorable trésorier est allé à New-York pour négocier son fameux emprunt il a changé de ton. Il a imité l'exemple de Sir Richard Cartwright qui ayant passé son temps, lorsqu'il était dans l'opposition, à crier à la banqueroute, et qui, lorsqu'il allait à Londres, comme ministre des finances, disait que les finances du pays étaient florissantes. Il s'est donné le démenti à lui-même. Toujours la même politique : tromper le peuple, lui faire des promesses exprès pour y manquer ensuite.

Voyons quelles ont été les augmentations :

Intérêt de la dette, rachat et fraisd'administration, 1887-88	Augmentation.
\$1,103,710.94	
do 1885-86.....	\$ 977,760.32
	<u>\$125,950.62</u>
Législation 1887-88.....	\$ 228,994.88
do 1885-86.....	\$ 181,987.75
	<u>\$ 47,007.13</u>
Gouvernement civil 1887-88..	\$ 208,677.61
do 1885-86..	\$ 183,675.41
	<u>\$ 25,002.20</u>
Administration de la justice,	
1887-88.....	\$ 438,755.10
1885-86.....	\$ 363,746.48
	<u>\$ 75,008.62</u>
Police, 1887-88.....	\$ 19,090.00
do 1885-86.....	\$ 14,090.00
	<u>\$ 5,000.00</u>

Inspection des bureaux publics,	
1887-88.....	\$ 7,592.84
1885-86.....	\$ 6,337.33
	<hr/> \$ 1,255.51
Instruction publique 1887-88..	
do 1885-86..	\$ 354,219.80
	\$ 344,735.00
	<hr/> \$ 9,484.80
Institutions littéraires et scien- tifiques, 1887-88.....	
do 1885-86.....	\$ 11,739.78
	\$ 8,387.75
	<hr/> \$ 3,352.03
Arts et métiers, 1887-88.....	
do 1885-86.....	\$ 9,500.00
	\$ 9,000.00
	<hr/> \$ 500.00
Agriculture, 1887-88.....	
do 1885-86.....	\$ 97,700.00
	\$ 79,182.89
	<hr/> \$ 18,517.11
Travaux et édifices publics,	
1887-88.....	\$ 145,096.91
1885-86.....	\$ 82,584.40
	<hr/> \$ 62,512.51
Institutions de bienfaisance,	
1887-88.....	\$ 280,316.00
1885-86.....	\$ 267,776.00
	<hr/> \$ 12,540.00
Divers, y compris agent en France, commission des asiles, etc., 1887 88.....	
	\$ 105,714.32
Divers, y compris ingénieurs des mines, agent en France, etc., 1885-86.....	
	\$ 92,348.95
	<hr/> \$ 13,365.37

Département des terres de la			
couronne, 1887-88.....	\$	184,594.93	
do 1885-86.....	\$	130,000.00	
		<hr/>	\$ 54,594.93
Paiement par les officiers du			
revenu à même les percep-			
tions faites par eux, 1887-88.	\$	41,666.05	
do do 1885 86.	\$	26,531.79	
		<hr/>	\$ 15,134.26
Dépenses dites spéciales mais			
qui ne sont que des dépenses			
ordinaires : 1887-88.....			\$131,922.83
			<hr/>
Montant des augmentations.			\$601,147.02
Prisons de réforme, écoles de			Diminutions
réforme et industrielles,			
	1885-86.	\$ 94,332.27	
do do 1887-88.	\$	88,708.13	
		<hr/>	\$ 5,624.14
Immigration, 1885-86.....	\$	9,089.71	
do 1887-88.....	\$	7,300.00	
		<hr/>	\$ 1,789.71
Colonisation, 1885 86.....	\$	161,205.40	
do 1887-88.....	\$	87,500.00	
		<hr/>	\$ 73,705.40
			<hr/>
Montant des diminutions.....	\$	81,119.25	

Ainsi contre des augmentations au montant de plus de six cent un mille piastres, nous n'avons des diminutions que pour la somme de quatre-vingt-un mille, ce qui fait ressortir, comme les chiffres qui précèdent le prouvent, une augmentation de cinq cent vingt mille piastres.

Les augmentations de dépenses se chiffrent comme suit :

Gouvernement civil.....	\$25,250
Administration de la justice.....	38,561
Instruction publique, arts et métiers.....	12,727

et nous n'avons pas encore le budget supplémentaire ; cette année ce budget s'élevait à la somme de \$104,392, de sorte qu'il faut s'attendre à en avoir un autre pour l'année prochaine.

Comment veut-on que les ministres fassent des économies, ils ne savent pas ce qui se passe dans les départements. Tout le monde se rappelle ce qui s'est passé dans l'une de nos dernière séances. Il s'agissait d'expliquer la diminution dans le montant demandé pour l'administration de la justice. L'honorable procureur général disait qu'il n'était pas un homme de chiffres, et pour se tirer d'embarras il fit appel à son trésorier. Celui-ci nous déclara qu'il ne connaissait rien dans les palais de justice. Résultat net : la Chambre a été cette journée-là, convaincue que le budget était une simple aventure pour les ministres ; qu'on avait aligné les chiffres au hasard sans connaître du tout le résultat vrai et final. De tout ceci, je tire la conclusion suivante : s'il est vrai comme le dit la brochure libérale que Sir John Macdonald veut imposer l'union législative en conduisant les Provinces à la ruine, c'est lui qui a dû choisir le Gouvernement actuel.

La Chambre siège en comité général.

L'honorable M. **Taillon**.—Je vois plusieurs crédits pour des objets de charité ; la distribution qui est faite de ces octrois n'est pas tout à fait juste. Aux comtés qui ne demandent rien le Gouvernement ne va pas leur en offrir. Ainsi, mon comté ne figure pas au budget, je ne voudrais pas dire : qu'on me donne quelque chose et je me taierai, car alors j'agis par complicité. Cependant je profiterai de

cette occasion pour recommander au Gouvernement qu'il n'oublie pas le comté de Montcalm, quand il distribuera l'argent voté pour la colonisation.

L'honorable M. **Rhodes**—*député de Mégantic, commissaire de l'agriculture et de la colonisation*.—La Chambre peut être certaine que nous ne ferons pas de politique ni avec l'agriculture ni avec la colonisation. Nous voulons tenir ces deux causes en dehors de cette influence.

Divers crédits sont adoptés.

La séance est levée.

— 1974 —

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Séance du lundi, le 4 mars 1889.

SOMMAIRE: Proposition de l'honorable M. Blanchet au sujet du fonds d'emprunt municipal.—Proposition concernant les démissions de certains membres du conseil de l'instruction publique: MM. LeBlanc et Mercier.—Proposition concernant les marchands de bois qui font des billots sur les lots des colons malgré la défense du département des terres de la couronne: MM. Pelletier, Duhamel, Flynn et Nantel.—Proposition concernant la correspondance échangée entre le Gouvernement et M. Van Barneveld: MM. Flynn, Duhamel, Mercier, Picard et Martin.—Proposition concernant l'exposition universelle à Montréal en 1892: MM. David, Flynn, Mercier, Faucher de Saint-Maurice, Lynch, Lussier et McShane.—Proposition relative à la nomination d'une commission pour la refonte du code de procédure civile: MM. David, Lynch, Turcotte et Flynn.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et demie.

LE FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL ET LES PAROISSES DE SAINT-VICTOR ET DE SAINT-EPHREM DE TRING.

L'honorable M. **Blanchet** — *député de Beauce*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie des enquêtes, correspondance et autres documents adressés au Gouvernement par des contribuables et autres personnes des paroisses de Saint-Victor et de Saint-Ephrem Tring, dans le comté de Beauce, au sujet du fonds d'emprunt municipal.

M. le Président, je fais cette proposition afin de réunir ensemble une foule de papiers qui ont été transmis au Gouvernement depuis un grand nombre d'années.

Je ne répèterai pas les remarques que j'ai déjà faites à la Chambre, car je suis satisfait des déclarations du Gouvernement. \$20,000 ont été empruntés par ces municipalités, et la plus grande partie de cette somme a été employée à faire un chemin de colonisation. Cette grande voie part de Saint-François, atteint le lac Saint-François et de là se prolonge jusqu'au lac Mégantic. Lorsque ce prêt a été contracté il n'y avait pas d'argent de voté pour ces chemins de colonisation, aussi on disait aux gens de ne pas manquer le coup de prendre cet argent à la place. Les cantons de Tring ont payé \$10,800 à compte sur l'emprunt ; je crois que c'est vers 1861, quelques années avant la confédération. Je crois que cette somme a été prise à même l'indemnité seigneuriale. Je désire avoir ces papiers pour voir s'ils sont bien complets.

La proposition est adoptée.

LA DÉMISSION DE CERTAINS MEMBRES DU CONSEIL
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

M. **LeBlanc**.—*député de Laval*.—En l'absence de l'honorable député de Montcalm, chef de l'opposition, j'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement ou aucun de ses membres, et de tout membre du conseil de l'instruction publique, concernant la démission de tel membre du conseil depuis le 27 janvier 1887.

M. **LeBlanc**.—*député de Laval*.—M. le Président, le 27 décembre dernier, la *Gazette Officielle* nous apportait l'étrange nouvelle de la démission de certains membres du conseil de l'instruction publique, et la nomination de leurs successeurs. J'ai été, comme tout le monde du reste, surpris d'apprendre la retraite de l'honorable M. de Boucher-

ville, qui faisait partie de ce conseil depuis un grand nombre d'années. Les principes de ce monsieur, principes qui sont bien connus en matière d'éducation en faisaient l'un des membres les plus utiles de ce conseil ; cette utilité est devenue encore plus grande, le jour où on a décidé de remettre sous le contrôle exclusif de ce corps toutes les questions d'éducation.

La rumeur irait à dire que, jusqu'à un certain point, l'honorable M. de Boucherville, qui a été remplacé par un homme que je respecte, n'aurait pas laissé le conseil de l'instruction publique de sa propre initiative. Dans tous les cas, cette correspondance établira si la rumeur est vraie ou fausse.

A cette première partie, je ne ferai pas trop d'objection, bien que je ne puisse m'empêcher de blâmer le Gouvernement de s'être dispensé des services de l'un des membres le plus distingué de ce conseil. Mais l'autre partie est bien plus importante. Un autre membre a été nommé, dont les tendances sont bien connues. Cet homme a été appelé à remplacer l'honorable juge Routhier. Les tendances de cet homme sont peut-être ce qu'il y a de plus condamnable chez lui. A ce point de vue la nomination de M. Langelier soulève l'une des plus graves questions. J'y vois, ainsi que beaucoup d'autres l'ont vu comme moi, une malheureuse tendance de la part du Gouvernement à vouloir glorifier le libéralisme, ce qui est tout le contraire des professions de foi faites par les ministres depuis qu'ils sont au pouvoir. A plusieurs reprises l'honorable premier ministre nous a fait des déclarations de principes, et si déjà il les a oubliées, c'est bien de mauvais augure pour l'avenir du pays. L'honorable premier ministre, peut trouver à redire, mais il n'empêchera pas le public et cette Chambre de constater qu'il y a une grande différence entre ses déclarations de principes et cette nomination. M. Langelier est libéral, et comme je suis conservateur, il va sans dire, que je ne partage pas ses opinions.

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province.* — Vous, un conservateur ! oh ! non, vous êtes un radical, et de la pire espèce encore !

M. **LeBlanc.** — En quoi et comment ? . . . L'honorable ministre veut sans doute badiner ? . . . Tout le monde connaît les efforts de M. Langelier pour nuilifier l'influence du clergé dans les élections. On sait comment les libéraux et la presse qui les appuie, traitait cette influence. Les amis nationaux du Gouvernement ont exprimé leur surprise en apprenant cette nomination. Ils y ont vu un danger, au point de vue de la parfaite orthodoxie. Je ne dis pas que M. Langelier ne se laissera pas dominer par le haut clergé avec lequel il va siéger dans ce conseil, mais il n'en est pas moins vrai que ses principes ne sont pas vus d'un bon œil par une bonne partie de la Province.

Avant de le nommer, le Gouvernement aurait dû songer aux antécédents de ce Monsieur, il aurait dû songer au blâme qu'il ne manquerait pas de recevoir de toute la presse conservatrice. Nous voulons savoir quelle espèce de Gouvernement nous avons. Nous voulons savoir si c'est un Gouvernement libéral ; peu importe l'insigne dont il se couvre, c'est la qualité de la marchandise qu'il faut voir.

A plusieurs reprises, l'honorable secrétaire de la Province nous a dit que c'était bien le parti libéral qui était au pouvoir, tandis que l'honorable premier ministre s'est empressé de corriger la vivacité de ces déclarations, bien qu'il ne cesse de manifester ses tendances libérales aussi souvent que les circonstances le lui permettent.

Il est dans l'intérêt du pays de savoir si oui ou non, c'est un Gouvernement libéral que nous avons, ou si c'est un Gouvernement conservateur bien qu'il se donne comme rationnel, car les idées conservatrices sont partagées par la grande majorité de la population.

Je n'ai pas été peu surpris de lire ce qu'a dit la *Vérité* à propos de cette nomination. L'article porte le titre : " Une nomination déplorable, " et se lit com me suit :

" On annonce la démission de l'honorable M. de Boucherville et de M. le juge Routhier, comme membres du conseil de l'instruction publique et la nomination subséquente des honorables MM. Masson et Langelier pour les remplacer.

" Nous ignorons entièrement les motifs qui ont engagé l'honorable M. de Boucherville à prendre cette détermination, mais nous regrettons infiniment qu'il n'ait pas cru devoir occuper plus longtemps ce poste important étant donné l'institution, d'autant qu'il se trouvait déjà, parmi ses collègues, trop d'hommes dont les principes, en matière d'instruction publique, ne sont rien moins que sûr et rassurants.

" Mais ce qui rend ce fait encore plus déplorable, c'est qu'il coïncide avec l'entrée de M. Langelier dans le conseil. Nous avons déjà eu occasion de dire ce que nous pensons de ce personnage, et nos lecteurs n'ont pas dû l'oublier et d'ailleurs, la complaisance avec laquelle notre confrère du *Courrier du Canada* reproduit, de temps en temps et ces jours derniers encore, ce tain petit article publié dans la *Vérité*, en septembre dernier, pourrait nous dispenser de nous répéter. Nous ajouterons cependant que, moins encore que dans le ministère, nous n'aimons à voir M. Langelier dans le conseil de l'instruction publique ; le héros des contestations d'élections pour *influence indue cléricale*, en notre pays, ne nous paraît pas apte à délibérer sur un sujet d'une importance aussi vitale pour l'avenir moral de nos populations. M. Mercier ne pouvait faire un plus mauvais choix, et nous ne saurions lui en témoigner trop vivement notre désapprobation. Là encore il s'est laissé guider par de faux amis, contre lesquels nous n'avons cessé de le mettre en

garde, et qui finiront par le ruiner entièrement s'il n'a pas le courage de les bannir de son entourage. »

Je suis de l'opinion de ce journal sur cette question-là. On nous permettra bien de regretter qu'une nomination aussi déplorable ait été faite. M. Langelier passe pour être un assez bon avocat, et de plus, est maire de Québec. Il s'est distingué dans les procès pour influence indue de la part du clergé, en matière électorale. Personne ne peut nier que c'est un libéral avancé, et en le nommant le Gouvernement n'a-t-il pas failli à son devoir envers les conservateurs nationaux. Je ne parle pas ainsi dans le simple but de récriminer, oh ! non, ce temps-là est passé.

Immédiatement après les élections, il n'était pas surprenant que nous trouvassions étrange l'alliance qui s'était faite alors entre certains conservateurs et le parti libéral. Je veux croire qu'il y a un certain nombre de conservateurs nationaux qui ont agi avec sincérité. Maintenant que l'on peut réfléchir froidement sur ces questions-là, il est possible de reconnaître qu'il y a un grand nombre de personnes qui ont agi de bonne foi tant sur la question Riël, point de départ, que sur ce qui a suivi cet événement.

Nous allons voir à présent avec quelle fermeté les nationaux vont défendre leurs principes, S'ils ont été sincères, ils vont nous le prouver. On va voir s'ils vont suivre la *Vérité*. Il n'y a pas un organe qui se soit montré plus véritablement indépendant ; il n'a rien reçu du Gouvernement, c'est là peut-être le meilleur criterium par lequel on peut reconnaître la vraie indépendance. Ce journal a voulu éloigner de lui tout ce qui pouvait mettre en doute sa parfaite liberté, et dans ce cas, son opinion n'en a que plus de poids. Quand nous aurons la correspondance, la *Vérité* et les autres journaux pourront en dire plus long sur cette nomination.

Il paraît que le Gouvernement aurait pris sur lui d'écrire à un certain nombre de membres du conseil de l'instruction publique d'une façon assez cavalière, pour les mettre dans la position d'offrir leur démission, tout cela pour arriver à libéraliser ce conseil.

Je voulais attirer l'attention du public sur ces faits qui prouvent les tendances regrettables du Gouvernement. Il ne peut maintenant rester de doute sur ce fait-là, si à ces nominations on joint celles que le Gouvernement a faites au Conseil législatif. M. Pacaud, nommé par les ministres actuels, a été qualifié d'avocat du diable par l'*Etendard*, journal ministériel.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*.—Vous devriez, M. le Président, nous épargner le désagrément d'entendre ces remarques déplacées. Il s'agit du conseil de l'instruction publique et nous voilà rendu au Conseil législatif.

M. le **Président**.—On peut parler de tout ce qui se rapporte à la proposition qui est devant la Chambre ; je croyais que l'honorable député arrivait à la question.

M. **LeBlanc**.—Je voulais démontrer que la tendance du Gouvernement était de faire triompher le libéralisme et qu'il s'agit d'une question de principe. Après avoir reconnu civilement les Jésuites, acte légitime et juste en soi, il se lance dans le courant du libéralisme. Le Gouvernement veut faire de la Province de Québec une province libérale, et ceci prouve qu'il n'est plus ce qu'il professait être à son arrivée au pouvoir.

M. le **Président**.—On doit se rappeler qu'il y a un article du règlement qui veut que l'orateur s'en tienne au sujet en discussion. Je ne suis en état de contrôler les intentions de l'honorable député, mais j'espère qu'il arrivera bientôt à démontrer la nécessité de sa proposition, et qu'il s'en tiendra à cela.

M. LeBlanc.—M. le Président, j'ai vu qu'une mauvaise nomination avait été faite, et c'est pour me renseigner complètement que je désire avoir la correspondance afin de faire voir de plus en plus la tendance du Gouvernement. Quand bien même ces messieurs qu'on a remplacés au conseil de l'instruction publique, se seraient absentés quelques fois, ce n'est pas une raison pour les forcer en quelque sorte de se démettre, car on sait que les évêques, se font toujours un devoir d'être présents.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—M. le Président, tout le monde regrettera l'absence de l'honorable chef de l'opposition, car s'il eût été présent nous aurions eu quelque chose de mieux que le discours que nous venons d'entendre. L'honorable député a réussi à ennuyer la Chambre pendant une bonne demi-heure. Je me demande toujours quel peut bien être le but de nos adversaires en faisant de ces discours contre le temps, car ce n'est rien autre chose que cela. Il me semble qu'il y a assez de gens intelligents dans l'opposition, pour que l'on n'ait pas recours à cette tactique. Ce n'est pas de nature à relever le prestige de cette Chambre et à la maintenir à la hauteur qu'elle doit occuper dans l'esprit de la population. Il est évident que l'honorable député de Laval en veut à M. Langelier. Pour quoi? Je ne le sais pas. Ce n'est pas raisonnable d'entretenir la Chambre aussi longtemps de ces mesquines rancunes. Il a tort d'attaquer M. Langelier avec si peu d'esprit, ça ne décidera pas les messieurs de la droite à lui en vouloir. En l'entendant parler de tendances radicales, cela m'a rappelé une petite histoire électorale.

Il s'agissait d'une élection dans le comté de Portneuf; il y avait là, par hasard, un individu de la force de l'honorable député de Laval. Je dis par hasard, car ce n'est pas tous les jours qu'on rencontre de semblables individus.

✓ Donc cet individu se présente dans une bonne famille canadienne ; le père et deux garçons, avaient droit de vote. Il croyait que le meilleur moyen de les empêcher de voter pour M. Langelier, c'était de le leur montrer comme un homme à mauvais principes. Il dit à la femme, que si M. Langelier était élu, il détruirait la religion ; que s'il arrivait en Chambre, elle marcherait dans le sang des prêtres et des sœurs jusqu'aux genoux. La femme hésita d'abord, si recueillit un instant, puis dit d'un ton bien décidé : " Eh bien nous nous chausserons pour. " (rises) Il y a longtemps que le pays est chaussé pour entendre des balivernes comme celles du député de Laval. C'était bon autrefois, mais aujourd'hui ça ne prend plus, il n'y a que les gens à esprit étroit et mesquin qui soulèvent ces questions maintenant. Il n'y a pas un homme qui croit que M. Langelier est un citoyen dangereux. Il est professeur dans une de nos grandes institutions d'éducation et il y a bientôt sept ans qu'il est élu par acclamation, maire de cette ville. S'il y a un homme qui a le respect de tous, c'est bien M. Langelier, et ce ne sont pas les attaques du député de Laval, qui vont l'amoin drir dans l'estime publique. Il en a vu bien d'autres.

Maintenant j'en viens à la question. Nous avons constaté qu'il y avait un certain nombre de membres du conseil de l'instruction publique, qui n'assistaient pas aux séances. D'après la loi, les évêques peuvent se faire représenter et voter par procureur, mais ce privilège n'est pas accordé aux laïques. Cette différence met ces derniers sur un pied d'infériorité, d'où il suit que la présence des laïques a une très grande importance. L'honorable secrétaire de la Province a attiré l'attention du Gouvernement sur ce point là, et il a été prié d'écrire à ces membres du conseil de l'instruction publique, et de leur demander s'ils croyaient bien dans leur conscience, remplir leurs devoirs. Deux ont

offert leur démission qui a été acceptée, et la correspondance continue avec les autres.

Nous avons nommé les deux remplaçants dans la personne des honorables MM. Masson et Langelier. L'un et l'autre font honneur à la Province, et lui rendront, je n'en doute pas, d'importants services.

J'avoue que la désapprobation de l'honorable député de Laval me laisse parfaitement indifférent, et que je ne le consulterai pas à l'avenir sur les nominations que nous aurons à faire ; nous les ferons au meilleur de notre connaissance. La Chambre pourra nous blâmer, mais pour le faire, elle exigera d'autres lumières que celles que peut lui fournir l'honorable député de Laval.

La proposition est adoptée.

LA COUPE DU BOIS SUR LES LOTS DES COLONS.

L'honorable M. **Pelletier**—*député de Dorchester*.— J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre, copie de la correspondance, au sujet des marchands de bois qui font des billots sur les lots des colons malgré la défense du département des terres de la couronne.

M. le Président, j'attire l'attention du Gouvernement sur la manière dont les marchands de bois traitent les colons pauvres. Certains marchands se permettent d'entrer sur les terrains des colons, et coupent le bois sans les indemniser, et même malgré l'avis de ces colons. Certains cas de ce genre se sont présentés dans mon comté. Les colons ont fait tirer les lignes pour savoir quelles étaient les limites de leur terrain, et à la demande de ces colons, le Gouvernement a écrit aux marchands, leur défendant de couper du bois et d'aller sur ces terrains. Cet ordre, donné du temps où l'honorable député de Biome était commissaire des terres

de la couronne, n'a pas été respecté. La défense et les avis n'ont servi de rien ; les marchands se sont emparés du bois, et les colons ont été obligés d'aller devant les cours de justice pour obtenir leur bois.

Ces marchands de bois sont des personnes qui ne sont pas propriétaires dans la Province. Le département aurait dû protéger les victimes de ces spéculateurs. Les colons ont demandé que le prix de double coupe payé par les marchands fut appliqué au remboursement de la valeur de ces bois pris illégalement, mais l'honorable député de Brome a refusé. J'espère que le Gouvernement va y voir. Beaucoup de ces colons ont été obligés d'émigrer à cause des pertes qu'ils ont ainsi éprouvées.

L'honorable M. **Duhamel**—*député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—Il y a eu des plaintes depuis un grand nombre d'années, mais il serait assez difficile de mettre ces papiers devant la Chambre, surtout quant à ce qui concerne les cas réglés. Les colons peuvent se protéger en saisissant le bois coupé illégalement.

Il ne faut pas non plus que les colons soient trop exigeants. Le fait est qu'on en est rendu à vouloir que le Gouvernement se charge de leurs procès. Si nous en venions à une telle décision, il n'y aurait pas assez d'avocats dans le pays, pour suffire à la besogne. Je suis bien décidé à faire tout en mon pouvoir pour les protéger. Je verrai s'il y a lieu de recourir aux moyens que nous offre l'imposition de la double coupe.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.—Le billet de location donne au colon le droit de poursuivre, et il peut prendre action contre tous ceux qui empiètent sur son lot, on croyait le contraire, mais il n'en est pas ainsi. Il y a des personnes qui croient que le Gouvernement devrait intervenir à tout propos. Le Gouvernement peut aider, mais il ne peut aller au delà. Quelques fois l'intervention du Gou-

vernement a du bon auprès de l'agent, qui à son tour intervient auprès du marchand de bois. Cette intervention a toujours une grande importance, mais le colon doit poursuivre le marchand de bois, s'il veut se protéger complètement. Le colon a toujours le droit de demander un billet de location régulier.

M. Nantel—*député de Terrebonne*.—Comme question légale, le Gouvernement ne peut empêcher les marchands de bois d'empiéter sur les lots des colons, et dans ce cas, le colon est obligé de faire borner son terrain. C'est une nouvelle charge à ajouter à toutes celles qu'il a déjà pour obtenir justice. Si le colon veut faire payer son bois, il lui faut le faire mesurer, c'est une dépense très considérable pour lui. Le mesureur de bois n'est pas toujours sur les lieux, et quelques fois il est même assez éloigné. Le Gouvernement serait justifiable d'intervenir s'il trouvait un moyen de prévenir ces empiètements et d'imposer la plus grande pénalité possible, sinon le double du prix de coupe.

Je ne crois pas que le Gouvernement ait le droit d'abandonner même les droits de coupe, pour indemniser les colons, comme l'a suggéré l'honorable député de Dorchester.

L'honorable M. **Duhamel**.—Comme l'a dit l'honorable député de Gaspé, le colon est le propriétaire absolu du bois, mais le Gouvernement pourrait peut-être imposer une pénalité pour punir ces empiètements, qui donnerait aussi le droit de faire une certaine remise aux colons.

M. Nantel.—Il ne peut être question du passé ; c'est pour l'avenir.

L'honorable M. **Pelletier**.—L'honorable député de Terrebonne dit que le Gouvernement ne peut imposer double coupe, et en donner une au colon comme indemnité. Je suis d'un avis contraire. Si le Gouvernement

imposait par exemple trois coupes, il lui en resterait deux et l'autre irait aux colons.

M. Nantel.—Tout cela peut, plus ou moins, faire pour l'avenir, mais ne peut pas être appliqué au passé.

L'honorable **M. Flynn.**—Je n'ai pas fait allusion à certains droits des porteurs de licences.

L'honorable **M. Duhamel.**—C'est évident. Pour les raisons que j'ai déjà données, j'espère que l'honorable député de Dorchester consentira à retirer sa proposition.

La proposition est retirée.

NOMINATION D'UN GARDE-FORESTIER A GASPÉ.

L'honorable **M. Flynn.**—J'ai l'honneur de proposer qu'une adresse soit votée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre, copie de toutes les requêtes, de toute correspondance et de tous rapports et arrêtés en conseil en la possession du Gouvernement, au sujet de la nomination de garde-forestier ou de surintendant de garde-forestier, pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le premier février 1887.

On a appris sans doute qu'un certain marchand de bois de Gaspé a été nommé garde-forestier. Je regrette cette nomination en me plaçant au triple point de vue du trésor, du public et du comté de Gaspé. C'est une très mauvaise nomination à tous les points de vue.

Je n'en savais rien, lorsqu'il y a deux ou trois jours, j'ai reçu des lettres m'informant qu'il était nommé. Ce monsieur est marchand et fait commerce de bois, c'est par conséquent un rival pour les autres marchands de cette partie de la Province. En 1888, ce monsieur a été mis en demeure de payer un compte pour droits de coupe qu'il devait au département. Un autre marchand **M. Kennedy**, a été mis

lui aussi en demeure de payer un compte semblable. Le nouveau garde-forestier est un agent politique très actif, et grâce à cela, je suppose, s'est fait dispenser de payer le montant qu'il devait, bien que M. Kennedy ait dû payer ce qu'il devait, quoiqu'ils fussent l'un et l'autre dans les mêmes circonstances. Je serais très heureux d'apprendre que le favori du Gouvernement a été contraint, après coup, de payer. Leurs cas étaient identiques. L'agent a insisté pour que les deux payassent, mais une influence politique est intervenue, et le monsieur n'a pas payé. A part ces faits là, graves en eux-mêmes, ce monsieur n'est pas dans une position telle qu'il puisse être impartial. Si le Gouvernement était d'opinion qu'il fallait un autre garde forestier, je regrette qu'il n'ait pas choisi une autre personne. Mes correspondants expriment leur surprise de voir un marchand important comme celui-là, accepter la place de garde-forestier, et j'ajoute que par sa conduite passée je ne puis avoir la moindre confiance dans son impartialité.

Pour prouver que cet homme s'occupe activement de politique, je dirai que, dans un certain groupe, dans le comté, on le désigne déjà comme candidat aux prochaines élections, et il s'est même rendu à la rivière au Renard, s'annonçant partout comme candidat. Il fait une cabale continue. Comme on le voit, ce n'est pas une nomination convenable. Ce qui me surprend davantage, c'est qu'il ait accepté une telle position. Ce n'est pas dans ses occupations ordinaires, car il est marchand. Je ne vois qu'une raison qui ait pu motiver son acceptation, c'est que cela lui donne plus de facilité pour faire la cabale contre moi.

Je ne veux pas accuser l'honorable commissaire des terres de la couronne, mais je lui dirai que cette nomination est très mal notée à Gaspé, et il verra si je le trompe en temps et lieu.

L'honorable M. **Duhamel** — *député d'Iberville, commissaire des terres de la couronne*.—Le fait que ce monsieur pourrait être candidat, ne l'empêche pas d'être nommé garde-forestier, et même, cela ne prouve pas qu'il s'occupe de politique. Mais s'il est marchand de bois il ne peut être garde-forestier, cela est évident, quand bien même il serait assez honnête pour faire les choses comme il faut, son impartialité serait toujours mise en doute.

Quant au fait de la nomination elle-même, je ne connais pas cette partie du pays ; je suis bien obligé de prendre mes informations là où je les trouve. C'est M. Annett qui m'a dit que l'ancien garde-forestier ne pouvait faire son ouvrage vu son grand âge et je n'ai pas voulu le destituer ; l'ancien garde-forestier fait ce qu'il peut, et le nouveau fait le reste.

L'honorable M. **Flynn**.—J'ai dit qu'il faisait le commerce de bois comme les autres marchands de cette partie du pays. Comment se fait-il qu'on ait contraint M. Kennedy à payer son compte, et qu'on n'ait pas fait la même chose pour ce monsieur ? Là les marchands achètent du bois des colons et l'exportent à Québec.

Je n'ai pas dit que ce monsieur était tellement populaire que tout le monde le demandait comme candidat, j'ai dit qu'il se donnait comme tel.

On a posé le principe que les employés publics ne doivent pas s'occuper de politique, et j'aime à croire qu'on ne fera pas des nominations exprès pour que ces employés travaillent contre moi

L'honorable M. **Gagnon** — *député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la Province*.—Il en reste encore trop qui se mêlent de politique contre nous et pour vous.

L'honorable M. **Flynn**.—Je demande pour moi l'application de la même règle qu'on a faite pour tout le monde. Nous avons dit que les employés publics ne devaient pas

s'occuper de politique et il faut que cette règle s'applique à tous indistinctement.

L'honorable M. **Mercier**—*député de Saint-Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif*. — M. le Président, je ne savais pas que ce Monsieur était nommé. J'en suis enchanté. Je l'ai vu lors de ma visite dans la Gaspésie et je puis dire que c'est un homme très compétent et qui m'a paru très intelligent. J'avais compris que c'était un marchand de bois, mais sur renseignement pris, je puis dire que c'est un marchand qui fourni aux pêcheurs, comme il y en a bien d'autres dans cette partie de la Province. Le commerce de bois se fait par ceux qui ont des licences et qui achètent le bois coupé par les colons. Avec ce bois, on fait des tinettes, des barils pour saler le poisson.

L'honorable député de Gaspé dit que ce Monsieur se mêle de politique et qu'il va être candidat. Nous n'avons jamais rien dit qui nous empêche de nommer un homme qui s'est occupé de politique. Quand à être candidat, nous ne le savons pas. Quand il le sera, il sera traité comme les autres employés qui s'occupent de politique.

L'honorable député de Gaspé prétend que cette règle a été approuvée par les deux partis. Aujourd'hui on proclame la sagesse de la règle qui défend aux employés publics d'intervenir dans les luttes électorales, mais lorsque nous étions dans l'opposition nos adversaires ne prêchaient pas cette doctrine. Ils allaient jusqu'à donner ordre aux députés ministres de faire voter, en faveur du Gouvernement, les employés lors des élections générales de 1886. Je sais que ces paroles ont une portée très grave, aussi suis-je en état d'en prouver la vérité, au besoin. Ce sont des employés qui me font maintenant ces confidences, en me remerciant de leur avoir ôté le droit de vote.

Si le nouveau garde-forestier à Gaspé, se mêle de politique, il partira et bien d'autres avec lui. Il y en a ici

même qui se mêlent d'écrire dans les journaux, et avant longtemps, ils partiront.

M. Picard—*député de Richmond et Wolfe*.—L'honorable premier ministre n'a pas besoin de jouer à la vertu indignée ; tout le monde sait bien qu'il fait intervenir les employés publics quand cela fait son affaire. Ces Messieurs donnent de l'emploi à tous ceux qui ont contribué à leur succès. Quand le Gouvernement conservateur a déclaré que les employés publics ne devaient pas se mêler de politique, il était sincère. Il a pu arriver que quelques uns d'entre eux s'en soient mêlés, comme cela arrive dans ce Gouvernement, mais jamais ça n'a été un système.

Je vous le demande, M. le Président, est-il convenable de nommer un marchand qui fournit toute espèce d'effets aux pêcheurs et aux colons ? Ce marchand de bois aura un avantage sur les autres marchands et pour avantager ses clients, il laissera passer des quantités de bois, en fermant les yeux discrètement. Si on lui fait des reproches il répondra qu'il n'a pas vu ce bois.

Par cette nomination, vous favorisez ce marchand-là et vous le mettez dans la position de ne pas vous rendre compte, et il protégera les colons qui sont ses clients, au détriment du trésor public. Si cet homme se mêle de politique, comment pourra-t-il faire son devoir ? Vous avez fait une mauvaise nomination, et vous avez nommé cet individu que pour le faire promener aux frais du trésor public et pour préparer sa candidature.

M. Martin—*député de Bonaventure*. — L'honorable député de Gaspé n'a pas dit que ce monsieur était propriétaire de concessions forestières, ni qu'il exploitait une telle concession, c'est un homme qui achète des dormants et qui fait un commerce considérable pendant l'hiver.

Cette nomination est une injustice considérable pour les autres marchands, et quand l'honorable premier ministre

dit qu'il ne voit pas là d'inconvénient, il se trompe grandement. Ce genre de commerce est un des plus considérables, de la côte gaspésienne.

Cet homme pourra avoir des dormants, principal article de son commerce, sans payer les droits du Gouvernement ou du moins il ne les paiera que s'il le veut. Les gens iront lui porter leur bois parce qu'ils espèreront avoir plus, à raison du fait qu'ils compteront ne pas payer les droits.

Quand l'inspecteur des gardes-forestiers dans le comté de Bonaventure a été nommé et depuis que cette rumeur a cours, plusieurs citoyens m'ont écrit, me disant que le monsieur en question fait le commerce de dormants, je ne m'en suis pas occupé, car alors il ne faisait pas ce commerce.

L'honorable M. **De hamel**.—Il a été prouvé que cette accusation était fausse ; je crois que le cas de Gaspé est le même que celui de Bonaventure. Quant à ce qu'a dit l'honorable député de Gaspé à propos de favoritisme, je vais m'en occuper et justice sera rendue à qui de droit.

L'honorable M. **Flynn**.—L'automne passé, j'ai appris qu'on avait envoyé des comptes pour coupe de bois au monsieur que vous avez nommé garde-forestier, cela prouve qu'il faisait le commerce de bois.

La proposition est adoptée.

A six heure la séance est levée.

(Séance du soir.)

EXPOSITION UNIVERSELLE A MONTRÉAL

M. **David**—*député de Montréal-est*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance relative au projet de faire coïncider une grande exposition universelle à Montréal en 1892, avec le 400^e anniversaire de la découverte de l'Amérique, le

250^e anniversaire de la fondation de Montréal et le 50^e anniversaire de l'établissement du gouvernement responsable dans le Canada, et aux moyens à prendre pour célébrer dignement et utilement le souvenir de ces événements remarquables.

M. le Président, j'ai déjà traité ce sujet et je n'ai pas l'intention de recommencer. Lorsque j'ai parlé de cette question, j'ai dit que dans mon opinion, le Gouvernement devait donner quelque chose à la société Saint-Jean Baptiste pour l'aider à ériger un monument qui serait en même temps une école des arts où notre population ouvrière irait se perfectionner. J'ai donné toutes les raisons qui, à mon avis, peuvent être invoquées à l'appui de cette demande, j'ai dit que nous voulions faire coïncider l'inauguration de cet édifice avec une exposition universelle que l'on a déjà projetée et qui serait tenue à Montréal. On a fait remarquer que c'était aussi le 400^e anniversaire de la découverte de l'Amérique, le cinquantième anniversaire de l'établissement du gouvernement responsable dans le pays, c'est-à-dire notre émancipation comme peuple, et comme me le fait remarquer l'honorable député de Chateaugay, 1892 sera le quatre-vingtième anniversaire de la fameuse victoire de Chateaugay.

Entre toutes ces idées, je prendrai celle exprimée par l'honorable premier ministre de tenir une exposition universelle à Montréal. Cette idée a fait sensation à Montréal, et il a été décidé de faire de grands sacrifices pour réaliser ce projet. Si on fait des expositions si fréquemment en Europe, à plus forte raison, devrait on en faire dans un pays jeune comme le nôtre, où il importe tant de créer des relations commerciales avec les pays étrangers. A ce point de vue donc, toute la Province est intéressée à la réussite de ce projet.

Personne ne pourra trouver à redire au fait que cette exposition soit tenue à Montreal, parce que l'on fêtera en

même temps le 250^{ième} anniversaire de la fondation de cette ville, et pour d'autres raisons encore qu'il m'est inutile de mentionner. C'est l'endroit naturellement désigné pour une telle manifestation de nos progrès dans les arts, dans le commerce et dans les industries. Il faut aviser aux moyens d'exécuter ce projet, et non pas se contenter d'en faire uniquement la louange ; je ne sais si le Gouvernement y a songé, dans tous les cas il me semble qu'il devrait s'y préparer dès maintenant. Ces entreprises exigent une longue et laborieuse élaboration.

On m'a suggéré de prier le Gouvernement de nommer une commission qui ferait gratuitement les études nécessaires. Cette commission pourrait se prononcer d'abord sur le point suivant : serait-il à propos d'avoir une telle exposition, et si la réponse était favorable, quels moyens il y aurait à prendre pour faire réussir le projet.

Le maire de Montréal et le président du comité des finances pourraient être membres de cette commission, et l'on pourrait aussi prendre deux membres du conseil des arts. Les compagnies de chemins de fer pourraient être représentées dans cette commission.

En résumé, je dis que si l'idée est bonne on devrait se mettre immédiatement à l'œuvre pour la faire réussir.

L'honorable M. **Flynn**—*député de Gaspé*.— L'honorable député de Montréal-est parle de célébrer par une exposition universelle, trois anniversaires remarquables de notre histoire. Ceci me rappelle toute la discussion qui a eu lieu à propos de la célébration de l'anniversaire de 1889. Certains ministres ont été mis en cause, et on a dit même que des membres du Gouvernement étaient en faveur de faire prendre une part officielle à la Province de Québec, à l'exposition universelle de Paris, tandis que d'autres amis du Gouvernement soutenaient le contraire. On se rappelle encore l'entrevue qui aurait eu lieu avec l'honorable M.

Garneau. Si le Gouvernement voulait nous renseigner officiellement sur son attitude au sujet de cette question, cela ne pourrait qu'être agréable à tout le monde. Je me suis levé pour avoir quelques explications de l'honorable premier ministre.

J'en profiterai pour dire un mot sur une autre question. Certains députés ont répandu une brochure ayant pour objet de défendre le Gouvernement. Ces députés ignoraient probablement qu'il y avait des libelles contre moi dans cette brochure. L'auteur parle de 48 mesures bienfaisantes que nous devons au Gouvernement. Il parle entr'autres choses de la représentation de la Province à la convention nationale des Canadiens-français à Nashua ; c'était se donner de la peine pour rien.

J'ai vu dans les journaux que le Gouvernement s'était fait représenter à l'assemblée des savants, tenue à Chicago, c'est sans doute le résultat de la décision qui a été prise à cette réunion que l'honorable député veut accentuer par sa proposition. Si jamais une exposition universelle est tenue à Montréal, ce sera dû au fait que la Province s'est fait représenter à Chicago. Je profite de cette occasion pour demander des explications sur tous ces points. Je ne sais si ces gens sont allés comme délégués du Gouvernement, c'est-à-dire aux frais de la Province, ou bien, si, étant sur les lieux, ils se sont occupés à titre de citoyens généralement, de la question d'avoir une exposition universelle à Montréal. Étaient-ce des délégués payés par la Province ayant une mission strictement définie, si oui, ont-ils fait rapport au Gouvernement ? Il nous manque, comme on le voit, bien des renseignements.

L'honorable M. **Mercie** —*député de Saint Hyacinthe, premier ministre et président du conseil exécutif.*—M. le Président, il existe aux Etats-Unis une association très-importante appelée l'Association internationales des expositions. Cette

association est composée des représentants des compagnies des chemins de fer, de navigation et de capitalistes très importants. Cette association se réunissait à Chicago l'automne dernier, et une invitation spéciale avait été envoyée à certains de nos concitoyens, entr'autres l'honorable M. Joly et M. Duquet, de prendre part à ce congrès. Le Gouvernement a payé indirectement les frais de voyage de ces messieurs, il a autorisé de les prendre sur les \$10,000 mis à la disposition du conseil des arts et métiers. Ces messieurs se sont rendus à ce congrès.

Il a été question, paraît-il, d'une manière indirecte de tenir une exposition universelle à Montréal, en 1892. Nous attendons avec anxiété des nouvelles à ce sujet.

Quant à la question de la brochure et des libelles qu'elle contient, l'honorable député de Gaspé sait qu'il y a des tribunaux devant lesquels il peut en appeler pour se protéger. C'est ce qui est arrivé dans la cause de Langelier vs Maguire, seulement on ne verra pas le Gouvernement fédéral exercer sa prérogative de pardon en faveur du coupable, dans ce cas ci, s'il est poursuivi, comme dans le cas que je cite.

Quant à l'idée exprimée par mon honorable ami le député de Montréal-est je ne suis pas prêt à me prononcer, ainsi que je l'ai déjà dit l'autre jour. C'est le devoir du Gouvernement de favoriser ces projets à cause des événements historiques qu'ils rappellent et surtout à cause de l'idée pratique qu'ils contiennent, je veux dire la grande exposition qui mettrait les ressources de notre pays en pleine lumière, ce qui attirerait ici les capitaux étrangers à la recherche de bons placements. Pour ces motifs, je suis disposé, en autant que les circonstances me le permettront, d'aider ce projet.

J'approuve de tout cœur l'idée de fêter les grands anniversaires que l'on a mentionnés, mais avant tout, je suis

pour les choses pratiques, et c'en serait une que d'organiser une grande exposition qui serait à elle seule, tout un événement de la plus haute importance pour la prospérité et l'avenir industriel et commercial du Canada tout entier. Personne n'ignore le bien immense qui résulte de ces grands concours. Si on pouvait attirer ici les peuples des autres pays des deux Amériques et les principales nations européennes, tous seraient enchantés de célébrer cette grande fête du progrès industriel et agricole de notre jeune pays. Toutefois, comme je l'ai dit, nous ne sommes pas en état de dire quoique ce soit de précis.

Quant à la question relative à l'exposition universelle de Paris, le Gouvernement a renoncé à l'idée de se faire représenter. On sait que le Gouvernement français a voulu attacher à cette exposition le souvenir d'un événement politique sur lequel les opinions sont bien partagées. Il y a des personnes qui disent qu'il ne faut pas confondre 1789 avec 1793 ; mais d'autres ne voient pas de distinction à faire. Le Gouvernement ne se fera pas représenter. Le Canada, et non les Provinces, a été invité ; et le Canada a refusé.

Il y en a qui auraient voulu que des personnes fussent envoyées d'une manière officielle à l'exposition des écoles, à cette exposition universelle. Je suis bien porté à croire qu'il y aura là la plus belle exposition qui ait jamais été faite. Presque tous les peuples vont y envoyer des échantillons de maison d'écoles les plus améliorées. Il y aura aussi des échantillons de livres d'école et de tout ce qui constitue la base de l'enseignement élémentaire et des différents systèmes scolaires. J'avoue que j'aurais beaucoup aimé à envoyer quelqu'un pour étudier cette exposition, et voir les améliorations que nous pourrions apporter à notre système scolaire. Je crois que les circonstances ne nous permettent pas de réaliser cette idée, et que nous serons obligés de renoncer à envoyer qui que ce soit à cette exposition.

M. Faucher de Saint-Maurice—*député de Bellechasse*.—L'idée exprimée par l'honorable député de Montréal-est, est une grande idée, ce serait la plus belle réclame que l'on pourrait faire pour tout le Canada.

Mais la question pratique suivante s'impose : est-ce que la Province de Québec doit supporter seule tous ces frais ? Je crois que le Gouvernement fédéral devrait être consulté. Derrière cette idée, il y a des chiffres. Nous ne pouvons pas choisir un anniversaire plus glorieux et qui ait permis d'écrire une plus belle page que celui de la fondation de Montréal en 1642.

En 1881, j'ai représenté à mes dépens, la Province de Québec, au congrès international de géographie de Venise. Vous ne sauriez croire, M. le Président, jusqu'à quel point nos échantillons de minéraux ont excité l'admiration et captivé l'attention de ceux qui s'étaient portés en foule dans la ville du Doges ; j'ai vu là le roi d'Italie examiner avec attention nos livres d'écoles, dont nous avions envoyé également des échantillons.

La question que nous discutons est une grande question qui doit être étudiée non seulement par ce Gouvernement, mais aussi par le Gouvernement fédéral. Tous les citoyens bien pensant doivent travailler à la réalisation de ce projet.

L'honorable **M. Lynch**—*député de Brome*.—M. le Président, la Province doit être reconnaissante envers l'honorable député de Montréal-est d'avoir soulevé cette question, car elle nous rappelle par le souvenir des anniversaires qu'elle évoque l'histoire de tout le continent américain. Depuis le jour mémorable où l'illustre navigateur génois mit pour la première fois le pied sur ce sol du nouveau monde, il y a quatre cents ans bientôt, d'étonnants progrès se sont réalisés et ont transformé ces vastes pays appelés à de si grandes destinées. Le trop plein de la population européenne s'est porté de ce côté-ci de l'Atlantique et avec une rapidité dont

on ne trouve aucun exemple dans l'histoire du monde, des peuples se sont constitués et sont arrivés à l'indépendance. Nous Canadiens nous marchons de pair dans cette voie du progrès, vraiment civilisateur, car nous comprenons que tout ce qui tend à élever un peuple, est grand et noble.

La proposition de mon honorable ami est inspirée par un sentiment que j'admire. Nous sommes trop portés à nous diviser, en Français, Ecossais, Anglais et Irlandais, et à oublier que ce pays a une histoire dont les pages reflètent les plus beaux, les plus nobles et les plus sublimes dévouements. Quand, plus tard, l'historien écrira l'histoire des deux Amériques, il ne manquera pas de dire que, pour cette partie du continent que nous habitons, c'est d'ici que sont partis ceux qui allaient porter le flambeau de la civilisation et du christianisme aux nations barbares, que c'est Québec qui a été le foyer, d'où a rayonné cette lumière qui a éclairé ce beau continent. Donc tout ce qui tend à rappeler ce passé glorieux doit être accepté avec enthousiasme.

Je ne sais ce que le Gouvernement entend faire, mais je suis bien d'avis que s'il est d'opinion qu'il est impossible de bien faire les choses, il vaut mieux ne pas les faire du tout plutôt que de les faire mal. Si au contraire, il trouve que ce projet est réalisable j'en serai enchanté, et je remercierai la Providence comme d'un bienfait, si on réussit à le mener à bonne fin. Nous avons besoin de ces grands concours pour faire connaître nos ressources, et nous faire avancer dans la voie du progrès et de la prospérité. Nous avons bien le droit d'inviter les autres peuples américains à venir commémorer avec nous ces grands événements puisque notre histoire est l'histoire de tout le continent.

M. Lussier—*député de Verchères*.—M. le Président, la question que nous discutons nous a prouvé une fois de plus, que le Gouvernement ne porte pas en vain le titre de national. L'idée émise est grande, est noble et patriotique.

Notre devoir n'est pas de reculer dans une circonstance aussi solennelle. Des idées comme celles-là grandissent toute une nation. Voyez l'histoire de tous les peuples qui sont arrivés à l'apogée de la gloire, et vous verrez que tous sont parvenus là, grâce à la réalisation de ces grands projets. La France invite aujourd'hui les autres peuples à venir célébrer avec elle, les immenses progrès, les bienfaits incalculables réalisés par le grand mouvement des industries au 19^e siècle ; elle nous montre encore qu'elle est la maîtresse des nations. La Belgique, un petit pays, si l'on compare son territoire au nôtre, a eu il n'y a pas longtemps, son exposition universelle. Les Etats Unis ont eu, eux aussi, leur exposition internationale, et je crois que le temps est venu pour nous de suivre cet exemple. L'idée que nous pourrions reculer devant les sacrifices, ne peut me rentrer dans l'esprit, car notre peuple est trop intelligent et il a trop de cœur pour ne pas comprendre tous les immenses avantages que nous en retirerions. Prouvons une fois de plus jusqu'à quel point ce roi sans cœur mentait à l'histoire en disant : "Que m'importent ces quelques arpents de neige du Canada !" Nous, les descendants de ce petit peuple qui a tant fait par le passé, nous ne devons pas regarder aux sacrifices. Prouvons que nous avons progressé, et prouvons-le à tout l'univers. Affirmons-nous et montrons que nous pouvons prendre notre part au grand mouvement de progrès auquel tous les peuples s'associent. Nul doute que toutes les nations du continent américain se feraient un devoir de venir célébrer avec nous, ces grands événements historiques.

M. David.—Je suis bien chagrin de venir, par quelques remarques, gâter peut-être l'effet du beau discours qui vient d'être prononcé par l'honorable député de Verchères, mais ce débat m'a suggéré quelques observations que je crois utiles de faire connaître à la Chambre.

On a parlé de l'exposition de Paris ; je ne critique pas l'action du Gouvernement, mais il me semble qu'il y a toujours des limites à la réserve, et que si le Gouvernement entretient l'idée d'avoir une exposition universelle à Montréal, il ne peut s'empêcher d'envoyer quelqu'un à Paris, pour faire des études en vue de la réalisation de ce projet. Ce n'est pas une raison, pour nous priver des renseignements utiles et pratiques, qui peuvent fort bien nous être indispensables, parce que l'exposition de Paris coïncide avec une date qui rappelle des événements regrettables. S'imagine-t-on que cette coïncidence va empêcher les gens d'aller à Paris ; que le Gouvernement envoie donc quelqu'un, quand même ce ne serait pas officiellement. Les renseignements qu'il pourrait recueillir, ne manqueraient pas de nous être d'une grande utilité.

J'engage aussi le Gouvernement à étudier la question à un autre point de vue. Il me semble que l'on ne pourrait choisir une meilleure circonstance pour développer nos relations commerciales. Avant deux ou trois ans il sera facile de créer un grand mouvement de ce genre avec les pays étrangers. En tenant une exposition universelle, cela engagerait les gens à venir visiter le Canada, et ceux qui ont des capitaux profiteraient de ce voyage pour s'assurer des placements avantageux. Cette exposition serait donc une belle occasion pour engager les capitalistes étrangers à venir exploiter nos richesses. On ne se fait pas une idée de tout le bien que pourrait faire une telle exposition.

Je ne puis reprendre mon siège sans rattacher ce qui a déjà été dit à l'intention que j'avais lorsque j'ai fait cette proposition. Mon idée, lorsque je demande d'aider à la construction d'un monument, n'est pas étroite mais large et vraiment nationale, comme l'a dit l'honorable député de Brome. Que le Gouvernement donc nous aide, et je lui fais la promesse que lorsque nous inviterons ces étrangers, j'aurai à leur ouvrir une salle digne de les recevoir. Que la

contribution de la Province nous soit assurée d'avance, mais qu'elle ne nous soit payée qu'en 1891, lorsque la bâtisse sera à peu près finie.

L'honorable député de Brome a dit qu'il fallait élargir les idées, je suis de son opinion, et je dis que ces grandes réunions ont cet effet-là. Non-seulement ces grandes réunions font du bien au point de vue matériel, mais elles en font aussi au point de vue moral et intellectuel.

L'honorable M. **Lynch**. — Je regrette beaucoup que l'honorable député de Montréal-ouest ne soit pas ici, car je suis certain qu'il se serait fait un plaisir de prendre part à cette discussion et de se faire l'écho des sentiments qui y ont été exprimés. J'aimerais beaucoup à entendre l'honorable député de Montréal-centre parler en faveur de ce projet.

L'honorable M. **McShane**—*député de Montréal-centre*. —M. le Président, je remercie l'honorable député de Brome, d'avoir mentionné mon nom.

Je suis en faveur de ce projet, mais je ne saurais dire rien de nouveau après les paroles éloquentes de mon honorable ami, le député de Brome. Je sens encore davantage tout ce que ma tâche a de pénible, lorsque je songe que l'honorable député de Verchères, a, lui aussi, pris la parole et presque épuisé le sujet.

Montréal, je n'en doute pas, sera très heureuse de voir la réalisation de ce projet. Si nous pouvons réussir à engager les autres peuples à venir nous visiter, nous pourrons leur assurer qu'ils seront très bien reçus. J'espère que le Gouvernement donnera son concours à la réalisation de ce projet.

Toujours ces expositions ont attiré des milliers et des milliers d'étrangers et ont fait un bien immense à tous les points de vue là où elles ont été tenues. Notre pays est

très peu connu de l'autre côté de l'Atlantique. On y connaît les Etats-Unis, mais généralement on croit qu'ici il n'y a que des sauvages ou des gens à demi barbares ; c'est un préjugé qu'il nous faut faire disparaître en dissipant l'ignorance qui l'a engendré.

Je promets d'avance tout mon concours à la réussite de ce projet qui mérite l'approbation de tous les bons citoyens.

La proposition est adoptée.

NOMINATION D'UNE COMMISSION POUR LA REFONTE DU CODE
DE PROCÉDURE CIVILE.

M. David—*député de Montréal-est.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, copie de la correspondance relative à la nomination d'une commission pour la refonte du code de procédure civile.

M. le Président, à la première session de cette législature, je me suis occupé de cette question. Le Gouvernement alors, a paru être d'opinion de nommer une commission composée d'avocats et d'hommes d'affaires, mais depuis il n'a rien été fait. Je désire savoir s'il existe une correspondance à ce sujet. Je crois qu'il importe beaucoup de s'occuper de cette question ; reformer le code de procédure civile est devenu une nécessité absolue, c'est là l'opinion de tous les avocats. Ce code a besoin d'être refondu, d'être entièrement révisé et pour que le travail soit bien fait, il faut une commission à laquelle cet ouvrage sera confié. Qu'on compose cette commission comme on le voudra, peu m'importe, pourvu que ce soient des gens compétents ; le principal c'est d'en nommer une.

Cette commission devrait être composée d'un petit nombre de personnes afin de faciliter la besogne, un grand nombre de membres dans une telle commission ne ferait pas du tout, car alors ce serait une grosse machine bien difficile à

faire marcher. Il faut la qualité et non pas la quantité. Je crois que le Gouvernement devrait mettre à effet les suggestions qui lui ont été faites et notamment celles du barreau de Montréal, dans une requête déposée sur le bureau de cette Chambre au commencement de la présente session. On avait suggéré de nommer trois commissaires et deux secrétaires pour faire cette refonte du code de procédure. Je crois que cinq suffiraient. J'espère que le Gouvernement va se décider à faire quelque chose pendant cette session, et qu'il va finir par se rendre aux vœux de tous ceux qui s'occupent de ce sujet. On a fait des réformes dans l'administration de la justice à Montréal ; on a nommé des magistrats de district, mais malgré tous ces efforts, il est incontestable que l'administration de la justice souffre encore dans ce grand district. Les lacunes qu'on remarque dépendent donc de la manière dont on procède devant les tribunaux. Nous n'aurions pas besoin d'autant de juges si nous pouvions procéder plus rapidement avec nos causes. Il faut maintenant deux juges là où il n'en faudrait qu'un seul si le code de procédure était réformé.

Pour toutes ces raisons je crois qu'il est temps que le Gouvernement songe sérieusement à la chose et prenne des mesures pour nous sortir d'embarras.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*. — M. le Président, je crois en effet que le temps est arrivé où il faut sérieusement songer à réformer notre code de procédure civile. Quant aux moyens d'y arriver, il incombe au Gouvernement d'y voir. Le moyen le moins coûteux et le plus efficace devrait être adopté. Il s'agit là d'une question qui regarde toute la population de la Province.

Généralement, on juge des progrès d'un pays par les progrès accomplis dans le mode adopté pour administrer la justice. L'honorable député de Montréal-est vient de nous dire que si la procédure n'était pas aussi longue, il ne fau-

drait pas autant de juges. Cela confirme ma manière de voir, car moi-même j'ai été surpris de voir qu'il fallait un si grand nombre de juges pour administrer la justice à Montréal. Voyez, M. le Président, ce qui se passe en Angleterre ; là on a très peu de juges, et personne ne se plaint que l'administration de la justice souffre. La riche et grande Province d'Ontario a moins de juges que nous en avons ici, et on ne s'en plaint pas. A quoi donc devons-nous attribuer l'encombrement des affaires judiciaires dans le district de Montréal sinon au mauvais système de notre procédure.

De plus, je suis contre le système de nommer des juges pour un tel district en particulier ; les juges devraient être nommés pour toute la Province, et ils devraient aller partout pour administrer la justice comme cela se pratique à Ontario. De cette manière le travail judiciaire serait mieux distribué, et les juges auraient chacun de la besogne raisonnablement. On n'en verrait plus accablés par l'ouvrage, tandis que d'autres n'ont rien à faire. Je sais que les avocats pratiquant dans les grandes villes n'aiment pas les juges qui viennent de la campagne, mais il ne faut pas non plus encourager un système qui finirait par créer une espèce de jurisprudence pour les districts ruraux, jurisprudence qui différerait de celle des districts urbains. Cet inconvénient ne se présenterait pas si tous les juges allaient siéger dans tous les districts indifféremment. Dans l'Etat de New-York, l'organisation judiciaire est basée à peu près sur celle d'Angleterre, de sorte que le public est mieux servi et ne regarde pas si c'est un juge qui vient de la campagne ou de la ville, car tous à tour de rôle administrent la justice dans les différentes parties de l'Etat.

L'autre jour l'honorable député de Québec a parlé d'organiser un système pour la publication des jugements des tribunaux. Nous avons sept ou huit revues légales très bien appréciées, mais on avouera qu'il en coûte très cher pour

souscrire à toutes ces revues, afin de se tenir au courant de la jurisprudence. Si l'honorable procureur général veut s'immortaliser, qu'il travaille à faire comprendre aux avocats et aux juges, la nécessité d'établir un système uniforme pour la publication des rapports judiciaires. Que cette publication soit faite d'une manière satisfaisante comme elle l'est en Angleterre, à Ontario et dans les grands Etats de l'Union américaine, et ce sera un grand progrès d'accompli.

L'honorable M. **Tureotte**—*député de Trois-Rivières, procureur général*.—M. le Président je concours dans les remarques faites par mes honorables amis. Partout on désire que le code de procédure soit refondu, et les besoins sous ce rapport sont pressants. Je n'ai aucun doute que le Gouvernement devra avant peu, faire quelque chose pour satisfaire ce désir du public et du barreau. Nous avons reçu déjà de nombreuses suggestions de la part des membres appartenant à la profession légale, suggestions qui nous ont été très utiles dans l'étude préparatoire que nous avons faite. Si la Chambre a pu faire une loi pour hâter la procédure dans les causes commerciales, nous le devons à ces suggestions. C'est déjà un bon commencement. Le commerce généralement se réjouit déjà des bons effets de cette loi.

Le Gouvernement est disposé à faire tout en son pouvoir pour donner satisfaction aux désirs de la Chambre et du pays. Depuis un certain nombre d'années, poussés par ce désir, nous avons passablement défiguré le code de procédure civile, par des modifications partielles ; je crois que le temps est arrivé où nous devons réformer ce code. Naturellement je ne parle pas du code civil, mais du code de procédure civile.

Notre procédure est ancienne et dans bien des cas n'a pas sa raison d'être ; suivant la suggestion de l'honorable député de Brome, nous pourrions étudier la procédure

suivie en Ontario ; on pourrait le faire au moyen d'un travail de comparaison. On pourrait aussi, comparer notre code avec celui des Etats-Unis et d'Angleterre, et en tenant compte des exigences locales, nous serions à peu près certains d'arriver à faire un code parfait. Mais il ne faut pas oublier non plus la question d'argent ; nous sortons d'une dépense énorme pour la codification de nos statuts, je ne la blâme pas car ce travail s'imposait ; je suis bien certain que l'honorable député de Brome serait le dernier homme à critiquer les dépenses que le Gouvernement pourrait faire pour la refonte du code de procédure civil, mais nous devons prendre leçon de l'expérience acquise. Nous n'avons pas encore oublié ce qui s'est passé lorsque nous avons été à Tadoussac pour hâter le travail de la codification des statuts, jamais dépense n'a été plus utile, ni plus avantageuse à la Province, et cependant on a crié au scandale, dans le but de faire du capital politique.

Si le Gouvernement demandait à la Chambre l'autorisation de faire les dépenses nécessaires pour la codification du code de procédure civile, il y aurait peut-être unanimité, mais plus tard on dirait que cet argent a été gaspillé. En principe le Gouvernement est disposé à refondre ce code, mais quant aux moyens à prendre, c'est très difficile à dire. Nous nous occupons de cette question depuis un an et demi, nous avons reçu des suggestions de différentes personnes, quelques-unes étaient en faveur de la nomination d'une commission composée d'un petit nombre de membres, d'autres voudraient un comité actif, et un comité consultatif pour faire ce travail. Quant à moi je suis d'opinion qu'il faudrait une commission composée d'un bien petit nombre de membres, car si vous nommiez plusieurs commissaires, le travail ne se ferait que bien difficilement.

Nous mettrons avec plaisir la correspondance devant la Chambre.

M. David.—Les honorables députés de Rouville et de Beauce ont déjà soumis à la Chambre des projets de loi qui couvrent une bonne partie du code. Depuis que cette session est convoquée, l'honorable député de Rouville a soumis un travail très élaboré au comité de législation ; et je ne doute pas que ce projet de loi aidera beaucoup le travail des codificateurs.

Je crois que cette commission pourra faire cette codification en peu de temps, et le tout pourrait coûter assez bon marché. Je crois aussi que l'on pourrait trouver des hommes bien disposés à travailler sans l'idée de faire fortune. Je suppose que cette codification coûte \$10,000, ce ne sera pas trop après tout.

Il n'y a pas un pays qui hésiterait à faire une telle dépense pour un travail aussi important. Je considère que tout l'argent dépensé pour l'administration de la justice est de l'argent placé à 100 pour cent, je ne parle qu'au point de vue matériel. S'il y a une chose qu'on ne peut payer trop cher dans un pays, c'est bien l'administration de la justice ; tout peut s'écrouler, si l'administration de la justice reste intacte il y a de l'espoir pour l'avenir. C'est ce qui a fait dire à tous les historiens qui ont écrit sur la révolution française, que la magistrature avait sauvé la France. Aussi, M. le Président, la magistrature française a toujours été respectée, et il me semble qu'on ferait bien d'imiter la France dans ce qu'elle a de bon.

L'honorable M. **Flynn** *député de Gaspé.*—M. le Président, la question des dépenses est bien importante, je ne voudrais pas pour ma part dire au Gouvernement : faites cette dépense, et plus tard la critiquer. C'est le Gouvernement qui est juge de cette question ; on peut être en principe en faveur d'une refonte du code de procédure, mais quand il s'agit des frais qu'elle devra entraîner, c'est aux ministres à y voir.

Je ne suis pas prêt à dire qu'il y a tellement urgence, qu'il faille laisser d'autre chose de côté pour satisfaire ce besoin. Mais ce que je n'hésite pas à dire, c'est que le Gouvernement ne peut pas dans l'état actuel faire de grandes dépenses pour cet objet. Si je disais au Gouvernement de procéder je n'agis ni loyalement ni sincèrement. Si une commission pouvait être nommée qui ferait le travail en bien peu de temps et à bien peu de frais, peut être pourrions-nous aviser, mais je ne crois pas la chose possible.

J'aime mieux garder nos lois telles qu'elles sont, quelques défectueuses qu'elles puissent paraître, que de les changer sans connaître parfaitement ces changements. Dans notre procédure, il y a une partie qui découle de notre ancien droit français. Je sais qu'on aime de préférence la procédure anglaise et celle des Etats-Unis, mais jamais on ne pourra faire accepter ni l'une ni l'autre à notre peuple, qui n'y est pas habitué. Je suis d'opinion que la procédure que nous avons est la meilleure sauvegarde des droits des parties. Le Français est plus procédurier que l'Anglais, et nous tenons du Français ; je parle ici en thèse générale.

Quoiqu'en dise l'honorable procureur général, la loi de l'année dernière relative aux causes commerciales n'est pas acceptable dans la plupart des cas, et cette loi est basée sur la procédure d'Ontario. Si c'est là l'idée que l'on veut faire triompher, je déclare qu'elle ne sera pas acceptable au peuple de cette Province ni au barreau généralement. Si on fait des changements on devra les faire avec la plus grande prudence, en tenant compte des habitudes de notre population.

Je crois que l'honorable procureur général va être obligé à cette session-ci même, de faire des changements à la loi de l'année dernière, vu qu'il y a beaucoup de plaintes.

L'honorable M. **Turcotte.**—Elle fonctionne bien à Montréal.

L'honorable M. **Flynn.**—J'exprime l'opinion dominante ici.

Si on nomme une commission comme on l'a suggéré, il faudra que le Gouvernement soit prêt à accepter son rapport, comme cela s'est fait à propos du code civil.

La proposition est adoptée.

La séance est levée.